



UNODC

Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime

Mécanisme d'examen de l'application de la
Convention des Nations Unies contre la corruption

Première année du premier cycle
(Chapitre III « Incrimination, détection et répression »
et Chapitre IV « Coopération internationale »)

Réponse du Rwanda à la liste de contrôle détaillée
pour l'auto-évaluation

A. Dispositions générales

A. Dispositions générales

1. Dispositions générales

Veillez fournir des informations générales sur la ratification et l'état d'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption dans votre pays (utilisez le bouton "Utiliser le modèle de réponse" dans le champ "réponse" pour afficher un texte générique)

Veillez ajuster le texte ci-dessous de la manière jugée appropriée

Ratification de la Convention

La Convention a été signée le [31 Octobre 2003], ratifiée par le [PAR Le Président de la République] le [27 Décembre 2005] et signée par le [PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE/CHEF DE L'ÉTAT] le [DATE]. Rwanda a déposé son instrument de ratification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le [04 Octobre 2006].

La Convention et le système juridique de Rwanda

L'article [190] de la Constitution énonce que les règles généralement acceptées du droit international, et les conventions internationales lorsqu'elles ont été ratifiées par une loi et sont entrées en vigueur, font partie intégrante du droit interne de Rwanda et prévalent sur toute autre disposition contraire du droit interne.

Par conséquent, la Convention des Nations Unies contre la corruption est devenue partie intégrante du droit interne de Rwanda après sa ratification par le [PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE] le [27 Décembre 2005], sa signature par le [PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE/CHEF DE L'ÉTAT] le [30 Novembre 2004], et son entrée en vigueur le [01 Mai 2006] conformément à l'article 68 de la Convention. Selon l'article [190] de la Constitution, les décisions judiciaires [N'ONT PAS] la même portée juridique que la loi.

La Convention occupe un rang élevé au sein des instruments législatifs, juste en dessous de la Constitution mais au-dessus des autres lois. Par conséquent, les dispositions de la Convention prévalent sur toute autre disposition contraire du droit interne.

Veillez joindre ici toute analyse des lacunes que vous êtes susceptible d'avoir réalisée

III. Incrimination, détection et répression

15. Corruption d'agents publics nationaux

69. Alinéa a) de l'article 15

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:
a) Au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Art.14,15 et 16 Loi N0 23/2003 du 07/08/ 2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Veuillez joindre le ou les texte(s)

De la répression de la corruption active

Article: 14

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite accordé, quiconque aura, explicitement ou implicitement offert, directement ou indirectement proposé, tout don ou tout profit illicite, à une autre personne chargée d'une fonction, ou qui lui en aura fait des promesses afin qu'elle pose, pour lui ou pour quelqu'un d'autre, un acte qui relève de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser.

Article: 15

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite offert, quiconque aura offert, explicitement ou implicitement, proposé, accordé, indirectement ou directement, tout don ou tout autre profit illicite à une personne chargée d'une fonction ou en aura fait des promesses afin qu'elle pose, pour lui ou pour quelqu'un d'autre, un acte illégal ou qu'elle s'abstienne de poser un acte qui relève de ses attributions.

Article: 16

Sans préjudice des peines plus fortes prévues par d'autres lois, sera puni d'une peine d'emprisonnement prévue aux articles 11 et 12 de la présente loi, suivant les distinctions y établies, et d'une amende de cinquante mille (50.000) à un million de francs rwandais (1.000.000 frw), quiconque aura, explicitement ou implicitement, tenté ou posé des actes de nature sexuelle non consentis ou en aura fait des promesses afin de poser ou de s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais,

arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Statistiques des cours et tribunaux

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la corruption active d'agents publics nationaux?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

70. Alinéa b) de l'article 15

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère

d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement:

[...]

b) Au fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles .

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Article 10 , 11 et 12 de la loi 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 10

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, directement ou indirectement, tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte relevant de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser..

Article: 11

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, indirectement ou directement, tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte illégal ou pour s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions

Article: 12

Sous réserve des peines plus fortes prévues par d'autres dispositions pénales, sera puni d'une peine d'emprisonnement prévue aux articles 11 et 12 de la présente loi, suivant les distinctions faites par ces articles, et d'une amende de cinquante mille (50.000) à un million de francs rwandais (1.000.000 Frw), quiconque, mentionné aux articles 11 et 12 de la présente loi aura, explicitement ou implicitement, exigé, bénéficié, fait subir des actes de nature sexuelle non consentis ou en aura accepté la promesse afin de poser ou de s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

La disposition considérée a été appliquée par le biais de la ou des [POLITIQUE(S)/LOI(S)/MESURE(S)] suivantes:

2. [LOI 23/2003 du 23 aout 2003]

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations fournies figurent dans la législation.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la corruption passive d'agents publics nationaux?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

71. Paragraphe 1 de l'article 16

1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public étranger ou à un fonctionnaire d'une organisation internationale publique, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles, en vue d'obtenir ou de conserver un marché ou un autre avantage indu en liaison avec des activités de commerce international.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

La loi 23/2003 dispose que " quiconque" (TERME INCLUSIF). Cette loi ne fait donc pas de distinction entre la corruption d'un agent public étranger ou un fonctionnaire d'une organisation internationale de la corruption d'un agent public national.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 14 à 16 de la loi No 23/2003 relative à la corruption passive d'un agent public étranger ou un fonctionnaire d'une organisation internationale publique.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 10

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, directement ou indirectement, tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte relevant de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser..

Article: 11

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, indirectement ou directement, tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte illégal ou pour s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions

Article: 12

Sous réserve des peines plus fortes prévues par d'autres dispositions pénales, sera puni d'une peine d'emprisonnement prévue aux articles 11 et 12 de la présente loi, suivant les distinctions faites par ces articles, et d'une amende de cinquante mille (50.000) à un million de francs rwandais (1.000.000 Frw), quiconque, mentionné aux articles 11 et 12 de la présente loi aura, explicitement ou implicitement, exigé, bénéficié, fait subir des actes de nature sexuelle non consentis ou en aura accepté la promesse afin de poser ou de s'abstenir de poser un acte qui relève de ses

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Ces dispositions font partie de la législation rwandaise.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la corruption active d'agents publics étrangers et de fonctionnaires d'organisations internationales publiques?

(Y) Oui

Les dispositions légales contre la corruption active des agents publics étrangers ou des fonctionnaires d'organisation internationale publique existent. Cependant aucun cas concret n'a jusqu'à présent été rencontré.

Veillez indiquer (ou, s'ils sont disponibles, joindre) les résultats de cette évaluation, y compris les méthodes, les outils et les ressources utilisés:

72. Paragraphe 2 de l'article 16

2. Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, au fait, pour un agent public étranger ou un fonctionnaire d'une organisation internationale publique, de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Articles de 10 à 12 de la loi 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption. Compte tenu de l'utilisation du terme très général "quiconque", il est entendu qu'il vise aussi bien les agents publics nationaux que les agents publics étrangers.

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 10

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, directement ou indirectement,

tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte relevant de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser..

Article: 11

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, indirectement ou directement, tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte illégal ou pour s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions.

Article: 12

Sous réserve des peines plus fortes prévues par d'autres dispositions pénales, sera puni d'une peine d'emprisonnement prévue aux articles 11 et 12 de la présente loi, suivant les distinctions faites par ces articles, et d'une amende de cinquante mille (50.000) à un million de francs rwandais (1.000.000 frw), quiconque, mentionné aux articles 11 et 12 de la présente loi aura, explicitement ou implicitement, exigé, bénéficié, fait subir des actes de nature sexuelle non consentis ou en aura accepté la promesse afin de poser ou de s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez citer le ou les texte(s)

Les articles 10 à 12 traitent de la corruption active en général. La corruption des agents publics étrangers et des fonctionnaires d'organisation internationale est comprise dans ce sens par le terme inclusif " quiconque"

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les articles mentionnés font partie de la législation rwandaise.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la corruption passive d'agents publics étrangers et de fonctionnaires d'organisations internationales publiques?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

73. Article 17

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère

d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, à la soustraction, au détournement ou à un autre usage illicite, par un agent public, à son profit ou au profit d'une autre personne ou entité, de tous biens, de tous fonds ou valeurs publics ou privés ou de toute autre chose de valeur qui lui ont été remis à raison de ses fonctions.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Article 220 du Code Pénal

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 220 du Code Pénal porte sur la répression du détournement et de la soustraction des deniers publics ou privés dans l'exercice de ses fonctions.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Section 7. Des détournements et des concussion commises par des fonctionnaires publics

Article: 220

Sera puni d'un emprisonnement de cinq à vingt ans et d'une amende de cinquante mille francs au maximum, tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public :

1. qui aura détourné ou soustrait des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu, des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de ses fonctions;
2. qui aura méchamment ou frauduleusement détruit ou supprimé des actes ou titres dont il était dépositaire en sa qualité, ou qui lui avaient été communiqués à raison de ses fonctions.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Le Code Pénal est en cours de modification

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

De nombreux jugements de soustraction et de détournement ou autre usage illicite de biens par un agent public ont été rendus.

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations sont recueillies via la Cour Suprême et l'Organe National de Poursuites.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la soustraction, au détournement ou à un autre usage illicite de biens par un agent public?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

74. Alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 18

1. Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :
a) Au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public ou à toute autre personne, directement ou indirectement, un avantage indu afin que ledit agent ou ladite personne abuse de son influence réelle ou supposée en vue d'obtenir d'une administration ou d'une autorité publique de l'État Partie un avantage indu pour l'instigateur initial de l'acte ou pour toute autre personne;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Article 20 de la loi N° 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Art.20 de la loi N° 23/2003 du 07/08/2003
sera puni d'une peine de deux à cinq ans et d'une amende portée au double jusqu'à dix fois la valeur du profit illicite octroyé ou promis, quiconque aura, explicitement ou implicitement offert ou tenté d'offrir à quelqu'un d'autre, promis indirectement ou directement tout don ou tout autre profit illicite en demandant à quelqu'un d'autre d'user de son autorité pour influencer la décision d'une autre personne, que le profit illicite soit pour lui ou pour quelqu'un d'autre, que son autorité ou ses relations aient produit ou non l'effet recherché.

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 20 de la loi N° 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Législation rwandaise et statistiques de la Cour Suprême

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au trafic d'influence?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

75. Alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 18

1. Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le

caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

...

b) Au fait, pour un agent public ou toute autre personne, de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu pour lui-même ou elle-même ou pour une autre personne afin d'abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une administration ou d'une autorité publique de l'État Partie un avantage indu.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Article 19 de la loi 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption
Ce texte ne se contente pas d'envisager la répression de ce type de comportement. Il le réprime déjà sous la qualification de trafic d'influence

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende portée au double jusqu'à dix fois la valeur du profit illicite sollicité, promis ou perçu, quiconque aura explicitement ou implicitement sollicité, promis, perçu indirectement ou directement tout don ou tout autre profit illicite en affirmant être capable d'user de son autorité ou de ses relations pour influencer la décision d'une autre personne, que le don ou le profit illicite soit pour lui ou pour quelqu'un d'autre, que son autorité ou ses relations aient produit ou non l'effet recherché.

(Article 19 de la loi N° 23/2003 du 07/08/2003.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Législation rwandaise et Statistiques de la Cour Suprême

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au trafic d'influence?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

76. Article 19

Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement, au fait pour un agent public d'abuser de ses fonctions ou de son poste, c'est-à-dire d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir, dans l'exercice de ses fonctions, un acte en violation des lois afin d'obtenir un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne ou entité.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

L'abus de fonctions ne figure pas dans la législation rwandaise, toutefois l'article 23 de la loi No 23/2003 parle de la prise illégale d'intérêt des agents dans l'accomplissement des activités ne rentrant pas dans leurs attributions

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Bien que cette disposition ne soit pas explicitement mentionnée dans notre législation, l'article 23 de la loi No 23/2003 parle de la prise illégale d'intérêts des agents dans l'accomplissement des activités ne rentrant pas dans leurs attributions.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'examen de l'adoption d'une pareille disposition peut être envisagé

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

77. Article 29

Sous réserve de sa constitution et des principes fondamentaux de son système juridique, chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement, à l'enrichissement illicite, c'est-à-dire une augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public que celui-ci ne peut raisonnablement justifier par rapport à ses revenus légitimes.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 24 de la loi N. 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Section 5. De la répression de l'enrichissement illicite

Article: 24

Se sera rendu coupable d'enrichissement illicite, tout agent de l'Etat et toute autre personne qui se sera enrichi sans pouvoir prouver que cet enrichissement est juste et légal. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du bien dont il n'est pas à mesure de justifier l'origine licite.

La juridiction ordonne d'office la confiscation des biens ou des revenus faisant l'objet de l'infraction.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

on 5. De la répression de l'enrichissement illicite

Article: 24

Se sera rendu coupable d'enrichissement illicite, tout agent de l'Etat et toute autre personne qui se sera enrichi sans pouvoir prouver que cet enrichissement est juste et légal. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du bien dont il n'est pas à mesure de justifier l'origine licite.

La juridiction ordonne d'office la confiscation des biens ou des revenus faisant l'objet de l'infraction.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations ont été tirées de la législation rwandaise

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à l'enrichissement illicite?

(N) Non

La loi est relativement récente. Aucune difficulté de mise en application n'a encore été signalée

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

78. Alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 21

1. Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement dans le cadre d'activités économiques, financières ou commerciales:

a) Au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, un avantage indu à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en

quelque qualité que ce soit, pour elle-même ou pour une autre personne, afin que, en violation de ses devoirs, elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article premier de la loi 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes détermine l'étendue de cette loi en ces termes que ' la présente loi a pour objet de prévenir, de lutter et de réprimer la corruption et les infractions connexes commises au sein des organes des services publics et privé et des organisations non gouvernementales'.

De plus le terme inclusif ' quiconque' contenu dans les articles 14 à 16, concerne aussi les fonctionnaires du secteur privé.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 1

La présente loi a pour objet de prévenir, de lutter et de réprimer la corruption et les infractions connexes commises au sein des organes des services publics et privés et des organisations non gouvernementales.

Section 2. De la répression de la corruption active

Article: 14

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite accordé, **quiconque** aura, explicitement ou implicitement offert, directement ou indirectement proposé, tout don ou tout profit illicite, à une autre personne chargée d'une fonction, ou qui lui en aura fait des promesses afin qu'elle pose, pour lui ou pour quelqu'un d'autre, un acte qui relève de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser.

Article: 15

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite offert, **quiconque** aura offert, explicitement ou implicitement, proposé, accordé, indirectement ou directement, tout don ou tout autre profit illicite à une personne chargée d'une fonction ou en aura fait des promesses afin qu'elle pose, pour lui ou pour quelqu'un d'autre, un acte illégal ou qu'elle s'abstienne de poser un acte qui relève de ses attributions.

Article: 16

Sans préjudice des peines plus fortes prévues par d'autres lois, sera puni d'une peine d'emprisonnement prévue aux articles 11 et 12 de la présente loi, suivant les distinctions y établies, et d'une amende de cinquante mille (50.000) à un million de francs rwandais (1.000.000 frw), **quiconque** aura, explicitement ou implicitement, tenté ou posé des actes de nature sexuelle non consentis ou en aura fait des promesses afin de poser ou de s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations ont été tirées des Codes et lois du Rwanda

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la corruption dans le secteur privé?

(N) Non

Loi date de 2003, donc relativement récente. Aucune difficulté de mise en application n' a été signalé à date.

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

79. Alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 21

1. Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement dans le cadre d'activités économiques, financières ou commerciales:
[...]

b) Au fait, pour toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu, pour elle-même ou pour une autre personne, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses devoirs.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article premier de la loi 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes détermine l'étendue de cette loi en ces termes que ' la présente loi a pour objet de prévenir, de lutter et de réprimer la corruption et les infractions connexes commises au sein des organes des services publics et privé et des organisations non gouvernementales'.

De plus le terme inclusif ' quiconque' contenu dans les articles 10 à 12, concerne aussi les fonctionnaires du secteur privé.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Loi N° 23/2003 du 07/08/2003:

- Art.1er:" La présente loi a pour objet de prévenir, de lutter et de réprimer la corruption et les infractions connexes commises au sein des organes des services publics et privés et des organisations non gouvernementales".

- Art 10: "Sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende portée au double jusqu'à dix fois la valeur du profit illicite sollicité , quiconque aura exigé explicitement ou implicitement, reçu directement ou indirectement tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte relevant de ses fonctions ou qu'elle se serve de ses dernières pour le faire poser.

- Art.11 " : "Sera puni d'une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende portée au double jusqu'à dix fois la valeur du profit illicite sollicité , quiconque aura exigé explicitement ou implicitement, reçu directement ou indirectement tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte illégal ou pour s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Législation rwandaise et Statistiques de la Cour Suprême

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à la corruption dans le secteur privé?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

80. Article 22

Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement dans le cadre d'activités économiques, financières ou commerciales, à la soustraction par une personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, de tous biens, de tous fonds ou valeurs privés ou de toute autre chose de valeur qui lui ont été remis à raison de ses fonctions.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas prévu une pareille disposition mais son intégration pourra être envisagée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

La disposition n'existe pas dans la législation mais son intégration est envisagée.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'intégration de cette disposition sera envisagée ultérieurement.

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

81. Sous-alinéa a) i) du paragraphe 1 de l'article 23

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures

législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

a) i) À la conversion ou au transfert de biens dont celui qui s'y livre sait qu'ils sont le produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

La loi 47/2008 du 09 /09/2008 relative à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme .

Art.2 (1.a) de la même loi.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 2,(1 a) de la loi 47/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux au financement du terrorisme

Article 2: Définitions des termes

Au sens de la présente loi, les termes repris ci-après ont les significations suivantes:

1° **“infraction de blanchiment de capitaux”** : infraction intentionnellement commise constituée par un ou plusieurs actes énumérés ci-après, à savoir :

- a. la conversion, le transfert ou la détention de biens dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du délit ou du crime ou de la participation à ces infractions commises dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans la commission de cette infraction à échapper à la justice;

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations ont été recueillies des Codes et lois du Rwanda.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au blanchiment d'argent?

(N) Non

La loi est récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

82. Sous-alinéa a) ii) du paragraphe 1 de l'article 23

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

[...]

ii) À la dissimulation ou au déguisement de la nature véritable, de l'origine, de l'emplacement, de la

disposition, du mouvement ou de la propriété de biens ou de droits y relatifs dont l'auteur sait qu'ils sont le

produit du crime;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 2b de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations données ont pour source le recueil des Codes et lois du Rwanda.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale aublanchiment d'argent?

(N) Non

La loi 47/2008 est récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

83. Sous-alinéa b) i) du paragraphe 1 de l'article 23

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

[...]

b) Sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique:

i) À l'acquisition, à la détention ou à l'utilisation de biens dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 2 c de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 2: Définitions des termes

Au sens de la présente loi, les termes repris ci-après ont les significations suivantes:

- 1° **“infraction de blanchiment de capitaux”** : infraction intentionnellement commise constituée par un ou plusieurs actes énumérés ci-après, à savoir :
- a. la conversion, le transfert ou la détention de biens dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du délit ou du crime ou de la participation à ces infractions commises dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans la commission de cette infraction à échapper à la justice;
 - b. la dissimulation, le déguisement de la nature, de l'origine, du lieu, de la disposition, de la donation ou de la dissimulation du propriétaire réel de biens ou de droits y relatifs sachant pertinemment que ces biens sont le produit d'un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;
 - c. acquisition, possession ou utilisation de biens dont l'auteur sait, au moment de leur réception qu'ils sont le produit d'un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les données ont été tirées des Codes et lois du Rwanda

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au blanchiment d'argent?

(N) Non

La loi date de 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

84. Sous-alinéa b) ii) du paragraphe 1 de l'article 23

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

[...]

b) Sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique:

[...]

ii) À la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 2 d de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 2: Définitions des termes

Au sens de la présente loi, les termes repris ci-après ont les significations suivantes:

1° **“infraction de blanchiment de capitaux”** : infraction intentionnellement commise constituée par un ou plusieurs actes énumérés ci-après, à savoir :

- a. la conversion, le transfert ou la détention de biens dont l’auteur sait qu’ils sont le produit du délit ou du crime ou de la participation à ces infractions commises dans le but de dissimuler ou de déguiser l’origine illicite desdits biens ou d’aider toute personne impliquée dans la commission de cette infraction à échapper à la justice;
- b. la dissimulation, le déguisement de la nature, de l’origine, du lieu, de la disposition, de la donation ou de la dissimulation du propriétaire réel de biens ou de droits y relatifs sachant pertinemment que ces biens sont le produit d’un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;
- c. acquisition, possession ou utilisation de biens dont l’auteur sait, au moment de leur réception qu’ils sont le produit d’un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;
- d. la participation à l’un des actes visés au présent article, l’association pour commettre un tel acte, la tentative de le perpétrer, le fait d’aider, d’inciter de défier, d’assister ou de conseiller quelqu’un à le commettre.

Il y a blanchiment de capitaux même si les faits qui sont à l’origine de l’acquisition, de la possession et du transfert des biens à blanchir et de la protection de l’auteur sont commis sur le territoire d’un Etat tiers.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n’est/ne sont pas rédigé(s) dans l’une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d’être adoptés:

Veillez fournir des exemples d’affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d’enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l’année 2003 (ou les années antérieures, s’ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations sont tirées des Codes et lois du Rwanda.

Avez-vous déjà évalué l’efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d’une assistance pour mener une évaluation? Dans l’affirmative, veuillez décrire le type d’assistance dont vous auriez besoin:

Non

85. Alinéa a) du paragraphe 2 de l’article 23

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

a) Chaque État Partie s'efforce d'appliquer le paragraphe 1 du présent article à l'éventail le plus large d'infractions principales ;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Artcle 5 de la loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 5 : Capitaux ou biens illicites

Pour l'application de la présente loi, l'origine de capitaux ou de biens est illicite lorsque ceux-ci proviennent de la commission:

1° d'une infraction liée:

- a. au terrorisme;
- b. à la corruption et aux infractions connexes telles que définies par la loi ;
- c. au crime organisé ;
- d. au trafic illicite de stupéfiants ;
- e. au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises ;
- f. au trafic de mains-d'œuvre clandestine ;
- g. au trafic d'êtres humains ;
- h. à l'exploitation de la prostitution ;
- i. à l'utilisation illégale chez les animaux de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrénérgique ou à effet stimulateur de production ou au commerce illégal de telles substances;
- j. au trafic illicite d'organes et de tissus humains.

2° d'une infraction boursière ou d'un appel public irrégulier à l'épargne ;

3° d'une escroquerie financière, d'une prise d'otages, d'un vol ou d'une extorsion à l'aide de violences ou de menaces, d'une banqueroute frauduleuse ;

4° de l'une des infractions définies par la loi relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres

processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations données sont tirées des Codes et Lois du Rwanda

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi date de 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

86. Alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 23

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

[...]

b) Chaque État Partie inclut dans les infractions principales au minimum un éventail complet d'infractions pénales établies conformément à la présente Convention;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 2 de la loi 47/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme étale l'éventail du blanchiment des capitaux sur tous les délits et crimes.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Articles 2 et 5 de la loi 47/2008

- Article 2: Définitions des termes

Au sens de la présente loi, les termes repris ci-après ont les significations suivantes:

1° **“infraction de blanchiment de capitaux”** : infraction intentionnellement commise constituée par un ou plusieurs actes énumérés ci-après, à savoir :

- a. la conversion, le transfert ou la détention de biens dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du délit ou du crime ou de la participation à ces infractions commises dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans la commission de cette infraction à échapper à la justice;
- b. la dissimulation, le déguisement de la nature, de l'origine, du lieu, de la disposition, de la donation ou de la dissimulation du propriétaire réel de biens ou de droits y relatifs sachant pertinemment que ces biens sont le produit d'un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;
- c. acquisition, possession ou utilisation de biens dont l'auteur sait, au moment de leur réception qu'ils sont le produit d'un délit ou crime ou de la participation à ces

infractions;

- d. la participation à l'un des actes visés au présent article, l'association pour commettre un tel acte, la tentative de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter de défier, d'assister ou de conseiller quelqu'un à le commettre.

Il y a blanchiment de capitaux même si les faits qui sont à l'origine de l'acquisition, de la possession et du transfert des biens à blanchir et de la protection de l'auteur sont commis sur le territoire d'un Etat tiers.

- 2° **“confiscation”** : déchéance du droit de propriété sur un bien prononcée définitivement par une juridiction compétente et affectant ce bien et, le cas échéant, transférant le titre de cette propriété au domaine de l'Etat;

- 3° **“organisation criminelle”**: groupe structuré opérant de concert en vue de commettre une infraction qualifiée de crime pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage matériel ou financier ;

- 4° **“client”** : personne physique ou morale qui :

- a. ouvre un compte ou au nom de laquelle un compte bancaire est ouvert;

- b. a le pouvoir de signer sur ce compte;

- c. dépose, transfère ou reçoit l'argent en utilisant ce compte;

- d. est autorisée à mener des opérations sur le compte;

- 5° **“gel”**: mesure qui consiste à différer provisoirement l'exécution d'une opération, interdire le transfert, la modification, la transformation, le déplacement de biens par suite d'une décision ou d'une directive donnée par une autorité compétente ;

- 6° **“instrument”**: objet utilisé ou devant être utilisé totalement ou en partie et de quelque manière que ce soit pour commettre un acte criminel;

- 7° **“haute personnalité politique”** : quiconque exerce ou a exercé en République du Rwanda ou dans d'autres pays d'importantes fonctions publiques y compris les membres de sa famille ou les personnes qui lui sont étroitement associées ou ont des relations commerciales ou financières avec lui;

- 8° **“produit”** : bien qui, directement ou indirectement, provient de la commission d'une infraction ;

- 9° **“bien”** : tout avoir de quelque nature que ce soit, corporel ou incorporel, mobilier ou immobilier, tangible ou intangible, ainsi que les documents ou instruments légaux attestant l'existence d'un droit ou d'un intérêt sur cet avoir ;

- 10° **“entité déclarante”**: toute personne physique ou morale dotée de la personnalité juridique visée à l'article 3 de la présente loi.

- **Article 5 : Capitaux ou biens illicites**

Pour l'application de la présente loi, l'origine de capitaux ou de biens est illicite lorsque ceux-ci proviennent de la commission:

1° d'une infraction liée:

- a. au terrorisme;
- b. à la corruption et aux infractions connexes telles que définies par la loi ;
- c. au crime organisé ;
- d. au trafic illicite de stupéfiants ;
- e. au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises ;
- f. au trafic de mains-d'œuvre clandestine ;
- g. au trafic d'êtres humains ;
- h. à l'exploitation de la prostitution ;
- i. à l'utilisation illégale chez les animaux de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production ou au commerce illégal de telles substances;
- j. au trafic illicite d'organes et de tissus humains.

2° d'une infraction boursière ou d'un appel public irrégulier à l'épargne ;

3° d'une escroquerie financière, d'une prise d'otages, d'un vol ou d'une extorsion à l'aide de violences ou de menaces, d'une banqueroute frauduleuse ;

4° de l'une des infractions définies par la loi relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les données ont été tirées des Codes et Lois

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(Y) Oui

Veillez indiquer (ou, s'ils sont disponibles, joindre) les résultats de cette évaluation, y compris les méthodes, les outils et les ressources utilisés:

87. Alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 23

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

[...]

c) Aux fins de l'alinéa b) ci-dessus, les infractions principales incluent les infractions commises à l'intérieur et à l'extérieur du territoire relevant de la compétence de l'État Partie en question. Toutefois, une infraction commise à l'extérieur du territoire relevant de la compétence d'un État Partie ne constitue une infraction principale que lorsque l'acte correspondant est une infraction pénale dans le droit interne de l'État où il a été commis et constituerait une infraction pénale dans le droit interne de l'État Partie appliquant le présent article s'il avait été commis sur son territoire;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 36 de la loi No 47/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 36: Double incrimination

Aux termes de la présente loi, l'extradition n'est exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue à la fois dans la législation de l'Etat requérant et de la République du Rwanda.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les données sont tirées des Codes et Lois

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi date de 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

88. Alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 23

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

[...]

d) Chaque État Partie remet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une copie de ses lois qui donnent effet au présent article ainsi que de toute modification ultérieurement apportée à ces lois ou une description de ces lois et modifications ultérieures;

Votre pays a-t-il remis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une copie de ses lois de la manière prescrite ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

89. Alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 23

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article:

[...]

e) Lorsque les principes fondamentaux du droit interne d'un État Partie l'exigent, il peut être disposé que les infractions énoncées au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui ont commis l'infraction principale.

Les principes fondamentaux de votre droit interne exigent-ils que les infractions énoncées au paragraphe 1 de cet article ne s'appliquent pas aux personnes qui ont commis l'infraction principale? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur n'a pas prévu ces cas d'espèce. Il a prévu que l'infraction doit être sanctionnée que l'infraction principale ait été punie ou non.

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune nécessité n'a encore prévalu d'adoption de cette disposition.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

La nécessité de prise de mesures visant le respect de la disposition ne s'est pas manifesté.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

90. Article 24

Sans préjudice des dispositions de l'article 23 de la présente Convention, chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement après la commission de l'une quelconque des infractions établies conformément à la présente Convention sans qu'il y ait eu participation auxdites infractions, au fait de dissimuler ou de retenir de façon continue des biens en sachant que lesdits biens proviennent de l'une quelconque des infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 179 , 1) du code pénal parle du recel en ces termes: " sera comme receleur quiconque autre que l'auteur ou le complice:

paragraphe 1:"recélera sciemment les objets ou instruments ayant servi ou devant servir à commettre le crime ou le délit ou les objets, matériels ou documents obtenus par le crime ou le délit".

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Il s'agit d'une loi récente paru au Journal Officiel en mars 2009.

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Il n' existe pas encore d'information sur cette matière.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au fait de dissimuler ou de retenir de façon continue des biens en sachant que lesdits biens proviennent de l'une quelconque des infractions établies conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Pas pour le moment

91. Alinéa a) de l'article 25

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère

d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

a) Au fait de recourir à la force physique, à des menaces ou à l'intimidation ou de promettre, d'offrir

ou d'accorder un avantage indu pour obtenir un faux témoignage ou empêcher un témoignage ou la

présentation d'éléments de preuve dans une procédure en rapport avec la commission d'infractions établies

conformément à la présente Convention;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 211 du Code Pénal

Quiconque, soit au cours d'une procédure et en tout état de cause, soit en toute matière en vue d'une demande ou d'une défense en justice, aura usé de promesses, offres ou présents, de pressions, menaces, voies de fait ou manoeuvres pour déterminer autrui à faire ou délivrer une déposition, une déclaration ou une attestation mensongère ou pour s'abstenir de la faire ou de la délivrer, sera, que cette subornation ait ou non produit son effet, puni de la même peine que l'auteur du faux témoignage ou de la fausse déclaration, selon les distinctions des articles précédents.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 211 du Code Pénal trait de la matière relative à l'entrave au faux témoignage.

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations données ont poursource Codes et Lois du Rwanda (www.amategeko.rw).

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à l'entrave au bon fonctionnement de la justice?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

92. Alinéa b) de l'article 25

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

[...]

b) Au fait de recourir à la force physique, à des menaces ou à l'intimidation pour empêcher un agent de la justice ou un agent des services de détection et de répression d'exercer les devoirs de leur charge en rapport avec la commission d'infractions établies conformément à la présente Convention. Rien dans le présent alinéa ne porte atteinte au droit des États Parties de disposer d'une législation destinée à protéger d'autres catégories d'agents publics.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L' article 230 du Code Pénal traite de la matière relative à l'entrave à l'exercice des fonctions d'un agent de la justice ou d'un agent des services de détection ou de répression.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Section 1. De la rébellion

Article: 230

Est qualifiée rébellion toute attaque, toute résistance avec violences, voies de fait ou menaces envers les dépositaires ou agents de l'autorité ou de la force publique agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des jugements ou autres actes exécutoires.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations données ont poursource Les Codes et Lois du Rwanda

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale à l'entrave au bon fonctionnement de la justice?

(N) Non

Le code Pénal est sous révision

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

93. Paragraphe 1 de l'article 26

1. Chaque État Partie adopte les mesures nécessaires, conformément à ses principes juridiques, pour établir la responsabilité des personnes morales qui participent aux infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 50 de la loi numero 47/2008 du 09/09/2008 relative a la prevention et a la repression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme, qui dispose des sanctions applicables aux personnes morales.

les articles de 31-34 de la loi numero 23/2003 du 07/08/2003 relative a la prevention et la repression de la corruption et des infractions connexes qui constituent un chapitre traitant de la responsabilite des personnes morales.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires impliquant la participation de personnes morales à des infractions établies par la présente Convention (statistiques, types d'affaires, résultat). Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour établir la responsabilité des personnes morales?

(N) Non

Pas encore, parce que nous ne connaissons pas encore de cas de corruption ni blanchiment impliquant les personnes morales

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

94. Paragraphe 2 de l'article 26

2. Sous réserve des principes juridiques de l'État Partie, la responsabilité des personnes morales peut être pénale, civile ou administrative.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s), et préciser le type de responsabilité des personnes morales établie dans votre pays:

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

Pour les sanctions pénales: l'article 50 de la loi relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme; articles 31-34 de la loi relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires, judiciaires ou non, y relatives, y compris les actions disciplinaires administratives ou autres. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

95. Paragraphe 3 de l'article 26

3. Cette responsabilité est sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les infractions.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 31 alinea 2 de la loi numero 23/2003 du 07/08/2003 relative a la prevention et a la repression de la corruption et des infractions connexes qui dispose: " la responsabilite penales des personnes morales prevue a l'aleinea premier du present article n'exclut pas les poursuites penales individuelle de leurs representants ou de leurs complice.

article 50 de la loi numero 47/2008 relative a la prevention et la repression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, dans la disposition suivante: la personne morale pour le compte ou au benefice de laquelle une infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme a ete commise par ses representants sera punie d'une amende d'un taux egal au quintuple des amendes specifiees a l'aleinea 1 de

l'article 48 de la présente loi, **sans prejudice de la condamnation de ces derniers comme complices de l'infraction.**

Veillez joindre le ou les texte(s)

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, y compris d'affaires récentes dans lesquelles des personnes physiques et des personnes morales ont été tenues responsables:

Veillez fournir toutes statistiques disponibles relatives à ces affaires. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

96. Paragraphe 4 de l'article 26

4. Chaque État Partie veille, en particulier, à ce que les personnes morales tenues responsables conformément au présent article fassent l'objet de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives de nature pénale ou non pénale, y compris de sanctions pécuniaires.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 50 : Sanctions applicables aux personnes morales (Loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme) .

La personne morale, pour le compte ou au bénéfice de laquelle une infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme a été commise par ses représentants, sera punie d'une amende d'un taux égal au quintuple des amendes spécifiées à l'alinéa 1 de l'article 48 de la présente loi, sans préjudice de la condamnation de ces derniers comme complices de l'infraction.

La personne morale sera, selon la gravité des faits, condamnée à :

1° l'interdiction à titre définitif d'exercer directement ou indirectement certaines activités professionnelles;

2° la fermeture pour une durée de cinq (5) ans au moins ;

3° la dissolution lorsqu'elle a été créée pour commettre les faits incriminés.

La décision judiciaire de condamnation sera publiée dans la presse écrite et par toute autre voie utilisée par les médias

Article: 31 de la loi 23/2003 sur la prévention et répression de la corruption et des infraction connexes.

Les personnes morales, tant publiques que privées, sont tenues pour responsables de la corruption et des infractions connexes prévues par la présente loi, lorsqu'elles sont commises par leurs représentants ou par ceux qui occupent les postes (le responsabilité en leur sein et agissant pour le compte de ces personnes morales et ce sur base:

- a) d'un pouvoir de représentation;
- b) d'un pouvoir de prise de décisions;
- c) d'un pouvoir de contrôle;
- d) ceux qui ont été complices ou ceux qui ont incité les autres à les commettre.

La responsabilité pénale des personnes morales prévues à l'alinéa premier du présent article n'exclut pas les poursuites pénales individuelles de leurs représentants ou de leurs complices.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

article 50 de la loi sur le blanchiment et le financement du terrorisme, article 50:

- amende allant au quintuple des amendes spécifiées à l'article 48, alinea 1
- interdiction à titre définitif d'exercer directement ou indirectement certaines activités professionnelles;
- la fermeture pour une durée de cinq ans au moins;
- la dissolution lorsqu'elle a été créée pour commettre les faits incriminés;
- la condamnation publiée dans la presse écrite et par toute voie utilisée par les médias.

articles 32 de la loi sur la prévention et la répression de la corruption et des infractions connexes:

amende allant du quintuple jusqu'au décuple de valeur du profit illicite perçue ou acceptée, exigée, accordée ou promise.

article 33 de la même loi, qui dispose de l'exclusion des marchés publics pour une durée n'excédant pas deux ans, plus la publication de la condamnation.

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations données sont tirées de Codes et lois du Rwanda

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour veiller à ce que les personnes morales tenues responsables conformément au présent article fassent l'objet de sanctions de nature pénale ou non pénale?

(N) Non

Aucune difficulté d'application n'a été communiquée

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

97. Paragraphe 1 de l'article 27

1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, conformément à son droit interne, au fait de participer à quelque titre que ce soit, par exemple comme complice, autre assistant ou instigateur, à une infraction établie conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 28 et 29 de la loi 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Les articles 89 et 91 du Code Pénal (Décret - loi N.21/77 du 12 /08/77

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 28 :

Le complice des infractions prévues par la présente loi sera passible des mêmes peines que les auteurs de ces infractions. Le complice peut être poursuivi quand bien même les poursuites n'ont pas pu être engagées contre l'auteur de l'infraction.

Article 29:

Sera considéré comme complice:

- a) celui qui, sciemment, aura aidé l'auteur ou les coauteurs dans la préparation, la complicité ou dans la consommation de l'infraction;
- b) celui qui, indirectement ou directement, aura bénéficié du produit illicite sachant bien qu'il est le produit de l'infraction.

Article 89 du code Pénal:

Les complices d'une infraction sont passibles des mêmes peines que les auteurs mêmes de l'infraction sauf dans les cas où la loi en dispose autrement. Ils peuvent être poursuivis même si l'action publique ne peut pas être exercée contre l'auteur pour des causes qui sont personnelles à celui-ci, telles que la chose jugée, la mort, la démente, la non-identification.

Article 91 du Code Pénal

Sont considérés comme complices:

- 1. ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront directement provoqué à cette action ou auront donné des instructions pour la commettre;
- 2. ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;
- 3. ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'auront consommée;
- 4. ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre cette action sans préjudice des peines prévues

contre les auteurs de provocation à des infractions, même dans le cas où ces provocations ne seraient pas suivies d'effet;

5. ceux qui ont recelé ou aidé les malfaiteurs dans les conditions prévues à l'article 257 du présent code.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations proviennent de la législation rwandaise

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au fait de participer à une infraction établie conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

98. Paragraphe 2 de l'article 27

2. Chaque État Partie peut adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, conformément à son droit interne, au fait de tenter de commettre une infraction établie conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 21 du Code Pénal (Décret - loi N. 21/77 du 12/08/1977).

Il y a tentative punissable lorsque la résolution de commettre une infraction a été manifestée par des actes extérieurs, non équivoques, formant commencement d'exécution, et qui, devant avoir pour conséquence directe et immédiate de consommer l'infraction, n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations ont été recueillies de la législation rwandaise

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conférer le caractère d'infraction pénale au fait de commettre une infraction établie conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

99. Paragraphe 3 de l'article 27

3. Chaque État Partie peut adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, conformément à son droit interne, au fait de préparer une infraction établie conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas considéré comme punissable la préparation de l'infraction.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

La nécessité d'adoption de pareille disposition ne s'était pas encore fait sentir.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'examen d'adoption de cette disposition sera envisagée

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Non

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

100. Article 28

La connaissance, l'intention ou la motivation nécessaires en tant qu'éléments d'une infraction établie conformément à la présente Convention peuvent être déduites de circonstances factuelles objectives.

Dans le système juridique de votre pays, la connaissance, l'intention ou la motivation nécessaires en tant qu'éléments d'une infraction établie conformément à la Convention peuvent-elles être déduites de circonstances factuelles objectives? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les loi(s), politique(s), ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article Ier du Décret-loi N° 21/77 du 18/08/1977 portant Code pénal;

Article 113 du même décret-loi

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Il n'existe pas à proprement parler de disposition en rapport avec l'intitulé de l'article 28 de la Convention. L'article premier du Code pénal cependant parle du principe "Nullum crimen, nulla poena sine lege", principe figurant dans la Constitution en son article 12.

Article: 1

L'infraction est une action ou une omission qui se manifeste comme une atteinte à l'ordre social et que la loi sanctionne par une peine. Nulle infraction ne peut être punie des peines qui n'étaient pas prononcées par la loi, avant qu'elle fut commise.

Toutefois, dans le concours de deux lois pénales, l'une ancienne sous l'empire de laquelle l'infraction a été commise et l'autre promulguée depuis l'infraction et avant qu'un jugement définitif ait été rendu, la loi nouvelle doit seule être appliquée si elle édicte une peine moins sévère.

Sauf dispositions contraires, le livre premier du présent code est applicable aux infractions prévues par les lois et règlements particuliers. Toutefois cette application ne se fera pas lorsqu'elle aurait pour effet de réduire les peines pécuniaires établies pour assurer la perception des droits fiscaux ou la réparation civile du préjudice causé à l'Etat ou à une autre personne morale de droit public.

Article 12 de la Constitution rwandaise du 03 juin 2003 telle que modifiée à ce jour.

"Aucune infraction ne peut être punie des peines qui n'étaient pas prévues par la loi avant qu'elle fut commise".

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez décrire la manière dont ces informations sont collectées et analysées:

Les informations données ont pour source la législation rwandaise.

Veuillez fournir des exemples d'affaires et joindre, si elle est disponible, de la jurisprudence:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires judiciaires ou autres processus y relatifs, y compris des statistiques sur le nombre d'enquêtes effectuées, de poursuites

engagées et de condamnations/acquittements prononcés. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, s'ils sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour que la connaissance, l'intention ou la motivation nécessaires en tant qu'éléments d'une infraction établie conformément à la Convention puissent être déduites de circonstances factuelles objectives?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non, si la nécessité d'une pareille disposition se fait sentir, un projet de loi sera adressée à qui de droit.

101. Article 29

Lorsqu'il y a lieu, chaque État Partie fixe, dans le cadre de son droit interne, un long délai de prescription dans lequel des poursuites peuvent être engagées du chef d'une des infractions établies conformément à la présente Convention et fixe un délai plus long ou suspend la prescription lorsque l'auteur présumé de l'infraction s'est soustrait à la justice.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 111 du Code Pénal énumère les délais de prescription :

- une année pour la contrevention;
- 3 ans pour les délits;
- 10 ans pour les crimes

Les infractions relatives à la corruption sont qualifiées de délits ou crimes.

L'article 113 prévoit des mécanismes d'interruption de la prescription de l'action publique.

Notre législation ne prévoit pas de mécanismes de prorogation du délai de la prescription pour cause de soustraction à la justice.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 111

L'action publique résultant d'une infraction se prescrit :

1. Par dix années révolues pour les crimes;
2. Par trois années révolues pour les délits;
3. Par une année révolue pour les contraventions.

Article: 113

La prescription de l'action publique est interrompue par tous les actes d'instruction ou de poursuite faits dans les délais prévus à l'article 111.

S'il en a été effectué dans cet intervalle, la prescription recommence à s'accomplir à compter du dernier acte et dans les mêmes délais.

Il en est ainsi même à l'égard des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat sur les affaires, judiciaires ou non, se rapportant à des cas où vous avez établi un délai de prescription plus long ou suspendu la prescription lorsque l'auteur présumé de l'infraction s'est soustrait à la justice. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

A ce jour l'application des articles mentionnés supra n'a posé aucun problème

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

102. Paragraphe 1 de l'article 30

1. Chaque État Partie rend la commission d'une infraction établie conformément à la présente Convention passible de sanctions qui tiennent compte de la gravité de cette infraction .

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre le texte concernant la ou les sanction(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez joindre le ou les texte(s)

Section 1. De la répression de la corruption passive

Article: 10

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite sollicité, quiconque aura exigé, explicitement ou implicitement, reçu, directement ou indirectement, tout don ou tout autre profit illicite pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ou qui en aura accepté la promesse afin de poser un acte relevant de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser..

Article: 12

Sous réserve des peines plus fortes prévues par d'autres dispositions pénales, sera puni d'une peine d'emprisonnement prévue aux articles 11 et 12 de la présente loi, suivant les distinctions faites par ces articles, et d'une amende de cinquante mille (50.000) à un million de francs rwandais (1.000.000 frw), quiconque, mentionné aux articles 11 et 12 de la présente loi aura, explicitement ou implicitement, exigé, bénéficié, fait subir des actes de nature sexuelle non consentis ou en aura accepté la promesse afin de poser ou de s'abstenir de poser un acte qui relève de ses attributions.

Article: 13

Sous réserve des dispositions des articles 11 et 12, tout juge, arbitre qui se sera rendu coupable de la corruption et des infractions connexes lors d'un litige qu'il a tranché, sera puni d'une peine d'emprisonnement de 15 à 20 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit sollicité.

Si par l'effet de la corruption, il y a eu condamnation à une peine d'emprisonnement supérieure à 20 ans, cette peine sera appliquée au juge coupable de corruption.

Tout agent de l'ordre judiciaire, du Ministère Public ou de la Police qui aura reçu ou accepté de recevoir des offres ou promesses aux fins de faire prendre une décision qui ne devait pas être prise, sera puni d'une peine d'emprisonnement de 10 à 15 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite

exigé.

Section 2. De la répression de la corruption active

Article: 14

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite accordé, quiconque aura, explicitement ou implicitement offert, directement ou indirectement proposé, tout don ou tout profit illicite, à une autre personne chargée d'une fonction, ou qui lui en aura fait des promesses afin qu'elle pose, pour lui ou pour quelqu'un d'autre, un acte qui relève de ses fonctions ou qu'elle se serve de ces dernières pour le faire poser.

Article: 15

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du profit illicite offert, quiconque aura offert, explicitement ou implicitement, proposé, accordé, indirectement ou directement, tout don ou tout autre profit illicite à une personne chargée d'une fonction ou en aura fait des promesses afin qu'elle pose, pour lui ou pour quelqu'un d'autre, un acte illégal ou qu'elle s'abstienne de poser un acte qui relève de ses attributions.

Article 48: Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

Sans préjudices des peines plus sévères prévues par d'autres lois, sera puni d'un emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende allant jusqu'à dix (10) fois le montant des sommes blanchies, quiconque aura commis l'infraction de blanchiment de capitaux ainsi que ses complices.

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à dix (10) fois le montant de son concours financier, quiconque commis l'infraction de financement du terrorisme.

Article 49 : Complicité ou entente en vue du blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à dix (10) fois le montant de son concours financier quiconque aura participé à une association ou entente en vue de la commission des faits visés aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi.

Article 50 : Sanctions applicables aux personnes morales

La personne morale, pour le compte ou au bénéfice de laquelle une infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme a été commise par ses représentants, sera punie d'une amende d'un taux égal au quintuple des amendes spécifiées à l'alinéa 1 de l'article 48 de la présente loi, sans préjudice de la condamnation de ces derniers comme complices de l'infraction.

La personne morale sera, selon la gravité des faits, condamnée à :

- 1° l'interdiction à titre définitif d'exercer directement ou indirectement certaines activités professionnelles;
- 2° la fermeture pour une durée de cinq (5) ans au moins ;
- 3° la dissolution lorsqu'elle a été créée pour commettre les faits incriminés.

La décision judiciaire de condamnation sera publiée dans la presse écrite et par toute autre voie utilisée par les médias.

Article 51 : Circonstances aggravantes

Les peines prévues aux articles 48, 49 et 50 de la présente loi peuvent être portées au double :

- 1° quand l'infraction d'origine est punie d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à celle prévue aux articles 48, 49 et 50 de la présente loi;
- 2° lorsque l'infraction est perpétrée dans l'exercice d'une activité professionnelle ;
- 3° lorsque l'infraction est perpétrée dans le cadre d'une entente criminelle organisée ;
- 4° en cas de récidive.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

Articles 10,12,13,14, et 15 de la loi N0 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Articles 48 à 51 de la loi N.47 /2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les sanctions de nature pénale et non pénale prononcées.

Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur l'exécution des peines (par exemple, temps passé en détention, montant recouvré, etc.):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour rendre la commission d'une infraction établie conformément à la Convention passible de sanctions qui tiennent compte de la gravité de cette infraction?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

103. Paragraphe 2 de l'article 30

2. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour établir ou maintenir, conformément à son système juridique et à ses principes constitutionnels, un équilibre approprié entre toutes immunités ou

tous privilèges de juridiction accordés à ses agents publics dans l'exercice de leurs fonctions, et la possibilité, si nécessaire, de rechercher, de poursuivre et de juger effectivement les infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) ou les règles applicables:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Aucun agent ne bénéficie d'immunité ni de privilège de juridiction pouvant empêcher la poursuite et le jugement des ses infractions.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Y-a-t-il eu des cas concrets dans lesquels la question des immunités et/ou privilèges de juridiction ou autres accordés à des agents publics s'est présentée et a été abordée dans des documents officiels?

Non

S'il y a eu des enquêtes ou rapports officiels pertinents, veuillez citer, résumer et joindre les documents concernés:

Il n'y en a pas eu

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour maintenir un équilibre entre toutes immunités ou tous privilèges de juridiction accordés aux agents publics dans l'exercice de leurs fonctions, et la possibilité, de rechercher, de poursuivre et de juger effectivement les infractions établies conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

104. Paragraphe 3 de l'article 30

3. Chaque État Partie s'efforce de faire en sorte que tout pouvoir judiciaire discrétionnaire conféré par son droit interne et afférent aux poursuites judiciaires engagées contre des personnes pour des infractions établies conformément à la présente Convention soit exercé de façon à optimiser l'efficacité des mesures de détection et

de répression de ces infractions , compte dûment tenu de la nécessité d'exercer un effet dissuasif en ce qui concerne leur commission.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Lalégislation rwandaise ne prévoit pas de pouvoir judiciaire discrétionnaire

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Cette disposition n'existe pas dans la législation rwandaise

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Cette disposition n'existe pas dans la législation rwandaise

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Non

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

105. Paragraphe 4 de l'article 30

4. S'agissant d'infractions établies conformément à la présente Convention, chaque État Partie prend des mesures appropriées, conformément à son droit interne et compte dûment tenu des droits de la défense, pour faire en sorte que les conditions auxquelles sont subordonnées les décisions de mise en liberté dans l'attente du jugement ou de la procédure d'appel tiennent compte de la nécessité d'assurer la présence du défendeur lors de la procédure pénale ultérieure .

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

Articles 102, 103 et 104 du code de procédure pénale (Loi N.13/2004 du 17/05/20004 portant code de

procédure pénale.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 102

Lorsque le juge constate qu'il n'existe pas d'indices ou si elles sont insuffisantes, le prévenu est remis en liberté sans autre condition.

Lorsque les conditions de détention provisoire sont réunies, le juge peut ordonner la détention. Il peut aussi ordonner que le prévenu soit mis en liberté provisoire sous les conditions qu'il fixe.

Il peut notamment imposer à l'inculpé :

- 1° d'habiter la localité où l'Officier du Ministère Public chargé de l'instruction a son siège;
- 2° de ne pas s'écarter au-delà d'un certain rayon de cette localité, sans autorisation de l'Officier du Ministère Public chargé de l'instruction ou de son délégué;
- 3° de ne pas se rendre dans tels endroits déterminés, ou de ne pas s'y trouver à des moments déterminés;
- 4° de se présenter périodiquement devant l'Officier du Ministère Public chargé de l'instruction ou devant tel fonctionnaire ou agent déterminé par lui ;
- 5° de comparaître devant l'Officier du Ministère Public chargé de l'instruction ou devant le juge dès qu'il en sera requis;
- 6° de se faire cautionner par des personnes intègres.

L'ordonnance, qui indiquera avec précision les modalités des charges imposées en vertu de l'alinéa précédent, peut ne soumettre la mise en liberté qu'à l'une ou l'autre de celles-ci.

Sur requête de l'Officier du Ministère Public chargé de l'instruction, le juge peut, à tout moment, modifier ces charges et les adapter à des circonstances nouvelles. Il peut également retirer le bénéfice de la liberté si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire.

Article: 103

Le juge appelé à décider de la détention provisoire peut, en plus de l'une ou plusieurs mesures énumérées à l'article précédent ou exclusivement, mettre en liberté l'inculpé en lui autorisant de fournir une caution.

La caution fournie garantit la représentation du prévenu à tous les actes de la procédure ainsi que le paiement de la réparation des dommages causés par l'infraction, des restitutions et des amendes.

Article: 104

La caution peut être soit une somme d'argent, soit une personne.

Lorsque la caution est une personne, celle-ci doit être intègre et solvable.

Lorsque le prévenu se soustrait à la justice, la réparation du préjudice causé par l'infraction incombe à la caution.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour faire en sorte que les conditions auxquelles sont subordonnées les décisions de mise en liberté dans l'attente du jugement ou de la procédure d'appel tiennent compte de la nécessité d'assurer la présence du défendeur lors de la procédure pénale ultérieure?

(N) Non

Les articles ne posent aucun problème dans leur mise en exécution

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

106. Paragraphe 5 de l'article 30

5. Chaque État Partie prend en compte la gravité des infractions concernées lorsqu'il envisage l'éventualité

d'une libération anticipée ou conditionnelle de personnes reconnues coupables de ces infractions.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Articles 237,238,240,241 et 243 du Code de Procédure Pénale (Loi N. 13/2004 du 17/05/2004)
Articles 134 à 140 du code pénal

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Code de Procédure Pénale

Article: 237

Les condamnés à subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement ou de mise à la disposition du gouvernement peuvent bénéficier d'une libération conditionnelle :

1°s'ils ont donné des preuves suffisantes de bonne conduite et qu'ils présentent des gages sérieux de réadaptation sociale;

2° s'ils souffrent de maladies graves incurables.

Toutefois, ne peuvent pas bénéficier de la libération conditionnelle, les personnes condamnées pour génocide, crimes contre l'humanité, terrorisme, viol des mineurs ou tortures sexuelles, pour crimes relatifs à l'atteinte à la sûreté de l'Etat ou d'autres Etats, pour crimes de trahison ou d'espionnage et toutes autres personnes condamnées pour crimes à caractère international prévus par le Code pénal.

Article: 238

La libération conditionnelle est réservée aux condamnés ayant accompli deux (2) mois de leur peine si cette peine est inférieure à six (6) mois, et le quart (¼) de leur peine si la peine est supérieure à six (6) mois.

Pour les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité, le temps d'épreuve est de dix (10) ans.

Article: 240 (Loi Organique no 20/2006 du 22/04/2006)

Le Ministre ayant la justice dans ses attributions peut, sur demande du Ministère Public, révoquer la mise en liberté pour cause d'une nouvelle condamnation, d'inconduite notoire ou de non soumission aux conditions énoncées dans la décision de mise en liberté conditionnelle.

En cas d'urgence, d'arrestation du libéré conditionnel peut être ordonnée par le Procureur Général de la République, le Procureur de Province ou de la Ville de Kigali à charge d'en informer immédiatement le Ministère ayant la justice dans ses attributions.

Article: 241

Après révocation, le condamné doit subir tout ou partie de la peine qu'il lui restait à purger au moment de sa mise en liberté conditionnelle, cumulativement avec toute nouvelle peine qu'il aurait encourue.

Article: 243

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'une décision de libération qui n'a pas été révoquée.

Code Pénal

Chapitre 5. DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

Article: 134

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines d'emprisonnement ou de mise à la disposition du gouvernement peuvent bénéficier d'une libération conditionnelle s'ils ont donné des preuves suffisantes de bonne conduite et qu'ils présentent des gages sérieux de réadaptation sociale.

Article: 135 (D.L. no 23/81 du 13.10.1981)

La libération conditionnelle est réservée aux condamnés ayant accompli deux mois de leur peine si cette peine est inférieure à six mois, et le quart de leur peine dans le cas contraire.

Pour les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité le temps d'épreuve est de dix ans.

Article: 136

La mise en liberté est ordonnée par arrêté du ministre ayant la justice dans ses attributions après avis du parquet et du directeur de la prison. Le ministre détermine les conditions auxquelles la libération pourra être soumise, ainsi que le mode de surveillance des libérés conditionnels.

Article: 137

Le ministre peut, après avis du parquet, révoquer la mise en liberté pour cause d'une nouvelle condamnation, d'inconduite notoire ou d'infraction aux conditions énoncées dans la décision de mise en liberté conditionnelle. En cas d'urgence, l'arrestation du libéré conditionnel peut être ordonnée par le Procureur de la République à charge d'en donner immédiatement avis au ministre ayant la justice dans ses attributions.

Article: 138

Après révocation, le condamné doit subir toute ou partie de la peine qu'il lui restait à purger au moment de sa mise en liberté conditionnelle, cumulativement s'il y a lieu avec toute nouvelle peine qu'il aurait encourue.

Article: 139

Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au temps d'incarcération que le condamné avait encore à subir lors de sa mise en liberté conditionnelle, la liberté définitive lui est acquise. Dans ce cas la peine est réputée terminée au jour de la libération conditionnelle.

Article: 140

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un arrêté de libération qui n'a pas été révoqué.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour prendre en compte la gravité des infractions concernées lorsque votre pays envisage l'éventualité d'une libération anticipée ou conditionnelle de personnes reconnues coupables de ces infractions?

(N) Non

Aucun problème n'est posé à l'application de ces dispositions

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

107. Paragraphe 6 de l'article 30

6. Chaque État Partie, dans la mesure compatible avec les principes fondamentaux de son système juridique, envisage d'établir des procédures permettant, s'il y a lieu, à l'autorité compétente de révoquer, de suspendre ou de muter un agent public accusé d'une infraction établie conformément à la présente Convention, en gardant à l'esprit le respect du principe de la présomption d'innocence.

Votre pays a-t-il mis en place les procédures établies ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les normes(s), la ou les procédure(s), le ou les code(s) de conduite ou la ou les autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Le projet loi portant mission, compétence, organisation et fonctionnement de l'Office de l'Ombudsman traite en son article 12 des prérogatives de cet Office en matière de sanction d'un agent public ou privé accusé d'infraction relative à la corruption.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 12: Suspension provisoire des prévenus de corruption et infractions connexes

Sous réserve du principe de la présomption d'innocence avant la condamnation, l'Office de l'Ombudsman a la compétence de publier l'agent des services publics ou privés prévenu de corruption et de le poursuivre devant les juridictions.

L'agent des services publics prévenu de corruption est suspendu provisoirement de ses fonctions tandis que l'agent des services privés prévenu de la même infraction ne peut être admis dans les services publics ou comme soumissionnaires dans les marchés publics.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des procédures de votre pays permettant de révoquer, de suspendre ou demurer un agent public accusé d'une infraction établie conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

108. Alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 30

7. Lorsque la gravité de l'infraction le justifie, chaque État Partie, dans la mesure compatible avec les principes fondamentaux de son système juridique, envisage d'établir des procédures permettant de déchoir, par décision de justice ou par tout autre moyen approprié, pour une durée fixée par son droit interne, les personnes reconnues coupables d'infractions établies conformément à la présente

Convention du droit:

a) D'exercer une fonction publique;

Votre pays a-t-il mis en place les procédures établies ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les normes(s), la ou les procédure(s), le ou les code(s) de conduite ou la ou les autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

- Code Pénal: articles 66 et 67 relatifs à la dégradation civique;

Veillez joindre le ou les texte(s)

Code Pénal

Article: 66

La dégradation civique consiste :

1. dans la destitution et l'exclusion de toutes fonctions, emplois ou offices publics;
2. dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité et, en général, de tous les droits civiques et politiques, et du droit de porter des décorations;
3. dans l'incapacité d'être expert, témoin dans les actes, et de déposer en justice autrement que pour donner de simples renseignements;
4. dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être tuteur, curateur, subrogétuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants;
5. dans la privation du droit de port d'armes, du droit de servir dans les forces armées, de faire partie de la police, de tenir école, d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction à titre de professeur, de moniteur, de maître ou de surveillant;
6. dans la privation du permis de conduire un véhicule ou d'exercer certaines professions limitativement énumérées dans la condamnation.

Article: 67

La dégradation civique prononcée par le tribunal a pour effet de priver le condamné d'un ou plusieurs droits énumérés à l'article précédent, sans qu'elle puisse porter sur l'ensemble de ces droits; sa durée, fixée par le tribunal, ne peut excéder vingt ans.

Toutefois, dans les cas expressément prévus par la loi, la dégradation civique peut être totale et perpétuelle. Elle peut être suspendue en cours d'exécution dans les mêmes conditions que l'emprisonnement.

Elle peut être réduite ou effacée suivant la procédure de réhabilitation, après un terme et l'accomplissement de conditions laissées à l'appréciation de la cour d'appel. La dégradation civique peut notamment être levée si le condamné a accompli un acte de civisme exceptionnel ou s'il s'est hautement consacré à des œuvres sociales.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des procédures de votre pays permettant de déchoir du droit d'exercer une fonction publique les personnes reconnues coupables d'infractions établies conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

109. Alinéa b) du paragraphe 7 de l'article 30

7. Lorsque la gravité de l'infraction le justifie, chaque État Partie, dans la mesure compatible avec les principes fondamentaux de son système juridique, envisage d'établir des procédures permettant de déchoir, par décision de justice ou par tout autre moyen approprié, pour une durée fixée par son droit interne, les personnes reconnues coupables d'infractions établies conformément à la présente Convention du droit:

[...]

b) D'exercer une fonction dans une entreprise dont l'État est totalement ou partiellement propriétaire .

Votre pays a-t-il mis en place les procédures établies ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les normes(s), la ou les procédure(s), le ou les code(s) de conduite ou la ou les autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Une liste noire des personnes coupables de corruption est dressée régulièrement à l'attention des services publics et privés; de plus une instruction du premier ministre interdit le recrutement de ces personnes dans les services publics.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des procédures de votre pays permettant de déchoir du droit d'exercer une fonction dans une entreprise dont l'État est totalement ou partiellement propriétaire les personnes reconnues coupables d'infractions établies conformément à la Convention?

(N) Non

La loi date de 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

110. Paragraphe 8 de l'article 30

8. Le paragraphe 1 du présent article s'entend sans préjudice de l'exercice des pouvoirs disciplinaires par les autorités compétentes à l'encontre des fonctionnaires.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 89 de la loi N. 22/2002 du 09/07/2002 portant Statut général des agents de la Fonction Publique Rwandaise

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 89

La faute et la sanction disciplinaire sont indépendantes de l'infraction et de la punition prévues par la législation pénale, un même fait pouvant dès lors déclencher une procédure disciplinaire et une procédure pénale

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour réglementer l'exercice de pouvoirs disciplinaires par les autorités compétentes à l'encontre des fonctionnaires?

(N) Non

La loi est relativement récente, 8 ans. Elle est revue en fonction des circonstances du moment.

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

111. Paragraphe 10 de l'article 30

10. Les États Parties s'efforcent de promouvoir la réinsertion dans la société des personnes reconnues coupables d'infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les programme(s) ou la ou les mesure(s) de réinsertion applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

- Les articles 141,142 et 150 du Code pénal ont trait à la réhabilitation.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

De la Réhabilitation

Article: 141

Tout condamné à une peine criminelle ou correctionnelle peut être réhabilité.

Article: 142

La réhabilitation peut être accordée lorsqu'un délai de cinq ans s'est écoulé et si pendant ce délai le condamné n'a pas cessé de donner des preuves réelles de bonne conduite.

Article: 150

La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultent. Toutefois, la réhabilitation est révoquée de plein droit si le condamné réhabilité commet, dans les cinq ans, une infraction passible d'un emprisonnement égal ou supérieur à cinq ans, et suivie d'une condamnation à l'emprisonnement; à cet effet le ministère public près la juridiction qui a prononcé la condamnation à l'emprisonnement doit informer le procureur de la République, lequel saisira lui-même la cour d'appel aux fins de faire constater la révocation de la réhabilitation, la partie ou son conseil étant dûment convoqués. En cas de révocation, la réhabilitation est considérée comme n'ayant jamais été accordée.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Si vous collectez des statistiques sur les taux de récidive, veuillez les fournir.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures établies pour promouvoir la réinsertion dans la société des personnes reconnues coupables d'infractions établies conformément à la Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

112. Alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 31

1. Chaque État Partie prend, dans toute la mesure possible dans le cadre de son système juridique interne, les

mesures nécessaires pour permettre la confiscation :

a) Du produit du crime provenant d'infractions établies conformément à la présente Convention ou de

biens dont la valeur correspond à celle de ce produit;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 30 de la loi 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes prévoit en son point b) la confiscation du produit de l'infraction ainsi que l'argent ou l'objet que l'auteur, le co-auteur ou le complice ont illicitement recus.

Les articles 25 et 57, alinéa 1, de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme prévoit la confiscation des biens objets de l'infraction y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés.

L'article 30 du Code de procédure pénale traite également de la saisie des biens qui pourraient être l'objet de la confiscation prévue par la loi.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 30 du Code Pénal

L'Officier de Police Judiciaire peut procéder à la saisie, où qu'ils se trouvent, des objets sur lesquels pourrait porter la confiscation prévue par la loi et de tous autres éléments qui pourraient servir de preuves à charge ou à décharge. Les objets saisis sont présentés au propriétaire s'il est présent, à l'effet de les reconnaître.

Le procès-verbal de saisie décrit les objets saisis et est signé par leur détenteur et éventuellement par les témoins. Si le détenteur est absent ou s'il ne peut ou ne veut parapher les objets ou signer le procès-verbal, mention en est faite sur le procès-verbal dont une copie sera donnée au détenteur.

Article 25 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme

Gel temporaire des biens et des opérations

En raison de la gravité d'une opération ou de l'urgence d'y faire face, la Cellule de renseignements financiers peut prononcer le gel de biens ou d'opérations pour un délai ne pouvant pas dépasser (48) heure et doit immédiatement communiquer sa décision à l'entité déclarante. Pendant ce délai, la Cellule de renseignements financiers doit saisir l'Organe National de Poursuite Judiciaire si les raisons à la base de la présomption de blanchiment de capitaux sont concluantes et, ou dans le cas contraire, lever l'ordre de gel et en informer immédiatement l'entité déclarante.

L'Organe National de Poursuite Judiciaire peut, pendant qu'il est saisi du dossier, proroger l'ordre de gel des biens ou des opérations, pendant une période supplémentaire de sept (7) jours et notifie par écrit l'entité déclarante.

L'Organe National de Poursuite Judiciaire doit immédiatement saisir la juridiction compétente pour qu'elle prononce le gel des biens ou des opérations. La juridiction compétente, pour l'examen de la demande de gel, peut proroger le délai prévu à l'alinéa précédent.

Article 57: Confiscation de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative au blanchiment des capitaux

En cas de condamnation pour les infractions prévues par la présente loi, il la confiscation est ordonnée sur :

- 1° les biens, objets de l'infraction, y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que leur propriétaire n'établisse qu'il les a acquis de bonne foi ;

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le montant confisqué du produit du crime provenant d'infractions établies conformément à la présente Convention ou de biens dont la valeur correspond à celle de ce produit. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour permettre la confiscation du produit d'infractions établies conformément à la présente Convention?

(N) Non

La loi sur le blanchiment est très récente. L'article 30 du Code de procédure pénale l'est aussi.

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

113. Alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 31

1. Chaque État Partie prend, dans toute la mesure possible dans le cadre de son système juridique interne, les mesures nécessaires pour permettre la confiscation :

[...]

b) Des biens, matériels ou autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 30 a) de la loi 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes parle de la confiscation de la chose qui a servi ou était destiné à servir pour commettre l'infraction.

Articles 27,52,183 du Code pénal .

Les articles 57 à 59 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme traitent de la confiscation

Veillez joindre le ou les texte(s)

Code pénal

Article: 27

Les peines accessoires sont :

1. la confiscation spéciale;
2. l'interdiction de séjour et l'obligation de séjour;
3. la mise à la disposition du gouvernement;
4. la dégradation civique.

Section 4. De la confiscation spéciale

Article: 52

En cas de crime ou de délit, la confiscation spéciale des biens qui forment le corps de l'infraction, ou qui ont servi ou ont été destinés à la commettre, ou qui ont été produits par l'infraction, pourra être prononcée accessoirement à la peine principale, lorsque la propriété desdits biens appartient au condamné. Lorsque la propriété des biens décrits ci-dessus n'appartient pas au condamné, ainsi qu'en matière de contravention, la confiscation spéciale ne pourra être prononcée que dans les cas prévus par la loi.

Article: 53

La confiscation générale, portant sur la totalité du patrimoine présent et futur du condamné, est interdite.

Article: 183

Le tribunal prononcera la confiscation de l'objet du crime ou du délit, des armes, objets ou instruments ayant servi à le commettre.

Loi 23/2003 sur la prévention et la répression de la corruption et des infractions connexes

Article: 30

Sans préjudice d'autres peines prévues par les dispositions pénales applicables aux infractions prévues par la présente loi, la juridiction pourra prononcer à titre accessoire :

- a) la confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à servir pour commettre l'infraction;
- b) la confiscation du produit de l'infraction ainsi que l'argent ou l'objet que l'auteur, le coauteur ou le complice ont illicitement reçu.

Lorsque l'objet confisqué n'a pas été saisi ou ne peut être substitué par un autre, la confiscation de sa contre-valeur est ordonnée.

LOI 47/2008 du /09/09/2008 sur la prévention et la répression du blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Article 57: Confiscation

En cas de condamnation pour les infractions prévues par la présente loi, il la confiscation est ordonnée sur :

- 1° les biens, objets de l'infraction, y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que leur propriétaire n'établisse qu'il les a acquis de bonne foi ;
- 2° les biens appartenant, directement ou indirectement, à une personne condamnée pour fait de blanchiment de capitaux, à son conjoint et à ses enfants, à moins que les intéressés n'en établissent l'origine licite ainsi que leur droit de propriété.

La décision ordonnant une confiscation désigne les biens concernés et donne les précisions nécessaires pour leur identification et localisation.

Article 58: Ordonnance de confiscation

La juridiction compétente saisie peut rendre une ordonnance de confiscation si :

- 1° il est prouvé que lesdits biens constituent le produit d'une infraction ;
- 2° l'auteur des faits ayant généré le produit ne peut être poursuivi soit parce qu'il est

inconnu, soit parce qu'il y a impossibilité légale de le poursuivre.

Article 59: Confiscation des biens d'une association criminelle

Doivent être confisqués tous les biens sur lesquels un groupement, une association ou une organisation criminelle exerce un pouvoir de disposition, lorsque ces biens ont un lien avec l'une des infractions prévues aux articles 2, 1^o et 4 de la présente loi.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le montant/les types des biens, matériels ou autres instruments confisqués:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles ces confiscations sont intervenues:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour permettre la confiscation des biens, matériels ou autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les infractions établies conformément à la présente Convention?

(N) Non

Non, le Code Pénal est sous révision tandis que les lois sur la corruption et le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme sont récents. Aucune difficulté n'a été communiquée par les praticiens du droit quant à son application.

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

114. Paragraphe 2 de l'article 31

2. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour permettre l'identification, la localisation, le gel ou la saisie de tout ce qui est mentionné au paragraphe 1 du présent article aux fins de confiscation éventuelle.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 25 et 55 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 sur la prévention et la répression du blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme traitent de respectivement du gel temporaire des biens et opérations ainsi que des mesures conservatoires y compris le gel

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
-Article 25 : Gel temporaire des biens et des opérations

En raison de la gravité d'une opération ou de l'urgence d'y faire face, la Cellule de renseignements financiers peut prononcer le gel de biens ou d'opérations pour un délai ne pouvant pas dépasser (48) heure et doit immédiatement communiquer sa décision à l'entité déclarante. Pendant ce délai, la Cellule de renseignements financiers doit saisir l'Organe National de Poursuite Judiciaire si les raisons à la base de la présomption de blanchiment de capitaux sont concluantes et, ou dans le cas contraire, lever l'ordre de gel et en informer immédiatement l'entité déclarante.

L'Organe National de Poursuite Judiciaire peut, pendant qu'il est saisi du dossier, proroger l'ordre de gel des biens ou des opérations, pendant une période supplémentaire de sept (7) jours et notifie par écrit l'entité déclarante.

L'Organe National de Poursuite Judiciaire doit immédiatement saisir la juridiction compétente pour qu'elle prononce le gel des biens ou des opérations. La juridiction compétente, pour l'examen de la demande de gel, peut proroger le délai prévu à l'alinéa précédent.

-Article 55: Mesure conservatoire

Le Président de la juridiction compétente peut, d'office ou sur requête de l'Organe National de Poursuites Judiciaires ordonner, aux frais de l'Etat, toutes mesures conservatoires, y compris le gel des fonds et des opérations financières sur des biens, quelle qu'en soit la nature, susceptibles d'être saisis ou confisqués en vertu de la présente loi. La mainlevée de ces mesures peut être ordonnée à tout moment à la demande de l'Organe National de Poursuites Judiciaires ou de la Cellule de renseignements financiers.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires et le montant pécuniaire/la valeur des biens gelés ou saisis. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour permettre l'identification, la localisation, le gel ou la saisie de tout ce qui est mentionné au paragraphe 1 de cet article?

(N) Non

Non, la loi est de septembre 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

115. Paragraphe 3 de l'article 31

3. Chaque État Partie adopte, conformément à son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour réglementer l'administration par les autorités compétentes des biens gelés, saisis ou confisqués visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 58: Ordonnance de confiscation (loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du financement du terrorisme

La juridiction compétente saisie peut rendre une ordonnance de confiscation si :

- 1° il est prouvé que lesdits biens constituent le produit d'une infraction ;
- 2° l'auteur des faits ayant généré le produit ne peut être poursuivi soit parce qu'il est inconnu, soit parce qu'il y a impossibilité légale de le poursuivre.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez citer le ou les texte(s)

Le législateur rwandais n'a pas prévu de disposition relative à l'administration des biens gelés, saisis ou confisqués. L'article 58 de la loi No 47/2008 du 09/09/2008 sur la prévention et la répression du blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme parle de l'ordonnance de confiscation et est limité exclusivement au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir tous rapports ou toutes évaluations concernant l'administration des biens gelés, saisis ou confisqués

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour réglementer l'administration des biens gelés, saisis ou confisqués?

(N) Non

Non, la loi est très récente et son application n'a soulevé aucune réaction à ce jour.

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

116. Paragraphe 4 de l'article 31

4. Si ce produit du crime a été transformé ou converti, en partie ou en totalité, en d'autres biens, ces derniers peuvent faire l'objet des mesures visées au présent article en lieu et place dudit produit.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

- Articles 56 et 57 de la loi N° 47/2008 du 9/9/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme;
- Article 30.a et b de la loi N° 23/2003 du 7/08/2003 relative à la répression de la corruption et des infractions connexes;
- Articles 52, 183, 277 du Décret - loi du 18/08/1977 portant Code Pénal Rwandais .

Veuillez joindre le ou les texte(s)

rticle 56: Saisie (Loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme)

L'Organe National de Poursuites Judiciaires ou la juridiction compétente peut saisir les fonds et les biens en relation avec les infractions prévues par la présente loi. Si le produit du crime ne peut pas être retrouvé dans le patrimoine de la personne soupçonnée, l'Organe National de Poursuites Judiciaires ou la juridiction compétente peut saisir d'autres choses qui se trouvent dans le patrimoine de la personne soupçonnée à concurrence du montant du produit supposé de l'infraction.

Article 57: Confiscation

En cas de condamnation pour les infractions prévues par la présente loi, il la confiscation est ordonnée sur :

- 1° les biens, objets de l'infraction, y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que leur propriétaire n'établisse qu'il les a acquis de bonne foi ;
- 2° les biens appartenant, directement ou indirectement, à une personne condamnée pour fait de blanchiment de capitaux, à son conjoint et à ses enfants, à moins que les intéressés n'en établissent l'origine licite ainsi que leur droit de propriété.

La décision ordonnant une confiscation désigne les biens concernés et donne les précisions nécessaires pour leur identification et localisation.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

117. Paragraphe 5 de l'article 31

5. Si ce produit du crime a été mêlé à des biens acquis légitimement, ces biens, sans préjudice de tout pouvoir de gel ou de saisie, sont confiscables à concurrence de la valeur estimée du produit qui y a été mêlé.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 56 de la loi N0 47/2008 du 9/9/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 56: Saisie (Loi 47/2008 du 09/09/2008)

L'Organe National de Poursuites Judiciaires ou la juridiction compétente peut saisir les fonds et les biens en relation avec les infractions prévues par la présente loi. Si le produit du crime ne peut pas être retrouvé dans le patrimoine de la personne soupçonnée, l'Organe National de Poursuites Judiciaires ou la juridiction compétente peut saisir d'autres choses qui se trouvent dans le patrimoine de la personne soupçonnée à concurrence du montant du produit supposé de l'infraction.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi est très récente et aucune réaction n'a encore été entendue quant à son application

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

118. Paragraphe 6 de l'article 31

6. Les revenus ou autres avantages tirés de ce produit du crime, des biens en lesquels le produit a été transformé ou converti ou des biens auxquels il a été mêlé peuvent aussi faire l'objet des mesures visées au présent article, de la même manière et dans la même mesure que le produit du crime.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 56 et 57. 1) de la loi N° 47/2008 du 9/9/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 56: Saisie

L'Organe National de Poursuites Judiciaires ou la juridiction compétente peut saisir les fonds et les biens en relation avec les infractions prévues par la présente loi. Si le produit du crime ne peut pas être retrouvé dans le patrimoine de la personne soupçonnée, l'Organe National de Poursuites Judiciaires ou la juridiction compétente peut saisir d'autres choses qui se trouvent dans le patrimoine de la personne soupçonnée à concurrence du montant du produit supposé de l'infraction.

Article 57: Confiscation

En cas de condamnation pour les infractions prévues par la présente loi, il la confiscation est ordonnée sur :

- 1° les biens, objets de l'infraction, y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que leur propriétaire n'établisse qu'il les a acquis de bonne foi ;
- 2° les biens appartenant, directement ou indirectement, à une personne condamnée pour fait de blanchiment de capitaux, à son conjoint et à ses enfants, à moins que les intéressés n'en établissent l'origine licite ainsi que leur droit de propriété.

La décision ordonnant une confiscation désigne les biens concernés et donne les précisions nécessaires pour leur identification et localisation.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

119. Paragraphe 7 de l'article 31

7. Aux fins du présent article et de l'article 55 de la présente Convention, chaque État Partie habilite ses tribunaux ou autres autorités compétentes à ordonner la production ou la saisie de documents bancaires, financiers ou commerciaux. Un État Partie ne peut invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent paragraphe.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

- Article 19 de la loi N° 25/2003 du 15/08/2003 portant organisation et fonctionnement de l'Office de l'Ombudsman.
- Article 35 de la loi N° 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 35 de la loi 23/2003 portant prévention et répression de la corruption et des infractions connexes

Pendant les investigations, l'Officier de Police Judiciaire, l'Officier du Ministère Public ou le juge sont compétents pour ordonner la communication des dossiers bancaires, financiers ou commerciaux et procéder à leur saisie. Le secret professionnel qu'il soit bancaire ou autre ne peut constituer un obstacle aux mesures d'investigation, prises par l'Officier de Police Judiciaire, l'Officier du Ministère Public ou par le juge dans leurs enquêtes visant à réunir des preuves.

Article 19 de la loi 25/2003 du 18/08/2003

Article: 19

L'Office a le pouvoir de demander à tous les services de l'Etat et de ses établissements publics, à ceux des établissements privés et des organisations non gouvernementales des écrits, des témoignages et des explications nécessaires au bon déroulement de l'enquête engagée. Il peut auditionner toute personne et lui demander des témoignages nécessaires à l'enquête.

Le caractère secret des écrits ne peut lui être opposé. Les secrets relatifs à la défense, à la sécurité et à la politique étrangère du pays sont livrés selon la manière convenue entre les concernés et le Médiateur Général ou son remplaçant.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s)

précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour habiliter les tribunaux ou autres autorités compétentes à ordonner la production ou la saisie de documents bancaires, financiers ou commerciaux?

(N) Non

Aucun problème n'a été rencontré dans son utilisation

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

120. Paragraphe 8 de l'article 31

8. Les États Parties peuvent envisager d'exiger que l'auteur d'une infraction établisse l'origine licite du produit présumé du crime ou d'autres biens confiscables, dans la mesure où cette exigence est conforme aux principes fondamentaux de leur droit interne et à la nature des procédures judiciaires et autres.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 24 de la loi N0 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 24 de la loi 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Se sera rendu coupable d'enrichissement illicite, tout agent de l'Etat et toute autre personne qui se sera enrichi sans pouvoir prouver que cet enrichissement est juste et légal. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 10 ans et d'une amende portée au double jusqu'à 10 fois la valeur du bien dont il n'est pas à mesure de justifier l'origine licite.

La juridiction ordonne d'office la confiscation des biens ou des revenus faisant l'objet de l'infraction.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition

considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles l'auteur d'une infraction a dû établir l'origine licite du produit présumé du crime ou d'autres biens confiscables:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour faire en sorte que l'auteur d'une infraction établisse l'origine licite du produit présumé du crime ou d'autres biens confiscables?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

121. Paragraphe 9 de l'article 31

9. L'interprétation des dispositions du présent article ne doit en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers de bonne foi.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article N0 57.1) et 2) de la loi N0 4 7/2008 de la loi relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 57: Confiscation

En cas de condamnation pour les infractions prévues par la présente loi, il la confiscation est ordonnée sur :

1° les biens, objets de l'infraction, y compris les revenus et autres avantages qui en ont été tirés, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que leur propriétaire n'établisse qu'il les a acquis de bonne foi ;

2° les biens appartenant, directement ou indirectement, à une personne condamnée pour fait de blanchiment de capitaux, à son conjoint et à ses enfants, à moins que les intéressés n'en établissent l'origine licite ainsi que leur droit de propriété.

La décision ordonnant une confiscation désigne les biens concernés et donne les précisions nécessaires pour leur identification et localisation.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition

considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée et fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles des tiers de bonne foi ont été impliqués et leurs droits protégés:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

122. Paragraphe 1 de l'article 32

1. Chaque État Partie prend, conformément à son système juridique interne et dans la limite de ses moyens, des mesures appropriées pour assurer une protection efficace contre des actes éventuels de représailles ou d'intimidation aux témoins et aux experts qui déposent concernant des infractions établies conformément à la présente Convention et, s'il y a lieu, à leurs parents et à d'autres personnes qui leur sont proches.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 36 (a et b) de la loi 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 36 (Loi 23/2003 du 08/08/2003 sur la prévention et la répression de la corruption et des infractions connexes

Pendant les poursuites pénales et le procès, le juge ou toute autorité compétente saisie des infractions prévues par la présente loi, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection sans faille des personnes ci-après:

- a) les personnes qui ont donné des informations concernant les infractions prévues par la présente loi ou qui ont apporté une aide quelconque ou qui ont collaboré avec les autorités compétentes pour faire des investigations ou engager des poursuites;
- b) les témoins à charge ou à décharge.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le nombre de témoins ou d'experts,

et de parents ou autres personnes proches, qui ont demandé une protection, ainsi que sur la durée pendant laquelle ils ont eu besoin de cette protection. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Si vous avez mis en place un programme de protection des témoins, quel est le nombre de témoins ou d'experts (et de parents ou personnes proches) l'ayant rejoint? Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Disposez-vous d'une estimation du coût par personne protégée?

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour protéger les témoins, les experts, leurs parents et les personnes qui leur sont proches?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

123. Alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 32

2. Les mesures envisagées au paragraphe 1 du présent article peuvent consister notamment, sans préjudice des

droits du défendeur, y compris du droit à une procédure régulière:

a) À établir, pour la protection physique de ces personnes, des procédures visant notamment, selon les besoins et dans la mesure du possible, à leur fournir un nouveau domicile et à permettre, s'il y a lieu, que les renseignements concernant leur identité et le lieu où elles se trouvent ne soient pas divulgués ou que leur divulgation soit limitée;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veuillez citer le ou les texte(s)

Instructions du Procureur Général de la République relatives à la protection des témoins et victimes
Projet de loi portant protection des dénonciateurs

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Le Projet de loi est attaché

Chapitre V : Les mesures de protection des dénonciateurs

Article 12 : Les stratégies de protection des dénonciateurs

Toute institution publique qui reçoit les dénonciations doit mettre en place les mécanismes fiables de protection des dénonciateurs dont leur accueil en secret et l'usage d'un code lors de la constitution du dossier des dénonciations.

Article 13 : Un agent chargé de recevoir les dénonciations

Toute institution publique désigne un ou plusieurs agents spécifiquement chargés de recevoir les dénonciations.

Un agent chargé de recevoir les dénonciations doit disposer de la compétence, de la clairvoyance et de l'intégrité requises pour cette charge.

Article 14 : Le secret des dénonciations

Le dossier des dénonciations porte un code. Ce code est le même que celui qui a communiqué l'information qui figure sur la liste des dénonciateurs. Cette liste est constituée de façon secrète et consultable par l'agent chargé de recevoir les dénonciations et l'autorité de l'institution ou tout autre agent qu'elle peut désigner à cette fin.

Article 15 : La transmission du rapport

L'agent chargé de recevoir les dénonciations transmet le rapport à l'autorité de l'institution ou tout autre agent qu'elle peut désigner à cette fin.

Article 16 : Eviter les poursuites contre un dénonciateur

Aucun agent ou aucune autre personne ayant fait une dénonciation ne sera poursuivi ni par des juridictions répressives et civiles, ni sur le plan administratif pour avoir fait une dénonciation s'il l'a fait sans mauvaise foi.

Article 17: La convocation par les instances judiciaires

Lorsque quelqu'un qui a fait une dénonciation est convoqué par les instances judiciaires, il est convoqué à l'aide d'un code et son identité ne doit pas être dévoilée. Lorsqu'il est sommé de comparaître dans ces instances, il est interrogé à huis clos sans confrontations avec quelqu'un d'autre.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le nombre de témoins ou d'experts qui ont bénéficié d'une protection physique, sur le type de protection reçue et sur son coût:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des procédures adoptées pour fournir aux témoins et aux experts une protection physique?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

124. Alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 32

2. Les mesures envisagées au paragraphe 1 du présent article peuvent consister notamment, sans préjudice des droits du défendeur, y compris du droit à une procédure régulière:

[...]

b) À prévoir des règles de preuve qui permettent aux témoins et experts de déposer d'une manière qui garantisse leur sécurité, notamment à les autoriser à déposer en recourant à des techniques de communication telles que les liaisons vidéo ou à d'autres moyens adéquats.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les règle(s), politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 36 de la loi N0 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 36 de la loi N0 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Pendant les poursuites pénales et le procès, le juge ou toute autorité compétente saisie des infractions prévues par la présente loi, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection sans faille des personnes ci-après:

- a) les personnes qui ont donné des informations concernant les infractions prévues par la présente loi ou qui ont apporté une aide quelconque ou qui ont collaboré avec les autorités compétentes pour faire des investigations ou engager des poursuites;
- b) les témoins à charge ou à décharge.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles les témoins ou experts ont déposé en recourant aux liaisons vidéo ou à d'autres techniques de communication:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour permettre aux témoins et experts de déposer en recourant aux liaisons vidéo ou à d'autres techniques de communication?

(N) Non

La loi est assez récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

125. Paragraphe 3 de l'article 32

3. Les États Parties envisagent de conclure des accords ou arrangements avec d'autres États en vue de fournir un nouveau domicile aux personnes mentionnées au paragraphe 1 du présent article.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou arrangement(s), ou la ou les autre(s) mesure(s), applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Il n'existe pas de disposition légale propre mais des négociations sont menées entre pays au cas par cas

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Pas de disposition propre à cette matière

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le nombre de témoins ou d'experts qui ont pu obtenir un nouveau domicile dans d'autres États par le biais d'accords ou d'arrangements. Veuillez indiquer les chiffres annuels, les coûts et préciser l'année à laquelle ils se rapportent:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conclure des accords ou des arrangements avec d'autres États en vue de fournir un nouveau domicile aux témoins et experts?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

126. Paragraphe 4 de l'article 32

4. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux victimes lorsqu'elles sont témoins .

Dans votre système juridique interne, les dispositions de cet article s'appliquent-elles également aux victimes lorsqu'elles sont témoins? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune disposition légale n'existe en cette matière

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Aucune disposition légale n'existe en cette matière

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Par qui cette assistance est-elle fournie?

Elle n'existe pas encore

Si cette assistance est apportée dans le contexte d'un programme ou d'un projet, veuillez fournir une description, y compris les informations relatives au programme/projet, et joindre le ou les document(s) correspondant(s):

La prolongation et/ou le renforcement de cette assistance aideraient-ils votre pays à adopter la ou les politique(s) ou la ou les mesure(s) décrite(s) dans la disposition considérée? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

127. Paragraphe 5 de l'article 32

5. Chaque État Partie, sous réserve de son droit interne, fait en sorte que les avis et préoccupations des victimes soient présentés et pris en compte aux stades appropriés de la procédure pénale engagée contre les auteurs d'infractions d'une manière qui ne porte pas préjudice aux droits de la défense.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Cette disposition n'existe pas dans la législation rwandaise

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Un avant-projet de loi portant Charte des droits des victimes et témoins d'infractions intentionnelles prévoit ces dispositions notamment en son article 3.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Loi en préparation

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

128. Article 33

Chaque État Partie envisage d'incorporer dans son système juridique interne des mesures appropriées pour assurer la protection contre tout traitement injustifié de toute personne qui signale aux autorités compétentes, de bonne foi et sur la base de soupçons raisonnables, tous faits concernant les infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 36 de la loi N0 23/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

L'article 34 de la loi organique N0 61/2008 du 10/09/2008 portant code de conduite des autorités des institutions publiques.

Le projet de loi portant protection des dénonciateurs

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 36 DE LA LOI 23/2003 DU 07/0/2003

Pendant les poursuites pénales et le procès, le juge ou toute autorité compétente saisie des infractions prévues par la présente loi, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection sans faille des personnes ci-après:

- a) les personnes qui ont donné des informations concernant les infractions prévues par la présente loi ou qui ont apporté une aide quelconque ou qui ont collaboré avec les autorités compétentes pour faire des investigations ou engager des poursuites;
- b) les témoins à charge ou à décharge.

Article: 34 Protection des informateurs et des témoins LOI ORGANIQUE 61/2008 SUR LE CODE DE CONDUITE DES DIRIGEANTS

Dans les poursuites et jugements en matière criminelle, le juge ou toute personne compétente saisie d'une requête relative aux infractions prévues par la présente loi organique, doit prendre les mesures nécessaires pour assurer de façon efficace la protection des personnes suivantes :

- 1° les informateurs sur les infractions prévues par la présente loi organique ou les personnes ayant autrement assisté ceux qui sont chargés de l'enquête ou de la poursuite des infractions ;
- 2° les témoins de ces infractions.

PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION DES TEMOINS

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour assurer la protection des personnes qu'communiquent des informations de la manière prescrite par la disposition considérée?

(N) Non

Les lois mentionnées sont récentes .

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

129. Article 34

Compte dûment tenu des droits des tiers acquis de bonne foi, chaque État Partie prend, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, des mesures pour s'attaquer aux conséquences de la corruption . Dans cette perspective, les États Parties peuvent considérer la corruption comme un facteur pertinent dans une procédure judiciaire pour décider l'annulation ou la rescision d'un contrat, le retrait d'une concession ou de tout autre acte juridique analogue ou prendre toute autre mesure corrective.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), loi(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 8 du Livre III "Des contrats ou des obligations conventionnelles" du Décret du 30 juillet 1888 énonce les conditions essentielles pour la validité d'une convention.

Veillez joindre le ou les texte(s)

L'article 8 du Livre III "Des contrats ou des obligations conventionnelles" du Décret du 30 juillet 1888 énonce les conditions essentielles pour la validité d'une convention, à savoir:

- le consentement de la partie qui s'oblige;
- sa capacité de contracter;

- un objet certain qui forme la matière de l'engagement;
- une cause licite dans l'obligation.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

130. Article 35

Chaque État Partie prend les mesures nécessaires, conformément aux principes de son droit interne, pour donner aux entités ou personnes qui ont subi un préjudice du fait d'un acte de corruption le droit d'engager une action en justice à l'encontre des responsables dudit préjudice en vue d'obtenir réparation.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Le Code de procédure pénale (Loi 13/2004 du 17/05/2004 portant code de procédure pénale) énumère le modalités de l'action en réparation du préjudice subi, d'une manière générale. Les articles 130 à 138 : traitent de l'action civile portée devant la juridiction répressive

Veillez joindre le ou les texte(s)

Section 3. De l'action civile née d'une infraction

Article: 130

La partie lésée par une infraction a le choix de porter son action, soit devant les juridictions répressives, soit devant les juridictions civiles.

Toutefois, elle ne peut saisir à la fois la juridiction civile et la juridiction pénale pour le même dommage.

Sous section 1. De l'action civile portée devant la juridiction répressive

a. De la constitution de partie civile

Article: 131

La partie lésée par une infraction peut porter son action en réparation du dommage devant la juridiction appelée à connaître de l'infraction en se constituant partie civile soit par une déclaration formelle actée en même temps que la plainte, soit à tout moment, depuis la saisine de la juridiction jusqu'à la clôture des débats, par une déclaration reçue au greffe ou faite à l'audience et dont il lui est donné acte. Au cas de déclaration au greffe, celui-ci en avise les parties intéressées.

Article: 132

La partie lésée par une infraction qui s'est constituée partie civile après saisine peut se désister à tout moment jusqu'à la clôture des débats par déclaration à l'audience ou au greffe. Dans ce dernier cas, le greffier en avise les

parties intéressées.

b. De la citation directe

Article: 133

La citation directe est une action par laquelle la partie lésée par une infraction met en mouvement l'action publique en saisissant directement le juge répressif en vue de la réparation civile du dommage subi et de l'application de la peine. La juridiction saisie en informe le Ministère Public.

Article: 134

La citation directe indique de manière précise les faits pour lesquels le prévenu est poursuivi afin de lui permettre de préparer sa défense en temps utile et en connaissance de cause.

S'il existe des circonstances aggravantes, elles doivent également figurer à la citation directe pour que le prévenu puisse présenter ses moyens de défense.

Article: 135

La citation directe intervient après classement sans suite de la plainte ou en cas d'inaction pendant six (6) mois du Ministère Public.

Ce délai de six (6) mois est à compter dès le dépôt d'une plainte en mains du Ministère Public, ou dès l'enregistrement du dossier répressif au Ministère Public lui transmis par la police judiciaire.

Article: 136

La partie lésée qui a agi par la voie de la citation directe peut se désister à tout moment jusqu'à la clôture des débats par déclaration à l'audience ou au greffe. Dans ce dernier cas, le greffier en avise les parties intéressées.

Toutefois, le désistement de la citation directe n'empêche pas la poursuite de l'action publique.

Article: 137

La partie lésée peut faire une citation directe contre la partie civilement responsable ou contre un tiers à qui elle entend voir imputer une infraction.

Sous section 2. De l'action civile portée devant la juridiction civile

Article: 138

La partie lésée par une infraction, sans joindre son action en réparation du dommage subi à l'action publique, peut saisir directement la juridiction civile sur base de la responsabilité délictuelle.

Si l'action civile est exercée séparément de l'action publique, son exercice sera suspendu aussi longtemps qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

Si l'action publique n'a pas été mise en mouvement, l'action civile suivra son cours normalement selon les règles de la procédure civile et administrative.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée et fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, y compris le montant et le type de réparation, découlant des actions en justice engagées par une victime à l'encontre des responsables d'un préjudice du fait d'un acte de corruption:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour faire en sorte que les entités ou personnes qui ont subi un préjudice du fait d'une infraction établie conformément à la présente Convention aient le droit d'engager une action en justice en vue d'obtenir réparation?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

131. Article 36

Chaque État Partie fait en sorte, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, qu'existent un ou plusieurs organes ou des personnes spécialisés dans la lutte contre la corruption par la détection et la répression. Ce ou ces organes ou ces personnes se voient accorder l'indépendance nécessaire, conformément aux principes fondamentaux du système juridique de l'État Partie, pour pouvoir exercer leurs fonctions efficacement et à l'abri de toute influence indue. Ces personnes ou le personnel dudit ou desdits organes devraient avoir la formation et les ressources appropriées pour exercer leurs tâches.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), les mécanismes institutionnels, la ou les loi(s) ou la ou les autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

- L'art.182 de la Constitution du 04/06/2003 telle que révisée à ce jour

- L'article 7 de la loi 25/2003 du 15/08/2003 telle que modifiée et complétée par la loi 17/2005 du 18/08/2005 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office de l'Ombudsman énumère les attributions de cet Office et en particulier le point 7 (6.);

- L'article 20 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme prévoit la création, organisation, fonctionnement et mission d'une cellule de renseignements financiers

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 182 de la Constitution
(Révision n° 2 du 08/12/2005)

L'Office de l' « Ombudsman » est une institution publique indépendante dans l'exercice de ses attributions. Il est chargé notamment de :

Chapitre II. DES ATTRIBUTIONS

Article: 7
Modifié et complété par Loi no 17/2005 du 18/08/2005

L'Office de l'Ombudsman est chargé de :

1° servir de liaison entre le citoyen d'une part et les institutions et services publics et privés d'autre part ;

2° prévenir et combattre l'injustice, la corruption et autres infractions connexes dans les services publics et privés ;

3° recevoir et examiner dans le cadre précité, les plaintes des particuliers et des associations privées contre les actes des agents ou des services publics et privés et, si ces plaintes paraissent fondées, attirer l'attention de ces agents et de ces services en vue de trouver une solution satisfaisante ;

4° recevoir chaque année, la déclaration sur l'honneur des biens et patrimoines des personnes concernées par la loi;

5° conseiller le Gouvernement et d'autres institutions concernées en matière de renforcement et de perfectionnement de leur politique de prévention, de lutte et de répression de l'injustice, de la corruption et des infractions connexes ;

6° assurer le suivi de la mise en exécution de la politique de prévention, de lutte et de répression de l'injustice, de la corruption et des infractions connexes par les institutions publiques et privées;

- 7° assurer le suivi de la mise en application du code de conduite des politiciens et des dirigeants ;
- 8° sensibiliser la population à la prévention de la corruption et des infractions connexes en général et former à cet effet les agents des institutions de l'Etat, du secteur privé et des Organisations non Gouvernementales;
- 9° dresser et publier la liste des personnes condamnées définitivement pour corruption et infractions connexes et les peines encourues ;
- 10° contribuer au renforcement de la bonne gouvernance dans toutes les institutions en attirant leur attention sur les faiblesses de leur fonctionnement ou de leur interaction contraires à la loi, à leurs attributions respectives ou à la politique générale de l'Etat ou entraînent des conséquences néfastes sur la population ;
- 11° sensibiliser la population à collaborer aussi bien avec les services publics que privés en vue du développement du pays et à oser dénoncer les mauvais services fondés sur l'injustice, la corruption et autres infractions connexes ;
- 12° conseiller les institutions publiques ou privées à améliorer la qualité des services rendus à la population ;
- 13° adresser chaque année au Président de la République et au Parlement le programme et les rapports d'activités et en réserver copie aux autres organes de l'Etat mentionnés à l'article 23 de la loi n° 25/2003 du 15/08/2003 portant organisation et fonctionnement de l'Office de l'Ombudsman.

LOI 47/2008 du 09/09/2008

rticle 20: Création, organisation, fonctionnement et mission de la Cellule de Renseignements Financiers

Il est institué une cellule de renseignements financiers, ci-après dénommée « Cellule de renseignements financiers » CRF en sigle. Un arrêté présidentiel détermine l'organisation, le fonctionnement, les missions de cette Cellule et détermine également l'institution à laquelle elle est rattachée.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir l'information sur les mesures adoptées pour garantir l'indépendance de l'organe spécialisé

- L'Office de l'Ombudsman n'est attaché à aucune institution publique de supervision;
- Le conseil des ombudsman qui est un organe interne prend souverainement les décisions d'administration de l'Office;
- L'Ombudsman rend compte au Parlement

Si disponible, veuillez fournir l'information sur la façon dont le personnel est sélectionné et formé

Le personnel est recruté sur base d'appel d'offres public et de tests de sélection suivant les modalités édictées par le Statut de la Fonction Publique mais sous la supervision de l'Office même.

La formation est programmée par l'Office même

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui, dans la formation du personnel

132. Paragraphe 1 de l'article 37

1. Chaque État Partie prend des mesures appropriées pour encourager les personnes qui participent ou ont participé à la commission d'une infraction établie conformément à la présente Convention à fournir aux autorités compétentes des informations utiles à des fins d'enquête et de recherche de preuves, ainsi qu'une aide factuelle et concrète qui pourrait contribuer à priver les auteurs de l'infraction du produit du crime et à récupérer ce produit.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Chapitre 2. Des mesures atténuantes (Loi 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes)

Article: 38

Sera puni de la moitié (1/2) de la peine que la juridiction devait prononcer contre lui, l'auteur, le coauteur ou le complice de l'auteur des infractions prévues par la présente loi, qui se sera dénoncé après que ses faits répréhensibles soient découverts ou après que l'investigation soit ouverte contre lui mais avant que le tribunal ne soit encore saisi du dossier, plaide coupable et donne tous les renseignements sur l'infraction commise et sur les autres infractions qui lui sont connexes en vue de l'identification de leurs auteurs, coauteurs et complices, donne des renseignements sur la nature ou la valeur des dons ou de tout autre profit illicite perçu ou sur la nature des autres biens exigés, perçus, accordés, promis, ainsi que des renseignements sur le produit de l'infraction.

Article: 39

Sera puni du quart (1/4) de la peine que la juridiction devait prononcer contre lui, l'auteur, le coauteur ou le complice de l'auteur des infractions prévues par la présente loi, qui se sera dénoncé devant l'autorité compétente avant toute poursuite ou avant que ses faits répréhensibles ne soient découverts et qui plaide coupable et donne des renseignements sur l'infraction commise et sur les autres infractions connexes en vue de l'identification de leurs auteurs, coauteurs et complices, donne des renseignements sur la nature ou la valeur des dons ou de tout autre profit illicite perçu ou sur la nature des autres biens exigés, perçus, accordés, promis, ainsi que des renseignements sur le produit de l'infraction.

Veuillez citer le ou les texte(s)

Articles 38 et 39 de la loi N0 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le nombre et la nature des affaires qui ont contribué à priver les auteurs d'infractions du produit du crime et à récupérer ce produit. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour encourager les personnes mentionnées ci-dessus à fournir des informations utiles aux autorités compétentes?

(Y) Oui

Oui, il existe certains cas

Veuillez indiquer (ou, s'ils sont disponibles, joindre) les résultats de cette évaluation, y compris les méthodes, les outils et les ressources utilisés:

133. Paragraphe 2 de l'article 37

2. Chaque État Partie envisage de prévoir la possibilité, dans les cas appropriés, d'alléger la peine dont est passible un prévenu qui coopère de manière substantielle à l'enquête ou aux poursuites relatives à une infraction établie conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 38 et 39 de la loi 23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes traitent de l'allègement de peines accordé aux délinquants qui coopèrent avec l'autorité judiciaire

L'article 52 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 parle de la réduction de la peine en cas de livraison d'information aux autorités judiciaires

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Chapitre 2. Des mesures atténuantes (Loi 23/2003)

Article: 38

Sera puni de la moitié (1/2) de la peine que la juridiction devait prononcer contre lui, l'auteur, le coauteur ou le complice de l'auteur des infractions prévues par la présente loi, qui se sera dénoncé après que ses faits répréhensibles soient découverts ou après que l'investigation soit ouverte contre lui mais avant que le tribunal ne soit encore saisi du dossier, plaide coupable et donne tous les renseignements sur l'infraction commise et sur les autres infractions qui lui sont connexes en vue de l'identification de leurs auteurs, coauteurs et complices, donne des renseignements sur la nature ou la valeur des dons ou de tout autre profit illicite perçu ou sur la nature des autres biens exigés, perçus, accordés, promis, ainsi que des renseignements sur le produit de l'infraction.

Article: 39

Sera puni du quart (1/4) de la peine que la juridiction devait prononcer contre lui, l'auteur, le coauteur ou le complice de l'auteur des infractions prévues par la présente loi, qui se sera dénoncé devant l'autorité compétente avant toute poursuite ou avant que ses faits répréhensibles ne soient découverts et qui plaide coupable et donne des renseignements sur l'infraction commise et sur les autres infractions connexes en vue de l'identification de leurs auteurs, coauteurs et complices, donne des renseignements sur la nature ou la valeur des dons ou de tout autre profit illicite perçu ou sur la nature des autres biens exigés, perçus, accordés, promis, ainsi que des renseignements sur le produit de l'infraction.

Loi 47/2008

Article 52 : Circonstances atténuantes.

Sans préjudice de la législation en vigueur de la République du Rwanda sur le régime des circonstances atténuantes, les peines prévues aux articles 48, 49 et 50 de la présente loi peuvent être réduites lorsque l'auteur de l'infraction fournit aux autorités judiciaires des informations qu'elles n'auraient pas pu obtenir autrement, les aidant à prévenir ou limiter les effets de l'infraction, identifier ou traduire en justice les autres auteurs de l'infraction, trouver des preuves ou empêcher que d'autres infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi soient commises.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s)

précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez donner, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat) sur les affaires judiciaires (civiles, administratives ou pénales) ou autres processus relatifs à des cas dans lesquels la peine dont était passible un prévenu qui avait fourni une coopération substantielle a été allégée. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour alléger la peine dont est passible un prévenu qui fournit une coopération substantielle?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

134. Paragraphe 3 de l'article 37

3. Chaque État Partie envisage de prévoir la possibilité, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, d'accorder l'immunité de poursuites à une personne qui coopère de manière substantielle à l'enquête ou aux poursuites relatives à une infraction établie conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas prévu cette disposition comme telle. Il a par contre choisi d'accorder des circonstances atténuantes pouvant entraîner une réduction de peine allant jusqu'au quart comme seul avantage aux personnes qui ont participé à la commission des infractions établies conformément à la présente convention et qui coopèrent à l'enquête ou aux poursuites.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune disposition n'existe en cette matière dans la législation rwandaise

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Aucune disposition dans la matière n'existe dans la législation rwandaise

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

135. Paragraphe 4 de l'article 37

4. La protection de ces personnes est assurée, mutatis mutandis, comme le prévoit l'article 32 de la présente Convention.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas prévu cette disposition comme telle. Il a par contre choisi d'accorder des circonstances atténuantes pouvant entraîner une réduction de peine allant jusqu'au quart comme seul avantage aux personnes qui ont participé à la commission des infractions établies conformément à la présente convention et qui coopèrent à l'enquête ou aux poursuites.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune disposition n'existe en cette matière dans la législation rwandaise

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

aucune disposition n'existe en cette matière dans la législation rwandaise

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

136. Paragraphe 5 de l'article 37

5. Lorsqu'une personne qui est visée au paragraphe 1 du présent article et se trouve dans un État Partie peut apporter une coopération substantielle aux autorités compétentes d'un autre État Partie, les États Parties

concernés peuvent envisager de conclure des accords ou arrangements, conformément à leur droit interne, concernant l'éventuel octroi par l'autre État Partie du traitement décrit aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur n'a pas prévu de disposition en cette matière.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

L'opportunité d'adoption d'une pareille disposition peut être examinée

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

La nécessité de prendre des mesures ou de mener une action s'inscrivant dans le respect de la disposition considérée ne s'est pas encore fait sentir.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

137. Alinéa a) de l'article 38

Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour encourager, conformément à son droit interne, la coopération entre, d'une part, ses autorités publiques ainsi que ses **agents publics** et, d'autre part, ses autorités chargées des enquêtes et des poursuites relatives à des infractions pénales. Cette coopération peut consister:

a) Pour les premiers à informer, de leur propre initiative, les seconds lorsqu'il existe des motifs raisonnables de considérer que l'une des infractions établies conformément aux articles 15, 21 et 23 de la présente Convention a été commise; ou

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Projet de loi portant protection des dénonciateurs, articles 3,4,12 et 16.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 3 : La dénonciation en général

Tout agent de l'Etat, d'une institution publique, d'une institution privée ou toute autre personne peut faire une dénonciation d'une information qu'il détient ou qui lui a été communiquée au sujet de ce qui est prévu à l'article premier.

Article 4 : Faire une dénonciation au sujet de l'institution dans laquelle l'agent travaille

Tout agent de l'Etat ou d'une institution publique ou privée peut faire une dénonciation d'une information relative à ce qui est prévu à l'article premier commis ou suspecté au sein de l'institution dans laquelle il travaille.

Chapitre V : Les mesures de protection des dénonciateurs

Article 12 : Les stratégies de protection des dénonciateurs

Toute institution publique qui reçoit les dénonciations doit mettre en place les mécanismes fiables de protection des dénonciateurs dont leur accueil en secret et l'usage d'un code lors de la constitution du dossier des dénonciations.

Article 16 : Eviter les poursuites contre un dénonciateur

Aucun agent ou aucune autre personne ayant fait une dénonciation ne sera poursuivi ni par des juridictions répressives et civiles, ni sur le plan administratif pour avoir fait une dénonciation s'il l'a fait sans mauvaise foi.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur le nombre de fois et d'affaires où de telles informations ont été échangées. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

138. Alinéa b) de l'article 38

Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour encourager, conformément à son droit interne, la coopération entre, d'une part, ses autorités publiques ainsi que ses **agents publics** et, d'autre part, ses autorités chargées des enquêtes et des poursuites relatives à des infractions pénales. Cette coopération

peut consister:

[...]

b) Pour les premiers à fournir, sur demande, aux secondes toutes les informations nécessaires.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Loi No25/2003 du 15/08/2003 portant organisation et fonctionnement de l'Office de l'ombudsman, article 19 .

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Demande des documents, témoignages et explications nécessaires à l'enquête

L'Office a le pouvoir de demander à tous les services de l'Etat et de ses établissements publics, à ceux des établissements privés et des organisations non gouvernementales des écrits, des témoignages et des explications nécessaires au bon déroulement de l'enquête engagée. Il peut auditionner toute personne et lui demander des témoignages nécessaires à l'enquête.

Le caractère secret des écrits ne peut lui être opposé.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

140. Paragraphe 1 de l'article 39

1. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour encourager, conformément à son droit interne, la coopération entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites et des entités du secteur privé, en particulier les institutions financières, sur des questions concernant la commission d'infractions établies conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 21 de la loi n°47/2008 DU 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 21 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Déclaration des opérations et fonds suspects

Lorsqu'ils ont des motifs raisonnables de suspecter que des fonds ou mouvements de fonds sont liés, associés ou destinés à être utilisés dans les opérations de blanchiment de capitaux et/ou pour le financement du terrorisme, des actes terroristes ou des organisations terroristes, les banques, les établissements financiers et les autres personnes assujetties au titre de l'article 3 de la présente loi doivent déclarer rapidement leurs soupçons à la Cellule de renseignements financiers. Ces déclarations sont confidentielles et ne peuvent être communiquées au propriétaire ou à l'auteur des opérations.

Dès qu'une déclaration a été présentée en application des dispositions de l'alinéa premier du présent article, les entités déclarantes doivent également communiquer sans délai toute information complémentaire pouvant confirmer ou dissiper les soupçons.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles les entités du secteur privé ont collaboré avec les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites:

Le cas échéant, veuillez énumérer les conférences ou séminaires conjoints, les politiques de détachement, les groupes d'étude, les partenariats, les autres activités conjointes ou formes de collaboration:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour encourager la coopération entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites et les entités du secteur privé?

(N) Non

La loi date seulement de 2008 et aucune communication n'a été faite quant aux difficultés de sa mise en oeuvre

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

141. Paragraphe 2 de l'article 39

2. Chaque État Partie envisage d'encourager ses ressortissants et les autres personnes ayant leur résidence habituelle sur son territoire à signaler aux autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites la commission d'une infraction établie conformément à la présente Convention .

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 37 (1) de la loi N.23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes;

Article 18 de la loi N.47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 37 (1) de la loi N.23/2003 du 07/08/2003 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes;

Quiconque aura contribué à la dénonciation des infractions prévues par la présente loi, sans avoir pris part à la commission de ces infractions, la juridiction lui alloue une prime de :

- a) un dixième (1/10) de la valeur des biens confisqués de l'auteur

Article 18 de la loi N.47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme

Article 18: Déclaration des opérations réglées au comptant

Les entités déclarantes signalent à la cellule de renseignement financier sous la forme et dans les délais prescrits par règlement établi par celle-ci, toute opération en espèces au seuil fixé par la cellule, sauf si l'expéditeur et le destinataire sont des banques ou autres établissements financiers.

Les entités déclarantes sont tenues de signaler à la cellule de renseignements financiers toute opération dont le montant est inférieur au seuil indiqué à l'alinéa 1, si elle fait partie d'un ensemble d'opérations qui sont ou semblent liées et dont le total dépasserait ce seuil.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Si vous avez mis en place une ligne d'assistance ou d'autres mécanismes permettant de signaler les infractions, combien de signalements avez-vous reçus? Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Si des incitations financières sont offertes pour encourager ces signalements, veuillez fournir des détails, ainsi que les signalements disponibles et les statistiques pertinentes:

Si les autorités compétentes tiennent compte des signalements anonymes, quel est le nombre de signalements reçus ayant contribué aux enquêtes et aux poursuites relatives à une infraction établie conformément à la Convention? Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles).

Have you ever assessed the effectiveness of the measures adopted to encourage reporting the commission of an offence established in accordance with the Convention?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

142. Article 40

Chaque État Partie veille, en cas d'enquêtes judiciaires nationales sur des infractions établies conformément à la présente Convention, à ce qu'il y ait dans son système juridique interne des mécanismes appropriés pour surmonter les obstacles qui peuvent résulter de l'application de lois sur le secret bancaire.

Votre pays a-t-il adopté le ou les mécanismes décrits ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les mécanisme(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 19 de la loi 25/2003 du 15/08/2003 telle que modifiée et complétée par la loi 17/2005 du 18/08/2005 relative à la prévention et à la répression de la corruption et des infractions connexes

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 19 de la loi 25/2003 modifiée et complétée par la loi 17/2005

L'Office a le pouvoir de demander à tous les services de l'Etat et de ses établissements publics, à ceux des établissements privés et des organisations non gouvernementales des écrits, des témoignages et des explications nécessaires au bon déroulement de l'enquête engagée. Il peut auditionner toute personne et lui demander des témoignages nécessaires à l'enquête.

Le caractère secret des écrits ne peut lui être opposé. Les secrets relatifs à la défense, à la sécurité et à la politique étrangère du pays sont livrés selon la manière convenue entre les concernés et le Médiateur Général ou son remplaçant.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat sur les affaires judiciaires (civiles, administratives ou pénales) ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mécanismes établis pour surmonter les obstacles qui peuvent résulter de l'application de lois sur le secret bancaire dans le cas mentionné ci-dessus?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

143. Article 41

Chaque État Partie peut adopter les mesures législatives ou autres nécessaires pour tenir compte, dans les conditions et aux fins qu'il juge appropriées, de toute condamnation dont l'auteur présumé d'une infraction aurait antérieurement fait l'objet dans un autre État, afin d'utiliser cette information dans le cadre d'une procédure pénale relative à une infraction établie conformément à la présente Convention.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les loi(s), politique(s), ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Les articles 51, alinéa 4 de la loi N° 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et 85 du Code Pénal abordent en partie les antécédents judiciaires et en particulier de la récidive. Ils ne spécifient cependant pas le cas d'antécédent dans un autre Etat.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Code Pénal Chapitre 4. DE LA RECIDIVE

Article: 85

Quiconque ayant été condamné, par une décision définitive, à une peine d'emprisonnement supérieure à deux mois, aura, dans un délai de dix ans après l'expiration de cette peine ou de sa prescription, commis un délit ou un crime qui est réprimé par la peine de l'emprisonnement temporaire, sera condamné au maximum de la peine d'emprisonnement portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Si la première condamnation était l'emprisonnement à perpétuité et que la seconde infraction soit passible de la même peine, la peine de mort sera encourue.

Loi N° 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Article 51 : Circonstances aggravantes

Les peines prévues aux articles 48, 49 et 50 de la présente loi peuvent être portées au double :

- 1° quand l'infraction d'origine est punie d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à celle prévue aux articles 48, 49 et 50 de la présente loi;
- 2° lorsque l'infraction est perpétrée dans l'exercice d'une activité professionnelle ;
- 3° lorsque l'infraction est perpétrée dans le cadre d'une entente criminelle organisée ;

4° en cas de récidive.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir l'information sur les affaires récentes dans lesquelles votre pays a tenu compte de la condamnation dont l'auteur présumé d'une infraction aurait antérieurement fait l'objet dans un autre Etat, afin d'utiliser cette information dans le cadre d'une procédure pénale relatives à une infraction établie conformément à la Convention

Nous ne disposons d'aucune information spécifique

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

144. Alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 42

1. Chaque État Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions établies

conformément à la présente Convention dans les cas suivants:

a) Lorsque l'infraction est commise sur son territoire ; ou

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Code Pénal , articles 6 et 7

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 6 et 7 du Code Pénal

Article: 6

Toute infraction commise sur le territoire rwandais par des Rwandais ou des étrangers est punie conformément à la loi rwandaise, sous réserve de l'immunité diplomatique consacrée par les conventions ou les usages

internationaux.

Article: 7

Est réputée commise sur le territoire rwandais toute infraction dont un acte caractérisant un de ses éléments constitutifs a été accompli au Rwanda.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi est récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

145. Alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 42

1. Chaque État Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions établies conformément à la présente Convention dans les cas suivants:

[...]

b) Lorsque l'infraction est commise à bord d'un navire qui bat son pavillon ou à bord d'un aéronef immatriculé conformément à son droit interne au moment où ladite infraction est commise.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 8 du Code Pénal

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 8

Par territoire rwandais, il faut entendre l'espace terrestre, fluvial, lacustre, aérien, compris

dans les limites des frontières de la République.

Est réputée commise sur le territoire rwandais toute infraction perpétrée par ou contre un citoyen rwandais dans un lieu non soumis à la souveraineté d'un Etat, ou par toute personne soit à bord d'un bateau battant pavillon rwandais et se trouvant en dehors des eaux soumises à la souveraineté d'un Etat, soit à bord d'un aéronef immatriculé au Rwanda, s'il se trouve en vol ou en dehors des territoires soumis à la souveraineté d'un Etat.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

146. Alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 42

2. Sous réserve de l'article 4 de la présente Convention, un Etat Partie peut également établir sa compétence à

l'égard de l'une quelconque de ces infractions dans les cas suivants:

a) Lorsque l'infraction est commise à l'encontre d'un de ses ressortissants ; ou

Votre pays a-t-il établi sa compétence eu égard aux infractions établies conformément à la Convention lorsque ces infractions sont commises à l'encontre d'un de vos ressortissants? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Articles 6 et 8 du Code Pénal, Déret - loi 21/77 du 18/0/1977

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez joindre le ou les texte(s)

Chapitre 2. DE LA TERRITORIALITE DE LA LOI PENALE

Article: 6

Toute infraction commise sur le territoire rwandais par des Rwandais ou des étrangers est punie conformément à la loi rwandaise, sous réserve de l'immunité diplomatique consacrée par les conventions ou les usages internationaux.

Article: 8

Par territoire rwandais, il faut entendre l'espace terrestre, fluvial, lacustre, aérien, compris dans les limites des

frontières de la République.

Est réputée commise sur le territoire rwandais toute infraction perpétrée par ou contre un citoyen rwandais dans un lieu non soumis à la souveraineté d'un Etat, ou par toute personne soit à bord d'un bateau battant pavillon rwandais et se trouvant en dehors des eaux soumises à la souveraineté d'un Etat, soit à bord d'un aéronef immatriculé au Rwanda, s'il se trouve en vol ou en dehors des territoires soumis à la souveraineté d'un Etat.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Le Code de Pénal est en cours de révision

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

147. Alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 42

2. Sous réserve de l'article 4 de la présente Convention, un Etat Partie peut également établir sa compétence à l'égard de l'une quelconque de ces infractions dans les cas suivants:

[...]

b) Lorsque l'infraction est commise par l'un de ses ressortissants ou par une personne apatride résidant habituellement sur son territoire ; ou

Votre pays a-t-il établi sa compétence eu égard aux infractions établies conformément à la présente Convention lorsque ces infractions sont commises par l'un de vos ressortissants ou par une personne apatride résidant habituellement sur votre territoire? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 9 et 10 du Code pénal , décret - loi 27/77 du 18/08/1977 (toute personne)

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 9

Tout citoyen rwandais qui, en dehors du territoire de la République s'est rendu coupable d'un fait qualifié crime puni par la loi rwandaise, peut être poursuivi et jugé par les juridictions rwandaïses.

Article: 10

Tout citoyen rwandais qui, en dehors du territoire de la République s'est rendu coupable d'un fait qualifié délit par la loi rwandaise, peut être poursuivi et jugé par les juridictions Rwandaïses si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Non, le Code Pénal est en cours de révision

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

148. Alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 42

2. Sous réserve de l'article 4 de la présente Convention, un État Partie peut également établir sa compétence à l'égard de l'une quelconque de ces infractions dans les cas suivants:

[...]

c) Lorsque l'infraction est l'une de celles établies conformément à l'alinéa b) ii) du paragraphe 1 de l'article 23 de la présente Convention et est commise hors de son territoire en vue de la commission, sur son territoire, d'une infraction établie conformément aux alinéas a) i) ou ii) ou b) i) du paragraphe 1 de l'article 23 de la présente Convention ; ou

Votre pays a-t-il établi sa compétence eu égard aux infractions commises hors de votre territoire de la manière prescrite par la disposition considérée? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 2 (a) à d) de la Loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Loi 47/2008

Article 2: Définitions des termes

Au sens de la présente loi, les termes repris ci-après ont les significations suivantes:

1° **“infraction de blanchiment de capitaux”** : infraction intentionnellement commise constituée par un ou plusieurs actes énumérés ci-après, à savoir :

- a. la conversion, le transfert ou la détention de biens dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du délit ou du crime ou de la participation à ces infractions commises dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans la commission de cette infraction à échapper à la justice;
 - b. la dissimulation, le déguisement de la nature, de l'origine, du lieu, de la disposition, de la donation ou de la dissimulation du propriétaire réel de biens ou de droits y relatifs sachant pertinemment que ces biens sont le produit d'un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;
 - c. acquisition, possession ou utilisation de biens dont l'auteur sait, au moment de leur réception qu'ils sont le produit d'un délit ou crime ou de la participation à ces infractions;
 - d. la participation à l'un des actes visés au présent article, l'association pour commettre un tel acte, la tentative de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter de défier, d'assister ou de conseiller quelqu'un à le commettre.
- Il y a blanchiment de capitaux même si les faits qui sont à l'origine de l'acquisition, de la possession et du transfert des biens à blanchir et de la protection de l'auteur sont commis sur le territoire d'un Etat tiers.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Loi récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

149. Alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 42

2. Sous réserve de l'article 4 de la présente Convention, un État Partie peut également établir sa compétence à l'égard de l'une quelconque de ces infractions dans les cas suivants:

[...]

d) Lorsque l'infraction est commise à son encontre .

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 32 de la Constitution .

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 32

Toute personne est tenue de respecter les biens publics.

Tout acte de sabotage, de vandalisme, de corruption, de détournement, de dilapidation ou toute atteinte au bien public est réprimé par la loi.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

150. Paragraphe 3 de l'article 42

3. Aux fins de l'article 44 de la présente Convention, chaque État Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions établies conformément à la présente Convention lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'il n'extrade pas cette personne au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants .

Votre pays a-t-il adopté des mesures pour établir sa compétence de la manière décrite ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 16 du Code Pénal , décret - loi 21/77 du 18/08/1977

Article 39 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Loi 47/2008

Article 39: Aut dedere aut judicare

Si la République du Rwanda refuse l'extradition pour les motifs visés à l'article 37, alinéa 1, points 3° et 4° et à l'article 38 de la présente loi, elle soumet l'affaire à la juridiction

compétente en vue des poursuites contre l'intéressé.

Article 16 du Code pénal

Article: 16

L'extradition d'un citoyen rwandais n'est jamais accordée, la qualité de citoyen étant appréciée à l'époque de l'infraction pour laquelle l'extradition est requise.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour établir votre compétence eu égard aux infractions définies conformément à la Convention dans le cas mentionné par la disposition considérée?

(N) Non

La loi 47/2008 est récente;
Le Code pénal est en révision

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

151. Paragraphe 4 de l'article 42

4. Chaque État Partie peut également prendre les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions établies conformément à la présente Convention lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'il ne l'extrade pas.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 90 de la loi No 51/2008 du 09/09/2008 portant organisation, fonctionnement et compétences judiciaires

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article: 90 Crimes à caractère international de la compétence de la Haute Cour

La Haute Cour est compétente pour statuer sur les accusations dirigées contre toute personne, y compris les étrangers, les associations et les organisations non gouvernementales rwandaises ou étrangères, pour avoir commis au Rwanda ou à l'étranger les infractions qualifiées de crimes à caractère international ou crimes transfrontaliers notamment le terrorisme, la prise d'otage, le trafic des stupéfiants, le trafic d'armes, le

blanchiment d'argent, le vol des véhicules pour les vendre à l'étranger, la traite des êtres humains, des enfants en particulier et l'esclavage ainsi que d'autres infractions en rapport avec ces dernières.

La Haute Cour est également compétente pour statuer sur les accusations dirigées contre toute personne, y compris les étrangers, les associations et les organisations non gouvernementales rwandaises ou étrangères, pour avoir commis au Rwanda ou à l'étranger les infractions qualifiées de crimes à caractère international ou crimes transfrontaliers notamment la torture, les traitements inhumains ou dégradants, le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, le négationnisme et le révisionnisme du génocide, incitation, mobilisation, assistance, facilitation, ou toute autre forme de participation, soit directement ou indirectement dans la commission des crimes spécifiés dans le présent alinéa.

Lorsque la Haute Cour statue en cette matière, le Président de la Cour Suprême peut, pour une bonne administration de la justice et en vue d'harmoniser la jurisprudence, demander la coopération auprès de l'Organisation des Nations Unies, autres organisations internationales ou le pays où l'infraction a été commise pour solliciter l'assistance des juges étrangers afin de siéger au même titre que les juges rwandais dans cette affaire. Il peut également requérir des commissions rogatoires auprès des juridictions étrangères.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour établir votre compétence eu égard aux infractions définies conformément à la Convention dans le cas mentionné par la disposition considérée?

(N) Non

Cfr Paragraphe 3

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

152. Paragraphe 5 de l'article 42

5. Si un État Partie qui exerce sa compétence en vertu du paragraphe 1 ou 2 du présent article a été avisé, ou a appris de toute autre façon, que d'autres États Parties mènent une enquête ou ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même acte, les autorités compétentes de ces États Parties se consultent, selon qu'il convient, pour coordonner leurs actions.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Aucune disposition légale spécifique à la consultation entre les autorités des pays concernés, toutefois une forme de consultation apparaît à travers les demandes d'entraide et d'informations complémentaires matérialisées par les articles 28, 41 et 44.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Loi 47/2008 du 09/09/2008

Article 41: Transmission de la demande

Les demandes formulées par des autorités compétentes étrangères aux fins d'établir des faits constitutifs de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en vue d'exécuter ou de prononcer des mesures conservatoires ou une confiscation ou aux fins d'extradition sont transmises par la voie diplomatique. En cas d'urgence, elles peuvent faire l'objet d'une communication par INTERPOL ou de communications directes par les autorités étrangères aux autorités judiciaires de la République du Rwanda, soit par la poste, soit par tout autre moyen de transmission plus rapide, laissant une trace écrite ou matériellement équivalente. En pareil cas, faute de confirmation donnée par la voie diplomatique, des demandes n'ont pas de suite utile.

Les demandes et leurs annexes doivent être accompagnées d'une traduction dans une des langues officielles de la République du Rwanda.

Article 44: Compléments d'information

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions ou l'Organe National de Poursuite Judiciaire saisi, soit de son initiative, soit à la demande de la juridiction compétente, peut solliciter, par la voie diplomatique ou directement, l'autorité compétente étrangère aux fins de fournir toutes les informations complémentaires nécessaires pour exécuter la demande ou pour en faciliter l'exécution.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, et fournir des détails sur les facteurs facilitant cette collaboration et coordination:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour faciliter la coordination avec d'autres États Parties qui mènent une enquête ou qui ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même acte?

(N) Non

Loi entrée en vigueur en 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

153. Paragraphe 6 de l'article 42

6. Sans préjudice des normes du droit international général, la présente Convention n'exclut pas l'exercice de toute compétence pénale établie par un État Partie conformément à son droit interne.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 31 de la loi No 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchissement des capitaux et le financement du terrorisme dispose que "

Article 90 de la loi No 51/2008 du 09/09/2008 relative à l'organisation, fonctionnement et compétences judiciaires Crimes à caractère international de la compétence de la Haute Cour

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 31: Demande d'enquête et d'instruction

Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de la République du Rwanda à moins que les autorités compétentes d'un autre Etat n'aient demandé qu'il soit procédé selon une procédure particulière compatible avec la législation de la République du Rwanda.

Article: 90 Crimes à caractère international de la compétence de la Haute Cour

La Haute Cour est compétente pour statuer sur les accusations dirigées contre toute personne, y compris les étrangers, les associations et les organisations non gouvernementales rwandaises ou étrangères, pour avoir commis au Rwanda ou à l'étranger les infractions qualifiées de crimes à caractère international ou crimes transfrontaliers notamment le terrorisme, la prise d'otage, le trafic des stupéfiants, le trafic d'armes, le blanchiment d'argent, le vol des véhicules pour les vendre à l'étranger, la traite des êtres humains, des enfants en particulier et l'esclavage ainsi que d'autres infractions en rapport avec ces dernières.

La Haute Cour est également compétente pour statuer sur les accusations dirigées contre toute personne, y compris les étrangers, les associations et les organisations non gouvernementales rwandaises ou étrangères, pour avoir commis au Rwanda ou à l'étranger les infractions qualifiées de crimes à caractère international ou crimes transfrontaliers notamment la torture, les traitements inhumains ou dégradants, le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, le négationnisme et le révisionnisme du génocide, incitation, mobilisation, assistance, facilitation, ou toute autre forme de participation, soit directement ou indirectement dans la commission des crimes spécifiés dans le présent alinéa.

Lorsque la Haute Cour statue en cette matière, le Président de la Cour Suprême peut, pour une bonne administration de la justice et en vue d'harmoniser la jurisprudence, demander la coopération auprès de l'Organisation des Nations Unies, autres organisations internationales ou le pays où l'infraction a été commise pour solliciter l'assistance des juges étrangers afin de siéger au même titre que les juges rwandais dans cette affaire. Il peut également requérir des commissions rogatoires auprès des juridictions étrangères.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais,

arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Toutes ces lois sont entrées en vigueur vers la fin de l'année 2008.

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Pour le moment non

IV. Coopération internationale

44. Extradition

154. Paragraphe 1 de l'article 44

1. Le présent article s'applique aux infractions établies conformément à la présente Convention lorsque la personne faisant l'objet de la demande d'extradition se trouve sur le territoire de l'État Partie requis, à condition que l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée soit punissable par le droit interne de l'État Partie requérant et de l'État Partie requis.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s), y compris votre politique de double incrimination:

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 15, alinéa 2 du Code Pénal

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 15 du Code Pénal

Article: 15

L'extradition est régie par la loi rwandaise en conformité avec les conventions et les usages internationaux.

Elle n'est admise que si le fait donnant lieu à la demande est érigé en infraction par la loi rwandaise et par la loi étrangère. Elle n'est pas accordée pour les infractions de caractère politique ou si elle est demandée dans un dessein politique.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, y compris d'affaires récentes dans lesquelles des questions de double incrimination ont été soulevées et résolues:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi date de 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

155. Paragraphe 2 de l'article 44

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un État Partie dont la

législation le permet peut accorder l'extradition d'une personne pour l'une quelconque des infractions visées par la présente Convention qui ne sont pas punissables en vertu de son droit interne.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Article: 15

L'extradition est réglementée par la loi rwandaise en conformité avec les conventions et les usages internationaux.

Elle n'est admise que si le fait donnant lieu à la demande est érigé en infraction par la loi rwandaise et par la loi étrangère. Elle n'est pas accordée pour les infractions de caractère politique ou si elle est demandée dans un dessein politique.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Si la nécessité d'adoption de cette d'une pareille disposition se faisait sentir, on pourrait en examiner l'opportunité.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

156. Paragraphe 3 de l'article 44

3. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs infractions distinctes, dont au moins une donne lieu à

extradition en vertu du présent article et dont certaines ne donnent pas lieu à extradition en raison de la durée de l'emprisonnement mais ont un lien avec des infractions établies conformément à la présente Convention, l'État Partie requis peut appliquer le présent article également à ces infractions.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas prévu de disposition allant dans ce sens

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

aucune disposition n'existe en la matière

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune disposition n'existe en la matière

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

157. Paragraphe 4 de l'article 44

4. Chacune des infractions auxquelles s'applique le présent article est de plein droit incluse dans tout traité d'extradition en vigueur entre les États Parties en tant qu'infraction dont l'auteur peut être extradé. Les États Parties s'engagent à inclure ces infractions en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé dans tout traité d'extradition qu'ils concluront entre eux. Un État Partie dont la législation le permet, lorsqu'il se fonde sur la présente Convention pour l'extradition, ne considère aucune des infractions établies conformément à la présente Convention comme une infraction politique.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas prévu de disposition expresse en la matière. Des négociations sont faites au cas par cas.

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Il n'existe pas de disposition expresse en la matière

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Il n'existe pas de disposition expresse en la matière

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

158. Paragraphe 5 de l'article 44

5. Si un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'un État Partie avec lequel il n'a pas conclu pareil traité, il peut considérer la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour les infractions auxquelles le présent article s'applique.

Votre pays considère-t-il la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour les infractions auxquelles l'article considéré s'applique?

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Le Rwanda ne prévoit pas l'existence d'un traité comme motif d'extradition. Les articles 35 et 36 de la loi N° 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme sont explicites quant à l'extradition dans le cas de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme.

Il est fait mention de "l'extradition exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 45/116".

Comme le Rwanda a ratifié la Convention des Nations Unies contre la Corruption, elle fait partie intégrante des dispositions légales d'usage au Rwanda.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Articles 35 et 36 de la loi N° 47/2008 du 09/09/2008 relative au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme

Article 35: Demande d'extradition

Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de poursuite dans un Etat étranger sont ouvertes pour les infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi ou aux fins de l'exécution d'une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et la République du Rwanda sont applicables.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives en la matière, l'extradition est exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 45/116. Toutefois, les dispositions de la présente loi, formeront la base juridique pour les procédures d'extradition.

Article 36: Double incrimination

Aux termes de la présente loi, l'extradition n'est exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue à la fois dans la législation de l'Etat requérant et de la République du Rwanda.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes, judiciaires ou non, y relatives:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les extraditions accordées sans traité, en utilisant la présente Convention comme base légale:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Loi entrée en vigueur en 2008

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non pour le motif invoqué.

159. Alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 44

6. Un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité:

a) Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention, indique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'il considère la présente Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'extradition avec d'autres États Parties; et

Votre pays subordonne-t-il l'extradition à l'existence d'un traité?

(N) Non

160. Alinéa b) du paragraphe 6 de l'article 44

6. Un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité:

[...]

b) S'il ne considère pas la présente Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'extradition, s'efforce, s'il y a lieu, de conclure des traités d'extradition avec d'autres États Parties afin d'appliquer le présent article.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Notre pays ne subordonne pas l'extradition à l'existence d'un traité ad hoc. De plus il a ratifié la Convention des Nations Unies contre la Corruption.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Des traités d'extradition existent avec certains pays mais le principe est que les cas s'examinent au cas par cas.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

La législation rwandaise n'a prévu que les instruments mentionnés supra (art 35 et 36 de la loi No 47/2008 du 09/09/2008). La loi est récente mais peut être révisée si besoin en était. pour le moment ce besoin ne s'est pas encore fait sentir.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

161. Paragraphe 7 de l'article 44

7. Les États Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent entre eux aux infractions auxquelles le présent article s'applique le caractère d'infraction dont l'auteur peut être extradé.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 35 de la loi N. 47/2008 du 09/09/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 35: Demande d'extradition

Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de poursuite dans un Etat étranger sont ouvertes pour les infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi ou aux fins de l'exécution d'une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et la République du Rwanda sont applicables.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives en la matière, l'extradition est exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 45/116. Toutefois, les dispositions de la présente loi, formeront la base juridique pour les procédures d'extradition.

Veuillez fournir des exemples d'application de la présente disposition (c'est-à-dire, des informations sur les affaires récentes d'extradition basées sur des traités conclus entre votre pays et d'autres États Parties pour des infractions établies conformément à la présente Convention):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

162. Paragraphe 8 de l'article 44

8. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit interne de l'État Partie requis ou par les traités d'extradition applicables, y compris, notamment, aux conditions concernant la peine minimale requise pour extraditer et aux motifs pour lesquels l'État Partie requis peut refuser l'extradition.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s), y compris la ou les loi(s) et les conditions internes pertinentes:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 35: Demande d'extradition

Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de poursuite dans un Etat étranger sont ouvertes pour les infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi ou aux fins de l'exécution d'une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et la République du Rwanda sont applicables.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives en la matière, l'extradition est exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa

résolution 45/116. Toutefois, les dispositions de la présente loi, formeront la base juridique pour les procédures d'extradition.

Article 36: Double incrimination

Aux termes de la présente loi, l'extradition n'est exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue à la fois dans la législation de l'Etat requérant et de la République du Rwanda.

Veuillez citer le ou les texte(s)

Les articles 35 et 36 de la loi N° 47/2008 du 09/09/2008 disposent

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Les dispositions légales sont prévues mais nous ne connaissons pas à ce jour de cas d'extradition pour cause de corruption.

Veuillez fournir des informations sur les conditions et les motifs auxquels les demandes d'extradition ont été refusées:

Pour le moment nous ne connaissons ni de cas de demande ni de cas de refus d'extradition pour cause de corruption.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non la loi est très récente.

163. Paragraphe 9 de l'article 44

9. Les États Parties s'efforcent, sous réserve de leur droit interne, d'accélérer les procédures d'extradition et de simplifier les exigences en matière de preuve y relatives en ce qui concerne les infractions auxquelles s'applique le présent article.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

CHAPITRE V : DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEMANDES D'ASSISTANCE MUTUELLE ET D'EXTRADITION

Article 41: Transmission de la demande

Les demandes formulées par des autorités compétentes étrangères aux fins d'établir des faits constitutifs de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en vue

d'exécuter ou de prononcer des mesures conservatoires ou une confiscation ou aux fins d'extradition sont transmises par la voie diplomatique. En cas d'urgence, elles peuvent faire l'objet d'une communication par INTERPOL ou de communications directes par les autorités étrangères aux autorités judiciaires de la République du Rwanda, soit par la poste, soit par tout autre moyen de transmission plus rapide, laissant une trace écrite ou matériellement équivalente. En pareil cas, faute de confirmation donnée par la voie diplomatique, des demandes n'ont pas de suite utile.

Les demandes et leurs annexes doivent être accompagnées d'une traduction dans une des langues officielles de la République du Rwanda.

Article 43 : Traitement des demandes

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions, après vérification de la régularité de la demande, transmet ladite demande à l'Organe National de Poursuite judiciaire du lieu où les investigations doivent être menées ou du lieu où se trouve la personne dont l'extradition est demandée.

L'Organe National de Poursuite Judiciaires saisit les fonctionnaires compétents des demandes d'investigation et la juridiction compétente en ce qui concerne les demandes relatives aux mesures conservatoires, aux confiscations et à l'extradition.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'elles sont effectuées par un magistrat, un procureur ou par un fonctionnaire habilité.

Article 44: Compléments d'information

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions ou l'Organe National de Poursuite Judiciaire saisi, soit de son initiative, soit à la demande de la juridiction compétente, peut solliciter, par la voie diplomatique ou directement, l'autorité compétente étrangère aux fins de fournir toutes les informations complémentaires nécessaires pour exécuter la demande ou pour en faciliter l'exécution.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Loi sur la prévention et la répression du blanchiment des capitaux et sur le financement du terrorisme: articles 41, 43 et 44

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Aucune difficulté n'a été rapportée quant à son application

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez

décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

164. Paragraphe 10 de l'article 44

10. Sous réserve des dispositions de son droit interne et des traités d'extradition qu'il a conclus, l'État Partie requis peut, à la demande de l'État Partie requérant et s'il estime que les circonstances le justifient et qu'il y a urgence, placer en détention une personne présente sur son territoire dont l'extradition est demandée ou prendre à son égard d'autres mesures appropriées pour assurer sa présence lors de la procédure d'extradition.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux.....terrorisme, articles 31 et 32;

Code de procédure pénale: articles 42, 43, 48 à 53

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Loi 47/2008

Article 31: Demande d'enquête et d'instruction

Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de la République du Rwanda à moins que les autorités compétentes d'un autre Etat n'aient demandé qu'il soit procédé selon une procédure particulière compatible avec la législation de la République du Rwanda.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'il s'agit d'un magistrat ou d'un fonctionnaire qui les exécute.

Article 32: Demande de mesures conservatoires

Lorsqu'un Etat étranger demande au Rwanda de prendre des mesures conservatoires, la juridiction compétente du Rwanda ordonne lesdites mesures sollicitées conformément à la législation rwandaise. Si la demande est rédigée en termes généraux, la juridiction prononce les mesures les plus appropriées prévues par la législation rwandaise.

Dans le cas où les mesures sollicitées ne sont pas prévues par la législation rwandaise, la juridiction compétente peut leur substituer les mesures appropriées prévues par la législation de la République du Rwanda.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles une personne dont l'extradition était demandée et qui était présente sur votre territoire a été placée en détention. Veuillez également fournir des informations sur les affaires dans lesquelles d'autres mesures appropriées ont été prises pour assurer la présence de cette personne lors de la procédure d'extradition (veuillez décrire ces mesures):

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

165. Paragraphe 11 de l'article 44

11. Un État Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé d'une infraction, s'il n'extrade pas cette personne au titre d'une infraction à laquelle s'applique le présent article au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants, est tenu, à la demande de l'État Partie requérant l'extradition, de soumettre l'affaire sans retard excessif à ses autorités compétentes aux fins de poursuites. Lesdites autorités prennent leur décision et mènent les poursuites de la même manière que pour toute autre infraction grave en vertu du droit interne de cet État Partie. Les États Parties intéressés coopèrent entre eux, notamment en matière de procédure et de preuve, afin d'assurer l'efficacité des poursuites.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les pratique(s) ou mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 39 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

rticle 39: Aut dedere aut judicare

Si la République du Rwanda refuse l'extradition pour les motifs visés à l'article 37, alinéa 1, points 3° et 4° et à l'article 38 de la présente loi, elle soumet l'affaire à la juridiction compétente en vue des poursuites contre l'intéressé.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition

considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi n'a rencontré aucun problème dans son application à ce jour

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

166. Paragraphe 12 de l'article 44

12. Lorsqu'un État Partie, en vertu de son droit interne, n'est autorisé à extraditer ou remettre de toute autre manière l'un de ses ressortissants que si cette personne est ensuite renvoyée sur son territoire pour purger la peine prononcée à l'issue du procès ou de la procédure à l'origine de la demande d'extradition ou de remise, et lorsque cet État Partie et l'État Partie requérant s'accordent sur cette option et d'autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, cette extradition ou remise conditionnelle est suffisante aux fins de l'exécution de l'obligation énoncée au paragraphe 11 du présent article.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Le législateur rwandais n'a pas prévu de procédure d'extradition sous condition.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Les articles 16 du Code Pénal et 30 de la loi No 47/2008 interdisent l'extradition de son propre ressortissant. le principe "AUT DEDERE AUT JUDICARE" est d'application en matière de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme. Toutefois la possibilité d'intégration de l'option d'extradition sous condition devrait être examinée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Non

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

167. Paragraphe 13 de l'article 44

13. Si l'extradition, demandée aux fins d'exécution d'une peine, est refusée parce que la personne faisant l'objet de cette demande est un ressortissant de l'État Partie requis, celui-ci, si son droit interne le lui permet, en conformité avec les prescriptions de ce droit et à la demande de l'État Partie requérant, envisage de faire exécuter lui-même la peine prononcée conformément au droit interne de l'État Partie requérant, ou le reliquat de cette peine.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Art 91 loi N°51/2008 du 09/09/2008 code d'organisation fonctionnement et compétence judiciaire.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article: 91 Exequatur des décisions rendues par les juridictions étrangères

La Haute Cour connaît de l'exequatur des décisions rendues par les juridictions étrangères.

L'examen de la décision étrangère porte sur le respect des conditions suivantes:

- 1° que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public et aux principes du droit public rwandais ;
- 2° que d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle soit coulée en force de chose jugée ;
- 3° que d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité;
- 4° que les droits de la défense aient été respectés.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles une telle peine a été exécutée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

168. Paragraphe 14 de l'article 44

14. Toute personne faisant l'objet de poursuites en raison de l'une quelconque des infractions auxquelles le présent article s'applique se voit garantir un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et de toutes les garanties prévus par le droit interne de l'État Partie sur le territoire duquel elle se trouve.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Article: 10
La personne humaine est sacrée et inviolable.

L'Etat et tous les pouvoirs publics ont l'obligation absolue de la respecter, de la protéger et de la défendre.

Article: 16
Tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Ils ont droit, sans aucune distinction, à une égale protection par la loi.

Article: 19
Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit légalement et définitivement établie à l'issue d'un procès public et équitable au cours duquel toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été accordées.

Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Article: 20
Nul ne peut être condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas une infraction d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises.

De même, nul ne peut être infligé d'une peine plus forte que celle qui était prévue par la loi au moment où l'infraction a été commise.

Article: 21
Nul ne peut être soumis à des mesures de sûreté que dans les cas et selon les formes prévus par la loi, pour des raisons d'ordre public ou de sécurité de l'Etat.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Articles 10,16,19,20 et 21 de la Constitution

Veuillez citer le ou les texte

Articles 10, 16, 19, 20,21 de la constitution.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(Y) Oui

La constitution vient d'être révisée

Veillez indiquer (ou, s'ils sont disponibles, joindre) les résultats de cette évaluation, y compris les méthodes, les outils et les ressources utilisés:

169. Paragraphe 15 de l'article 44

15. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme faisant obligation à l'État Partie

requis d'extrader s'il a de sérieuses raisons de penser que la demande a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques, ou que donner suite à cette demande causerait un préjudice à cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), pratique(s) ou mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 37 (1,4 et 5) de la loi N°47/2008 du 09/09/2008 relative à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 37: Motifs obligatoires de refus d'extradition

La demande d'extradition d'un prévenu ne peut pas être acceptée si :

- 1° il existe de sérieux motifs de croire qu'une extradition a été demandée en vue de poursuivre ou de punir une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques, de son sexe ou de son statut, ou qu'il pourrait en résulter une atteinte à cette personne pour l'un de ces motifs;
- 2° un jugement coulé en force de chose jugée a été prononcé en République du Rwanda à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ;
- 3° la personne dont l'extradition est demandée ne peut plus, en vertu de la législation de l'un ou l'autre des pays, être poursuivi ou puni, en raison du temps qui s'est écoulé ou d'une amnistie ou de toute autre raison ;
- 4° la personne dont l'extradition est demandée a été ou serait soumise dans l'Etat requérant à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- 5° la personne dont l'extradition est demandée n'a pas bénéficié ou pourrait ne pas bénéficier de garanties minimales prévues lors des procédures pénales, par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'extradition ne peut être refusée au seul motif que l'infraction est considérée comme

portant sur des questions fiscales.

En tout état de cause, l'extradition d'un citoyen rwandais ne peut être accordée.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires et autres, dans lesquelles l'extradition a été refusée pour de tels motifs:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Aucune difficulté n'est encore apparue dans son application

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

170. Paragraphe 16 de l'article 44

16. Les États Parties ne peuvent refuser une demande d'extradition au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Article 37: Motifs obligatoires de refus d'extradition

La demande d'extradition d'un prévenu ne peut pas être acceptée si :

- 1° il existe de sérieux motifs de croire qu'une extradition a été demandée en vue de poursuivre ou de punir une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques, de son sexe ou de son statut, ou qu'il

pourrait en résulter une atteinte à cette personne pour l'un de ces motifs;

- 2° un jugement coulé en force de chose jugée a été prononcé en République du Rwanda à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ;
- 3° la personne dont l'extradition est demandée ne peut plus, en vertu de la législation de l'un ou l'autre des pays, être poursuivi ou puni, en raison du temps qui s'est écoulé ou d'une amnistie ou de toute autre raison ;
- 4° la personne dont l'extradition est demandée a été ou serait soumis dans l'Etat requérant à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- 5° la personne dont l'extradition est demandée n'a pas bénéficié ou pourrait ne pas bénéficier de garanties minimales prévues lors des procédures pénales, par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'extradition ne peut être refusée au seul motif que l'infraction est considérée comme portant sur des questions fiscales.

En tout état de cause, l'extradition d'un citoyen rwandais ne peut être accordée.

Veillez citer le ou les texte

Article 37 avant dernier alinéa de la loi n°47/2008 du 09/09/2008 relative à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles une demande d'extradition touchant des questions fiscales n'a pas été refusée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La nécessité ne s'est pas encore fait sentir

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

171. Paragraphe 17 de l'article 44

17. Avant de refuser l'extradition, l'État Partie requis consulte, s'il y a lieu, l'État Partie requérant afin de lui donner toute possibilité de présenter ses opinions et de fournir des informations à l'appui de ses allégations.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 30 de la loi No 47/2008

Le Gouvernement de la République du Rwanda communique sans délai au gouvernement étranger les motifs du refus d'exécution de sa demande.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 30 de la loi No 47/2008

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, y compris des exemples de la manière dont la ou les politique(s) de prévention de la corruption de votre pays promeut/promeuvent la participation de la société:

Veuillez fournir des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, y relatives, ainsi que des illustrations des échanges pertinents entre votre pays et d'autres États:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi ne pose aucun problème dans son application

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

172. Paragraphe 18 de l'article 44

18. Les États Parties s'efforcent de conclure des accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux pour permettre l'extradition ou pour en accroître l'efficacité .

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre tout ou tous autre(s) accord(s) ou arrangement(s) bilatéral(aux) ou multilatéral(aux) relatif(s) à l'extradition qui n'ont pas été joints dans les réponses précédentes liées à cet article:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Le Rwanda a conclu plusieurs traités et accords bilatéraux et multilatéraux avec des États étrangers

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

173. Article 45

Les États Parties peuvent envisager de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux relatifs au transfèrement sur leur territoire de personnes condamnées à des peines

d'emprisonnement ou autres peines privatives de liberté du fait d'infractions établies conformément à la présente Convention afin qu'elles puissent y purger le reliquat de leur peine.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou arrangement(s) bilatéral(aux) ou multilatéral(aux) relatif(s) à l'extradition applicable(s) et qui n'ont pas été joints dans les réponses précédentes:

Veillez citer le ou les texte(s)

Le Rwanda a signé de accords de transfèrement de personnes condamnées .

Veillez joindre le ou les texte(s)

cas d e l'Accord de transfèrement entre le Rwanda et le Royaume Uni signé le 11février 2010.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Des négociations d'accords sont entamées en vue de conclusions d'accords avec plusieurs pays .

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

174. Paragraphe 1 de l'article 46

1. Les États Parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions visées par la présente Convention.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou arrangement(s) bilatéral(aux) ou multilatéral(aux), ou la ou les autre(s) mesure(s), applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Articles 28 jusqu'à 47 de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;
- 4° les perquisitions et les saisies ;
- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des

registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Article 30: Refus de coopération

La demande d'entraide ne peut être refusée que si :

- 1° son exécution risque de porter atteinte à l'ordre public, à la souveraineté, à la sécurité ou aux principes fondamentaux énoncés dans la Constitution de la République du Rwanda;
- 2° elle n'émane pas d'une autorité compétente selon la législation du pays requérant ou n'est pas dûment envoyée;
- 3° les faits sur lesquels elle porte font l'objet de poursuites pénales, ont déjà fait l'objet de sanction ou d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée sur le territoire de la République du Rwanda;
- 4° l'infraction visée dans la demande n'est pas prévue par la législation de la République du Rwanda ou ne présente pas de caractéristiques communes avec une infraction prévue par la législation de la République du Rwanda;
- 5° les mesures sollicitées ou toutes autres mesures ayant des effets analogues, ne sont pas autorisées par la législation de la République du Rwanda ou ne sont pas applicables à l'infraction visée dans la demande d'après la législation de la République du Rwanda;
- 6° les mesures demandées ne peuvent être prises ou exécutées pour cause de prescription de l'infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme d'après la législation de la République du Rwanda ou celle de l'Etat requérant;
- 7° la décision dont l'exécution est demandée n'est pas exécutoire sous la législation de la République du Rwanda;
- 8° la décision étrangère a été prononcée dans des conditions n'offrant pas de garanties suffisantes au regard des droits de la défense;
- 9° il y a de sérieuses raisons de penser que les mesures demandées ou la décision sollicitée ne visent la personne concernée qu'en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques ou de son statut ;
- 10° la demande porte sur une infraction politique ou est motivée par des considérations d'ordre politique ;
- 11° l'importance de l'affaire ne justifie pas les mesures réclamées ou l'exécution de la décision rendue à l'étranger.

Le Gouvernement de la République du Rwanda communique sans délai au gouvernement étranger les motifs du refus d'exécution de sa demande.

Article 31: Demande d'enquête et d'instruction

Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de la République du Rwanda à moins que les autorités compétentes d'un autre Etat n'aient demandé qu'il soit procédé selon une procédure particulière compatible avec la législation de la République du Rwanda.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'il s'agit d'un magistrat ou d'un fonctionnaire qui

les exécute.

Article 32: Demande de mesures conservatoires

Lorsqu'un Etat étranger demande au Rwanda de prendre des mesures conservatoires, la juridiction compétente du Rwanda ordonne lesdites mesures sollicitées conformément à la législation rwandaise. Si la demande est rédigée en termes généraux, la juridiction prononce les mesures les plus appropriées prévues par la législation rwandaise.

Dans le cas où les mesures sollicitées ne sont pas prévues par la législation rwandaise, la juridiction compétente peut leur substituer les mesures appropriées prévues par la législation de la République du Rwanda.

Article 33: Demande de confiscation

Dans le cas d'une demande d'entraide judiciaire à l'effet de prononcer une décision de confiscation, la juridiction compétente statue sur saisine de l'Organe National de Poursuite Judiciaire. La décision de confiscation doit viser -un bien constituant le produit ou l'instrument ayant servi à commettre une infraction se trouvant sur le territoire de la République du Rwanda, ou peut consister en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur de ce bien.

La juridiction compétente saisie d'une demande relative à l'exécution d'une décision de confiscation prononcée à l'étranger examine les faits sur lesquels se fonde la décision et ne peut refuser de faire droit à la demande que pour l'un des motifs énumérés à l'article 30 de la présente loi.

Article 34: Sort des biens confisqués

L'Etat Rwandais jouit du pouvoir de disposition sur les biens confisqués sur son territoire à la demande d'autorités étrangères, à moins qu'un accord conclu avec l'Etat requérant n'en décide autrement.

Article 35: Demande d'extradition

Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de poursuite dans un Etat étranger sont ouvertes pour les infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi ou aux fins de l'exécution d'une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et la République du Rwanda sont applicables.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives en la matière, l'extradition est exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 45/116. Toutefois, les dispositions de la présente loi, formeront la base juridique pour les procédures d'extradition.

Article 36: Double incrimination

Aux termes de la présente loi, l'extradition n'est exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue à la fois dans la législation de l'Etat requérant et de la République du Rwanda.

Article 37: Motifs obligatoires de refus d'extradition

La demande d'extradition d'un prévenu ne peut pas être acceptée si :

- 1° il existe de sérieux motifs de croire qu'une extradition a été demandée en vue de poursuivre ou de punir une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques, de son sexe ou de son statut, ou qu'il pourrait en résulter une atteinte à cette personne pour l'un de ces motifs;
- 2° un jugement coulé en force de chose jugée a été prononcé en République du Rwanda à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ;
- 3° la personne dont l'extradition est demandée ne peut plus, en vertu de la législation de l'un ou l'autre des pays, être poursuivi ou puni, en raison du temps qui s'est écoulé ou d'une amnistie ou de toute autre raison ;
- 4° la personne dont l'extradition est demandée a été ou serait soumise dans l'Etat requérant à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- 5° la personne dont l'extradition est demandée n'a pas bénéficié ou pourrait ne pas bénéficier de garanties minimales prévues lors des procédures pénales, par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'extradition ne peut être refusée au seul motif que l'infraction est considérée comme portant sur des questions fiscales.

En tout état de cause, l'extradition d'un citoyen rwandais ne peut être accordée.

Article 38: Motifs facultatifs de refus d'extradition

L'extradition peut être refusée si :

- 1° les autorités compétentes de la République du Rwanda ont décidé de ne pas engager de poursuites contre l'intéressé à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ou de mettre fin aux poursuites engagées contre ladite personne ;
- 2° des poursuites à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée sont en cours en République du Rwanda;
- 3° l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de l'un ou de l'autre pays et que, selon la législation de la République du Rwanda, les juridictions rwandaises ne sont pas compétentes en ce qui concerne les infractions commises hors de son territoire dans des circonstances comparables;
- 4° la personne dont l'extradition est demandée a été jugée ou risquerait d'être jugée ou condamnée dans l'Etat requérant par une juridiction d'exception;
- 5° la République du Rwanda, tout en prenant en considération la nature de l'infraction et les intérêts de l'Etat requérant, considère qu'étant donné les circonstances de l'affaire, l'extradition de la personne en question serait incompatible avec des considérations humanitaires, compte tenu de l'âge, de l'état de santé ou d'autres circonstances personnelles de ladite personne ;
- 6° l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, est considérée par la législation de

la République du Rwanda comme ayant été commise en tout ou en partie sur son territoire ;

- 7° l'extradition est demandée en exécution d'un jugement définitif qui a été rendu en l'absence de l'intéressé, lequel n'a pas été en mesure d'assurer sa défense pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Article 39: Aut dedere aut judicare

Si la République du Rwanda refuse l'extradition pour les motifs visés à l'article 37, alinéa 1, points 3° et 4° et à l'article 38 de la présente loi, elle soumet l'affaire à la juridiction compétente en vue des poursuites contre l'intéressé.

Article 40: Remise des biens

Sans préjudice de la législation de la République du Rwanda et des droits des tiers, tous les biens trouvés sur le territoire de la République du Rwanda dont l'acquisition est le résultat d'une infraction commise ou qui peuvent être requis comme éléments de preuve seront remis à l'Etat requérant, si celui-ci le demande et si l'extradition est accordée.

Les biens mentionnés l'alinéa 1 du présent article peuvent, si l'Etat requérant le demande, être remis à celui-ci même si l'extradition accordée ne peut pas être réalisée.

Lorsque lesdits biens sont susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de la République du Rwanda, l'Etat peut les garder temporairement ou les remettre.

Sur demande de la République du Rwanda, les biens ainsi remis sont retournés sans frais à la République du Rwanda à la cloture de la procédure, si la législation de la République du Rwanda le prévoit ainsi et dans le respect des droits des tiers.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEMANDES D'ASSISTANCE MUTUELLE ET D'EXTRADITION

Article 41: Transmission de la demande

Les demandes formulées par des autorités compétentes étrangères aux fins d'établir des faits constitutifs de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en vue d'exécuter ou de prononcer des mesures conservatoires ou une confiscation ou aux fins d'extradition sont transmises par la voie diplomatique. En cas d'urgence, elles peuvent faire l'objet d'une communication par INTERPOL ou de communications directes par les autorités étrangères aux autorités judiciaires de la République du Rwanda, soit par la poste, soit par tout autre moyen de transmission plus rapide, laissant une trace écrite ou matériellement équivalente. En pareil cas, faute de confirmation donnée par la voie diplomatique, des demandes n'ont pas de suite utile.

Les demandes et leurs annexes doivent être accompagnées d'une traduction dans une des langues officielles de la République du Rwanda.

Article 42: Contenu des demandes

Les demandes doivent préciser:

- 1° l'autorité qui sollicite la mesure;

- 2° l'autorité requise;
- 3° l'objet de la demande et toute remarque pertinente sur son contexte;
- 4° les faits justifiant la demande;
- 5° tous éléments connus susceptibles de faciliter l'identification des personnes concernées et notamment l'état civil, la nationalité, l'adresse et la profession;
- 6° tous renseignements nécessaires pour identifier et localiser la personne, les objets, les ressources ou les biens visés;
- 7° les références légales de l'infraction ou, le cas échéant, un exposé du droit applicable à l'infraction, et l'indication de la peine encourue pour l'infraction;
- 8° une description de l'assistance requise et les détails de la procédure particulière que l'Etat requérant souhaite voir appliquée.

En outre, les demandes doivent contenir les éléments suivants dans certains cas particuliers :

- 1° un descriptif de mesures conservatoires en cas de demande de telles mesures ;
- 2° un exposé des faits et arguments pertinents devant permettre, en vertu du droit interne, aux autorités judiciaires de prononcer la confiscation, en cas de demande d'une décision de confiscation.

La demande d'exécution d'une décision de mesures conservatoires ou de confiscation contient en outre :

- 1° une copie certifiée conforme à la décision énonçant ses motifs et, si elle ne les énonce pas, elle énonce l'exposé de ses motifs;
- 2° une attestation selon laquelle la décision est exécutoire et n'est pas susceptible de recours ordinaires;
- 3° l'indication des limites dans lesquelles la décision doit être exécutée et, le cas échéant, du montant de la somme à récupérer sur le ou les biens;
- 4° s'il y a lieu et si possible, toutes les indications relatives aux droits que des tiers peuvent revendiquer sur les instruments, ressources, biens ou autres choses visés.

En cas de demande d'extradition et si la personne en cause a été reconnue coupable d'une infraction, les demandes sont accompagnées du jugement ou de la copie certifiée conforme du jugement ou de tout autre document établissant la culpabilité de l'intéressé et indiquant la peine prononcée, le fait que le jugement est exécutoire et la mesure dans laquelle la peine n'a pas été exécutée.

Article 43 : Traitement des demandes

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions, après vérification de la régularité de la demande, transmet ladite demande à l'Organe National de Poursuite judiciaire du lieu où les investigations doivent être menées ou du lieu où se trouve la personne dont l'extradition est

demandée.

L'Organe National de Poursuite Judiciaires saisit les fonctionnaires compétents des demandes d'investigation et la juridiction compétente en ce qui concerne les demandes relatives aux mesures conservatoires, aux confiscations et à l'extradition.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'elles sont effectuées par un magistrat, un procureur ou par un fonctionnaire habilité.

Article 44: Compléments d'information

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions ou l'Organe National de Poursuite Judiciaire saisi, soit de son initiative, soit à la demande de la juridiction compétente, peut solliciter, par la voie diplomatique ou directement, l'autorité compétente étrangère aux fins de fournir toutes les informations complémentaires nécessaires pour exécuter la demande ou pour en faciliter l'exécution.

Article 45: Demande de confidentialité.

Lorsque l'Etat requérant demande que l'existence et la teneur de sa requête soient tenues confidentielles, il y est fait droit. En cas d'impossibilité, l'Etat requérant en est informé sans délai.

Article 46: Non utilisation des éléments de preuve à d'autres fins

L'utilisation dans des enquêtes ou des procédures autres que celles prévues dans la demande d'un Etat étranger des éléments de preuve que celle-ci contient est interdite sous peine de nullité desdites enquêtes et procédures, sauf consentement préalable de l'Etat étranger.

Article 47: Imputation des frais

Les frais exposés pour exécuter les demandes prévues au présent chapitre sont à la charge de l'Etat requérant à moins qu'il en soit convenu autrement.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez

décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

175. Paragraphe 2 de l'article 46

2. L'entraide judiciaire la plus large possible est accordée, autant que les lois, traités, accords et arrangements pertinents de l'État Partie requis le permettent, lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions dont une personne morale peut être tenue responsable dans l'État Partie requérant, conformément à l'article 26 de la présente Convention.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Aucune disposition spécifique.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Le législateur rwandais n'a pas prévu de disposition spécifique en rapport avec l'entraide la plus large lors des poursuites judiciaires concernant les infractions dont une personne morale peut être tenue responsable.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes, judiciaires ou non, y relatives:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles une entraide judiciaire a été fournie à un État Partie requérant lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont une personne morale a été ou aurait pu être tenue responsable en vertu de la présente Convention:

Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur les affaires récentes dans lesquelles vous avez refusé de fournir une entraide judiciaire à un État Partie requérant lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont une personne morale a été ou aurait pu être tenue responsable en vertu de la présente Convention:

Au cours des trois à cinq dernières années [VEUILLEZ PRÉCISER], [PAYS] a refusé de fournir une entraide judiciaire lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont une personne morale a été ou aurait pu être tenue responsable en vertu de la présente Convention dans les affaires suivantes:

Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur les affaires récentes dans lesquelles votre pays s'est vu refuser une entraide judiciaire par un État Partie requis lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont une personne morale a été ou aurait pu être tenue responsable en vertu de la présente Convention:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

176. Alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes:

a) Recueillir des témoignages ou des dépositions;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 29 point 1° de la loi du blanchiment

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;
- 4° les perquisitions et les saisies ;
- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande de recueil de témoignages ou de dépositions:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande de recueil de témoignages ou de dépositions:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

177. Alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes:

[...]

b) Signifier des actes judiciaires ;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;

- 4° les perquisitions et les saisies ;
- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande de signification d'actes judiciaires:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande de signification d'actes judiciaires:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

178. Alinéa c) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes:

[...]

c) Effectuer des perquisitions et des saisies, ainsi que des gels;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez joindre le ou les texte(s)

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;
- 4° les perquisitions et les saisies ;
- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 29 (4) de la loi sur le blanchiment des capitaux.....

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande de perquisition, de saisie ou de gel:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande de perquisition, de saisie ou de gel:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

179. Alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes:

...

d) Examiner des objets et visiter des lieux;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 29 (5°)de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;
- 4° les perquisitions et les saisies ;
- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande d'examen d'objets et de visite de lieux:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande d'examen d'objets et de visite de lieux:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

180. Alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes:

[...]

e) Fournir des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts ;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 29 (6°) de la loi sur le blanchiment des capitaux et.....terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;
- 4° les perquisitions et les saisies ;

- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande d'informations, de pièces à conviction ou d'estimations d'experts:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires judiciaires dans lesquelles vous avez reçu une demande d'informations, de pièces à conviction ou d'estimations d'experts:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

181. Alinéa f) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes:

[...]

f) Fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des documents administratifs, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de société;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 29 , 7° de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 29: Objet de demande d'entraide

Les demandes d'entraide en provenance d'un Etat étranger se rapportant aux infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi sont exécutées conformément aux principes définis par la présente loi.

L'entraide peut notamment inclure :

- 1° le recueil de témoignages ou de dépositions ;
- 2° l'aide aux autorités judiciaires de l'Etat requérant en mettant à leur disposition des personnes détenues ou d'autres personnes, aux fins de témoignage ou d'assistance dans la conduite de l'enquête ;
- 3° la remise de tout document judiciaire ;
- 4° les perquisitions et les saisies ;
- 5° l'examen d'objets et les descentes sur les lieux ;
- 6° la fourniture de renseignements et de pièces à conviction ;
- 7° la présentation des originaux ou de copies certifiées conformes aux dossiers et documents pertinents y compris des relevés bancaires, des pièces comptables, des registres montrant le fonctionnement d'une entreprise ou ses activités commerciales.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez reçu une demande d'originaux ou de copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu des demandes d'originaux ou de copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

182. Alinéa g) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins

suivantes:

[...]

g) Identifier ou localiser des produits du crime, des biens, des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 42 (6°) de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 42: Contenu des demandes

Les demandes doivent préciser:

- 1° l'autorité qui sollicite la mesure;
- 2° l'autorité requise;
- 3° l'objet de la demande et toute remarque pertinente sur son contexte;
- 4° les faits justifiant la demande;
- 5° tous éléments connus susceptibles de faciliter l'identification des personnes concernées et notamment l'état civil, la nationalité, l'adresse et la profession;
- 6° tous renseignements nécessaires pour identifier et localiser la personne, les objets, les ressources ou les biens visés;
- 7° les références légales de l'infraction ou, le cas échéant, un exposé du droit applicable à l'infraction, et l'indication de la peine encourue pour l'infraction;
- 8° une description de l'assistance requise et les détails de la procédure particulière que l'Etat requérant souhaite voir appliquée.

En outre, les demandes doivent contenir les éléments suivants dans certains cas particuliers :

- 1° un descriptif de mesures conservatoires en cas de demande de telles mesures ;
- 2° un exposé des faits et arguments pertinents devant permettre, en vertu du droit interne, aux autorités judiciaires de prononcer la confiscation, en cas de demande d'une décision de confiscation.

La demande d'exécution d'une décision de mesures conservatoires ou de confiscation contient en outre :

- 1° une copie certifiée conforme à la décision énonçant ses motifs et, si elle ne les énonce pas, elle énonce l'exposé de ses motifs;
- 2° une attestation selon laquelle la décision est exécutoire et n'est pas susceptible de recours ordinaires;
- 3° l'indication des limites dans lesquelles la décision doit être exécutée et, le cas échéant, du montant de la somme à récupérer sur le ou les biens;
- 4° s'il y a lieu et si possible, toutes les indications relatives aux droits que des tiers peuvent revendiquer sur les instruments, ressources, biens ou autres choses visés.

En cas de demande d'extradition et si la personne en cause a été reconnue coupable d'une infraction, les demandes sont accompagnées du jugement ou de la copie certifiée conforme du jugement ou de tout autre document établissant la culpabilité de l'intéressé et indiquant la peine prononcée, le fait que le jugement est exécutoire et la mesure dans laquelle la peine n'a pas été exécutée.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande d'identification ou de localisation de produits du crime, de biens, d'instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande d'identification ou de localisation de produits du crime, de biens, d'instruments ou d'autres choses aux fins de recueil d'éléments de preuve: _

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

183. Alinéa h) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins

suivantes:

[...]

h) Faciliter la comparution volontaire de personnes dans l'État Partie requérant;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Il n'existe pas de disposition légale en cette matière

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande de facilitation de comparution volontaire de personnes:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande de facilitation de comparution volontaire de personnes:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Aucune disposition légale n'existe en la matière

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

non

184. Alinéa i) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins

suivantes:

[...]

i) Fournir tout autre type d'assistance compatible avec le droit interne de l'État Partie requis;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 44 de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 44: Compléments d'information

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions ou l'Organe National de Poursuite Judiciaire saisi, soit de son initiative, soit à la demande de la juridiction compétente, peut solliciter, par la voie diplomatique ou directement, l'autorité compétente étrangère aux fins de fournir toutes les informations complémentaires nécessaires pour exécuter la demande ou pour en faciliter l'exécution.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande d'autres types d'assistance:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande d'autres types d'assistance:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

185. Alinéa j) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins

suivantes:

[...]

j) Identifier, geler et localiser le produit du crime, conformément aux dispositions du chapitre V de la présente Convention;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Articles 25 et 28, de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 25 : Gel temporaire des biens et des opérations

En raison de la gravité d'une opération ou de l'urgence d'y faire face, la Cellule de renseignements financiers peut prononcer le gel de biens ou d'opérations pour un délai ne pouvant pas dépasser (48) heure et doit immédiatement communiquer sa décision à l'entité déclarante. Pendant ce délai, la Cellule de renseignements financiers doit saisir l'Organe National de Poursuite Judiciaire si les raisons à la base de la présomption de blanchiment de capitaux sont concluantes et, ou dans le cas contraire, lever l'ordre de gel et en informer immédiatement l'entité déclarante.

L'Organe National de Poursuite Judiciaire peut, pendant qu'il est saisi du dossier, proroger l'ordre de gel des biens ou des opérations, pendant une période supplémentaire de sept (7) jours et notifie par écrit l'entité déclarante.

L'Organe National de Poursuite Judiciaire doit immédiatement saisir la juridiction compétente pour qu'elle prononce le gel des biens ou des opérations. La juridiction compétente, pour l'examen de la demande de gel, peut proroger le délai prévu à l'alinéa précédent.

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande d'identification, de gel et de localisation du produit du crime, conformément à la présente Convention:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande d'identification, de gel et de localisation du produit du crime, conformément à la présente Convention:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

186. Alinéa k) du paragraphe 3 de l'article 46

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins

suivantes:

[...]

k) Recouvrer des avoirs, conformément aux dispositions du chapitre V de la présente Convention.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 40 de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 40: Remise des biens

Sans préjudice de la législation de la République du Rwanda et des droits des tiers, tous les biens trouvés sur le territoire de la République du Rwanda dont l'acquisition est le résultat d'une infraction commise ou qui peuvent être requis comme éléments de preuve seront remis à l'Etat requérant, si celui-ci le demande et si l'extradition est accordée.

Les biens mentionnés l'alinéa 1 du présent article peuvent, si l'Etat requérant le demande, être remis à celui-ci même si l'extradition accordée ne peut pas être réalisée.

Lorsque lesdits biens sont susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de la République du Rwanda, l'Etat peut les garder temporairement ou les remettre.

Sur demande de la République du Rwanda, les biens ainsi remis sont retournés sans frais à la République du Rwanda à la cloture de la procédure, si la législation de la République du Rwanda le prévoit ainsi et dans le respect des droits des tiers.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez présenté une demande de recouvrement d'avoirs conformément à la

présente Convention:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez reçu une demande de recouvrement d'avoirs conformément à la présente Convention:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

187. Paragraphe 4 de l'article 46

4. Sans préjudice du droit interne, les autorités compétentes d'un État Partie peuvent, sans demande préalable, communiquer des informations concernant des affaires pénales à une autorité compétente d'un autre État Partie, si elles pensent que ces informations pourraient aider celle-ci à entreprendre ou à mener à bien des enquêtes et des poursuites pénales, ou amener ce dernier État Partie à formuler une demande en vertu de la présente Convention.

Votre pays est-il en mesure de communiquer des informations de la manière décrite ci-dessus?

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte

Article 28 de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez reçu, sans demande préalable, des informations concernant des affaires pénales, susceptibles d'aider les autorités à entreprendre ou à mener à bien des enquêtes et

des poursuites pénales:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur quelques affaires récentes dans lesquelles vous avez communiqué, sans demande préalable, des informations concernant des affaires pénales, susceptibles d'aider les autorités à entreprendre ou à mener à bien des enquêtes et des poursuites pénales:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

188. Paragraphe 5 de l'article 46

5. La communication d'informations conformément au paragraphe 4 du présent article se fait sans préjudice des enquêtes et poursuites pénales dans l'État dont les autorités compétentes fournissent les informations. Les autorités compétentes qui reçoivent ces informations accèdent à toute demande tendant à ce que lesdites informations restent confidentielles, même temporairement, ou à ce que leur utilisation soit assortie de restrictions. Toutefois, cela n'empêche pas l'État Partie qui reçoit les informations de révéler, lors de la procédure judiciaire, des informations à la décharge d'un prévenu. Dans ce dernier cas, l'État Partie qui reçoit les informations avise l'État Partie qui les communique avant la révélation, et s'il lui en est fait la demande, consulte ce dernier. Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, l'État Partie qui reçoit les informations informe sans retard de la révélation l'État Partie qui les communique.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte

Article 45 de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 45: Demande de confidentialité.

Lorsque l'Etat requérant demande que l'existence et la teneur de sa requête soient tenues confidentielles, il y est fait droit. En cas d'impossibilité, l'Etat requérant en est informé sans délai.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir des informations sur la gestion des affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles des preuves à décharge ont été révélées par les autorités de votre pays:

Veillez fournir des informations sur la gestion de quelques affaires récentes dans lesquelles des preuves à décharge ont été révélées par les autorités d'un État Partie requis:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

189. Paragraphe 6 de l'article 46

6. Les dispositions du présent article n'affectent en rien les obligations découlant de tout autre traité bilatéral ou multilatéral régissant ou devant régir, entièrement ou partiellement, l'entraide judiciaire.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Il n'existe aucune disposition y relative dans la législation rwandaise

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune information n'est disponible

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Examen de l'opportunité d'adopter cette disposition

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

190. Paragraphe 7 de l'article 46

7. Les paragraphes 9 à 29 du présent article sont applicables aux demandes faites conformément au présent article si les États Parties en question ne sont pas liés par un traité d'entraide judiciaire. Si lesdits États Parties sont liés par un tel traité, les dispositions

correspondantes de ce traité sont applicables, à moins que les États Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les dispositions des paragraphes 9 à 29 du présent article. Les États Parties sont vivement encouragés à appliquer ces paragraphes s'ils facilitent la coopération.

Votre pays est-il lié par un ou plusieurs traité(s) d'entraide judiciaire?

(Y) Oui

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les traité(s), la ou les disposition(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 35 ,dernière alinéa de la loi sur le blanchiment des capitaux

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 35: Demande d'extradition

Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de poursuite dans un Etat étranger sont ouvertes pour les infractions prévues aux articles 2, 1° et 4 de la présente loi ou aux fins de l'exécution d'une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et la République du Rwanda sont applicables.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives en la matière, l'extradition est exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 45/116. Toutefois, les dispositions de la présente loi, formeront la base juridique pour les procédures d'extradition.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir les dispositions de traité ou les accords conclus avec les autres États:

Traité d'extradition avec le Burundi, le Kenya, l'Ouganda

PVeuillez fournir des informations sur les affaires récentes dans lesquelles une entraide judiciaire s'est fondée sur ces dispositions de traité ou ces accords:

Veuillez fournir, s'ils sont disponibles, des exemples d'affaires récentes dans lesquelles votre pays et un autre État Partie ont convenu d'appliquer les dispositions énoncées aux paragraphes 9 à 29 afin de faciliter la coopération;

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

191. Paragraphe 8 de l'article 46

8. Les États Parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'Article 30 de la loi sur le blanchiment des capitaux.....traite du refus de la coopération mais ne contient aucune mention du secret bancaire

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Article 30: Refus de coopération

La demande d'entraide ne peut être refusée que si :

- 1° son exécution risque de porter atteinte à l'ordre public, à la souveraineté, à la sécurité ou aux principes fondamentaux énoncés dans la Constitution de la République du Rwanda;
- 2° elle n'émane pas d'une autorité compétente selon la législation du pays requérant ou n'est pas dûment envoyée;
- 3° les faits sur lesquels elle porte font l'objet de poursuites pénales, ont déjà fait l'objet de sanction ou d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée sur le territoire de la République du Rwanda;
- 4° l'infraction visée dans la demande n'est pas prévue par la législation de la République du Rwanda ou ne présente pas de caractéristiques communes avec une infraction prévue par la législation de la République du Rwanda;
- 5° les mesures sollicitées ou toutes autres mesures ayant des effets analogues, ne sont pas autorisées par la législation de la République du Rwanda ou ne sont pas applicables à l'infraction visée dans la demande d'après la législation de la République du Rwanda;
- 6° les mesures demandées ne peuvent être prises ou exécutées pour cause de prescription de l'infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme d'après la législation de la République du Rwanda ou celle de l'Etat requérant;
- 7° la décision dont l'exécution est demandée n'est pas exécutoire sous la législation de la République du Rwanda;

- 8° la décision étrangère a été prononcée dans des conditions n'offrant pas de garanties suffisantes au regard des droits de la défense;
- 9° il y a de sérieuses raisons de penser que les mesures demandées ou la décision sollicitée ne visent la personne concernée qu'en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques ou de son statut ;
- 10° la demande porte sur une infraction politique ou est motivée par des considérations d'ordre politique ;
- 11° l'importance de l'affaire ne justifie pas les mesures réclamées ou l'exécution de la décision rendue à l'étranger.

Le Gouvernement de la République du Rwanda communique sans délai au gouvernement étranger les motifs du refus d'exécution de sa demande.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, y compris d'affaires récentes dans lesquelles les règles ou les questions relatives au secret bancaire n'ont pas empêché la mise en œuvre d'une entraide judiciaire:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

192. Alinéa a) du paragraphe 9 de l'article 46

9. a) Lorsqu'en application du présent article il répond à une demande d'aide en l'absence de double incrimination, un État Partie requis tient compte de l'objet de la présente Convention tel qu'énoncé à l'article premier;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), pratique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 36: Double incrimination

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s)

précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Article 36: Double incrimination

Aux termes de la présente loi, l'extradition n'est exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue à la fois dans la législation de l'Etat requérant et de la République du Rwanda.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes d'entraide judiciaire et autres y relatives:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

193. Alinéa b) du paragraphe 9 de l'article 46

b) Les États Parties peuvent invoquer l'absence de double incrimination pour refuser de fournir une aide en application du présent article. Toutefois, un État Partie requis, lorsque cela est compatible avec les concepts fondamentaux de son système juridique, accorde l'aide demandée si elle n'implique pas de mesures coercitives. Cette aide peut être refusée lorsque la demande porte sur des questions mineures ou des questions pour lesquelles la coopération ou l'aide demandée peut être obtenue sur le fondement d'autres dispositions de la présente Convention;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s), pratique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez préciser les mesures considérées comme coercitives dans votre pays; veuillez joindre toutes définitions applicables ou tous textes juridiques pertinents:

Veuillez préciser les questions considérées comme mineures dans votre pays; veuillez joindre toutes définitions applicables ou tous textes juridiques pertinents:

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 36 de la loi No 47/2008 du 09/09/2008 relative au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme invoque l'existence de double incrimination comme condition d'exécution de l'extradition. le législateur rwandais n'a pas prévu de cas de refus d'extradition en cas de soumission à des mesures coercitives mais bien en cas de soumission aux tortures et autres traitements dégradants (Art. 37, 3e).

Veillez joindre le ou les texte(s)

Loi No 47/2008

Article 36: Double incrimination

Aux termes de la présente loi, l'extradition n'est exécutée que quand l'infraction donnant lieu à extradition ou une infraction similaire est prévue à la fois dans la législation de l'Etat requérant et de la République du Rwanda.

Article 37: Motifs obligatoires de refus d'extradition

La demande d'extradition d'un prévenu ne peut pas être acceptée si :

- 1° il existe de sérieux motifs de croire extradition a été demandée en vue de poursuivre ou de punir une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses opinions politiques, de son sexe ou de son statut, ou qu'il pourrait en résulter une atteinte à cette personne pour l'un de ces motifs;
- 2° un jugement coulé en force de chose jugée a été prononcé en République du Rwanda à raison de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée ;
- 3° la personne dont l'extradition est demandée ne peut plus, en vertu de la législation de l'un ou l'autre des pays, être poursuivi ou puni, en raison du temps qui s'est écoulé ou d'une amnistie ou de toute autre raison ;
- 4° la personne dont l'extradition est demandée a été ou serait soumis dans l'Etat requérant à des tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- 5° la personne dont l'extradition est demandée n'a pas bénéficié ou pourrait ne pas bénéficier de garanties minimales prévues lors des procédures pénales, par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'extradition ne peut être refusée au seul motif que l'infraction est considérée comme portant sur des questions fiscales.

En tout état de cause, l'extradition d'un citoyen rwandais ne peut être accordée.

Veillez fournir des informations sur les types d'actions non coercitives menées lorsque vous fournissez une aide en l'absence de double incrimination:

Le Rwanda a fait de la double incrimination une condition pour exécuter l'extradition.

Veillez fournir des informations sur les affaires récentes dans lesquelles votre pays a refusé l'entraide judiciaire au motif de l'absence de double incrimination:

Veillez fournir des informations sur les affaires récentes dans lesquelles votre demande d'entraide judiciaire a été refusée au motif de l'absence de double incrimination:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes

dans lesquelles votre pays a apporté une aide à un autre État Partie en l'absence de double incrimination:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles votre pays a apporté une aide à un autre État Partie en l'absence de double incrimination:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

La loi est entrée en vigueur vers la fin de 2008. Il est trop tôt de pouvoir les exemples d'application.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Pas pour le moment.

194. Alinéa c) du paragraphe 9 de l'article

c) Chaque État Partie peut envisager de prendre les mesures nécessaires pour lui permettre de fournir une aide plus large en application du présent article, en l'absence de double incrimination .

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

aucune disposition spécifique n'est prévue par la législation rwandaise pour apporter une aide plus large dans le cas où le principe de double incrimination ne prévaut pas.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'examen de l'adoption de cette disposition peut être envisagé.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

195. Alinéa a) du paragraphe 10 de l'article 46

10. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un État Partie, dont la présence est requise dans un autre État Partie à des fins d'identification ou de témoignage ou pour qu'elle apporte de toute autre manière son concours à l'obtention de preuves dans le cadre d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires relatives aux infractions visées par la présente Convention, peut faire l'objet d'un transfèrement si les conditions ci-après sont réunies:

a) Ladite personne y consent librement et en toute connaissance de cause;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

La législation du Rwanda ne prévoit pas de transfèrement de détenus sauf dans le cas d'entraide entre le Rwanda et le Tribunal Pénal International. Autrement le principe reste toujours celui d'une négociation au cas par cas.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

La législation rwandaise n'a pas prévu de transfèrement de détenus. Cela se fait dans le strict cas du Tribunal International pour le Rwanda. Cependant si la nécessité se présentait, l'opportunité d'adoption de la disposition pourrait être examinée.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Les cas de transfèrement apparus sont en rapport avec le Tribunal Pénal International pour le Rwanda.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

196. Alinéa b) du paragraphe 10 de l'article 46

10. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un État Partie, dont la présence est requise dans un autre État Partie à des fins d'identification ou de témoignage ou pour qu'elle apporte de toute autre manière son concours à l'obtention de preuves dans le cadre d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires relatives aux infractions visées par la présente Convention, peut faire l'objet d'un transfèrement si les conditions ci-après sont réunies:

[...]

b) Les autorités compétentes des deux États Parties concernés y consentent, sous réserve des conditions que ces États Parties peuvent juger appropriées.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le Rwanda n'a pas prévu dans son système juridique le transfèrement de détenus.

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

En l'absence d'écrits, les transfèrements se font entre le Rwanda et le tribunal Pénal pour le Rwanda.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Jusqu'à présent ce transfèrement n'a pas concerné les pays entre eux ; mais si besoin en était l'opportunité d'adopter une pareille disposition pourrait être examinée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

197. Alinéa a) du paragraphe 11 de l'article 46

11. Aux fins du paragraphe 10 du présent article:

a) L'État Partie vers lequel la personne est transférée a le pouvoir et l'obligation de la garder en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'État Partie à partir duquel elle a été transférée;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

le législateur rwandais n'a pas prévu de disposition légale en ce sens.

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Informations non disponibles

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'opportunité d'adoption d'une pareille disposition peut être examinée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

198. Alinéa b) du paragraphe 11 de l'article 46

11. Aux fins du paragraphe 10 du présent article:

[...]

b) L'État Partie vers lequel la personne est transférée s'acquitte sans retard de l'obligation de la remettre à la garde de l'État Partie à partir duquel elle a été transférée, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou autrement décidé par les autorités compétentes des deux États Parties;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune disposition spécifique n'existe dans la législation rwandaise.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'opportunité de se doter d'une pareille disposition peut être analysée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

199. Alinéa c) du paragraphe 11 de l'article 46

11. Aux fins du paragraphe 10 du présent article:

[...]

c) L'État Partie vers lequel la personne est transférée ne peut exiger de l'État Partie à partir duquel elle a été transférée qu'il engage une procédure d'extradition pour qu'elle lui soit remise;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune disposition légale n'existe en la matière.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'opportunité d'adoption d'une pareille disposition peut être examinée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

200. Alinéa d) du paragraphe 11 de l'article 46

11. Aux fins du paragraphe 10 du présent article:

[...]

d) Il est tenu compte de la période que la personne a passée en détention dans l'État Partie vers lequel elle a été transférée aux fins du décompte de la peine à purger dans l'État Partie à partir duquel elle a été transférée.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Il n'existe pas de disposition spécifique.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'opportunité de se doter d'une pareille disposition peut être examinée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

201. Paragraphe 12 de l'article 46

12. À moins que l'État Partie à partir duquel une personne doit être transférée en vertu des paragraphes 10 et 11 du présent article ne donne son accord, ladite personne, quelle que soit sa nationalité, n'est pas poursuivie, détenue, punie ni soumise à d'autres restrictions de sa liberté personnelle sur le territoire de l'État Partie vers lequel elle est transférée à raison d'actes, d'omissions ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État Partie à partir duquel elle a été transférée.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Il n'existe aucune disposition spécifique.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'opportunité de se doter d'une pareille disposition peut être examinée.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

202. Paragraphe 13 de l'article 46

13. Chaque État Partie désigne une autorité centrale qui a la responsabilité et le pouvoir de recevoir les demandes d'entraide judiciaire et, soit de les exécuter, soit de les transmettre aux autorités

compétentes pour exécution. Si un État Partie a une région ou un territoire spécial doté d'un système d'entraide judiciaire différent, il peut désigner une autorité centrale distincte qui aura la même fonction pour ladite région ou ledit territoire. Les autorités centrales assurent l'exécution ou la transmission rapide et en bonne et due forme des demandes reçues. Si l'autorité centrale transmet la demande à une autorité compétente pour exécution, elle encourage l'exécution rapide et en bonne et due forme de la demande par l'autorité compétente. L'autorité centrale désignée à cette fin fait l'objet d'une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment où chaque État Partie dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention. Les demandes d'entraide judiciaire et toute communication y relative sont transmises aux autorités centrales désignées par les États Parties. La présente disposition s'entend sans préjudice du droit de tout État Partie d'exiger que ces demandes et communications lui soient adressées par la voie diplomatique et, en cas d'urgence, si les États Parties en conviennent, par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle, si cela est possible.

Votre pays a-t-il établi une autorité centrale de la manière décrite ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

- Articles 41 et 43 de la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme traitent de la transmission de demande et du traitement de la demande d'assistance mutuelle et d'extradition. Le ministère des affaires étrangères reçoit la demande et le ministère de la justice traite la demande.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 41: Transmission de la demande

Les demandes formulées par des autorités compétentes étrangères aux fins d'établir des faits constitutifs de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en vue d'exécuter ou de prononcer des mesures conservatoires ou une confiscation ou aux fins d'extradition sont transmises par la voie diplomatique. En cas d'urgence, elles peuvent faire l'objet d'une communication par INTERPOL ou de communications directes par les autorités étrangères aux autorités judiciaires de la République du Rwanda, soit par la poste, soit par tout autre moyen de transmission plus rapide, laissant une trace écrite ou matériellement équivalente. En pareil cas, faute de confirmation donnée par la voie diplomatique, des demandes n'ont pas de suite utile.

Les demandes et leurs annexes doivent être accompagnées d'une traduction dans une des langues officielles de la République du Rwanda.

Article 43 : Traitement des demandes

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions, après vérification de la régularité de la demande, transmet ladite demande à l'Organe National de Poursuite judiciaire du lieu où les investigations doivent être menées ou du lieu où se trouve la personne dont l'extradition est demandée.

L'Organe National de Poursuite Judiciaires saisit les fonctionnaires compétents des demandes d'investigation et la juridiction compétente en ce qui concerne les demandes relatives aux mesures conservatoires, aux confiscations et à l'extradition.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'elles sont effectuées par un magistrat, un procureur ou par un fonctionnaire habilité.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez indiquer, si elles sont disponibles, les affaires récentes, judiciaires ou non, y relatives:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour désigner une autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'entraide judiciaire, et de les exécuter ou les transmettre?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

Votre pays a-t-il adressé une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la manière prescrite ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(X) Info non disponible

La loi No 47/2008 du 09/09/2008 relative au blanchissement des capitaux et au financement du terrorisme est entrée en vigueur il y a à peine deux ans. Les procédures de notification sont du ressort de deux ministères, en l'occurrence celui des affaires étrangères et de la coopération et celui de la justice. Il sera question d'évaluer l'état d'avancement de ces procédures.

Votre pays permet-il que les demandes d'entraide judiciaire et toutes communications y relatives soient transmises aux autorités centrales désignées par les États Parties? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

L'article 41 de la loi No 47/2008 stipule que les demandes formulées par les autorités étrangères compétentes sont adressées par voie diplomatique.....ou de communication directe entre les autorités judiciaires étrangères aux autorités judiciaires de la République du Rwanda.

Votre pays exige-t-il que ces demandes et communications y relatives lui soient adressées par la voie diplomatique? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Toutefois l'article 41 de la loi No 47/2008 parle aussi des possibilités de passer par INTERPOL et la communication directe entre les autorités judiciaires des pays concernés par la demande.

Votre pays accepte-t-il que, en cas d'urgence, les demandes d'entraide judiciaire et les communications y relatives lui soient adressées par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

203. Paragraphe 14 du l'article 46

14. Les demandes sont adressées par écrit ou, si possible, par tout autre moyen pouvant produire un document écrit, dans une langue acceptable pour l'État Partie requis, dans des conditions permettant audit État Partie d'en établir l'authenticité. La ou les langues acceptables pour chaque État Partie sont notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment

où ledit État Partie dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention. En cas d'urgence et si les États Parties en conviennent, les demandes peuvent être faites oralement mais doivent être confirmées sans délai par écrit.

Votre pays a-t-il adressé une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la manière prescrite ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Dans la négative, veuillez indiquer ici les informations requises:

La procédure sera mise en marche bientôt

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(INTACO) Coordination entre organismes

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

La procédure sera entamée bientôt.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Les autorités centrales concernées seront bientôt avisées.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

204. Paragraphe 15 de l'article 46

15. Une demande d'entraide judiciaire doit contenir les renseignements suivants :

- a) La désignation de l'autorité dont émane la demande ;
- b) L'objet et la nature de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée ;
- c) Un résumé des faits pertinents , sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires ;
- d) Une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que l'État Partie requérant souhaite voir appliquée ;
- e) Si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée ; et
- f) Le but dans lequel le témoignage, les informations ou les mesures sont demandés.

Votre pays est-il en conformité avec la disposition a) ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Votre pays est-il en conformité avec la disposition b) ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Votre pays est-il en conformité avec la disposition c) ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Votre pays est-il en conformité avec la disposition d) ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Votre pays est-il en conformité avec la disposition e) ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Votre pays est-il en conformité avec la disposition f) ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez fournir un exemple de demande d'entraide judiciaire contenant toutes les prescriptions:

La loi 41/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme énumère les informations contenues dans la demande d'entraide. Toutefois, aucun exemple concret n'est disponible pour le moment.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité de toutes mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

205. Paragraphe 16 de l'article 46

16. L'État Partie requis peut demander un complément d'information lorsque cela apparaît nécessaire pour exécuter la demande conformément à son droit interne ou lorsque cela peut en faciliter l'exécution.

Guide législatif pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, Nations Unies, New York, 2006

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s) et les types de complément d'information dont vous pouvez avoir besoin:

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 44 de la loi sur le blanchiment des capitaux.....

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez joindre le ou les texte(s)

Loi No 47/2008 du 09/09/2008

Article 44: Compléments d'information

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions ou l'Organe National de Poursuite Judiciaire saisi, soit de son initiative, soit à la demande de la juridiction compétente, peut solliciter, par la voie diplomatique ou directement, l'autorité compétente étrangère aux fins de fournir toutes les informations complémentaires nécessaires pour exécuter la demande ou pour en faciliter l'exécution.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez décrire les types de complément d'information réputés nécessaires:

Non disponible

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes dans lesquelles un complément d'information a été nécessaire:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

206. Paragraphe 17 de l'article 46

17. Toute demande est exécutée conformément au droit interne de l'État Partie requis et, dans la mesure où cela ne contrevient pas au droit interne de l'État Partie requis et lorsque cela est possible, conformément aux procédures spécifiées dans la demande.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 31 de Loi No 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme , Alinéa 1

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 31: Demande d'enquête et d'instruction

Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de la République du Rwanda à moins que les autorités compétentes d'un autre Etat n'aient demandé qu'il soit procédé selon une procédure particulière compatible avec la législation de la République du Rwanda.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veillez fournir des informations sur les demandes exécutées d'une manière différente de celle spécifiée dans la demande en raison de prescriptions juridiques internes:

Non disponibles

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

207. Paragraphe 18 de l'article 46

18. Lorsque cela est possible et conforme aux principes fondamentaux du droit interne, si une personne qui se trouve sur le territoire d'un Etat Partie doit être entendue comme témoin ou comme expert par les autorités judiciaires d'un autre Etat Partie, le premier Etat Partie peut, à la demande de l'autre, autoriser son audition par vidéoconférence s'il n'est pas possible ou souhaitable qu'elle comparaisse en personne sur le territoire de l'Etat Partie requérant. Les Etats Parties peuvent convenir que l'audition sera conduite par une autorité judiciaire de l'Etat Partie requérant et qu'une autorité judiciaire de l'Etat Partie requis y assistera.

Votre pays autorise-t-il l'audition par vidéoconférence de témoins ou d'experts de la manière décrite ci-dessus? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 26 de la Loi No 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme stipule parmi les techniques d'enquêtes utilisées, l'enregistrement audio-visuel d'actions, comportements ou conversations.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 26: Techniques d'enquête spéciales

Afin d'obtenir des preuves relatives aux infractions prévues par la présente loi, la juridiction compétente peut exiger pendant une période donnée :

4° l'enregistrement audio-visuel d'actions, comportements ou conversations;

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes, judiciaires ou non, y relatives:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles une audition par vidéoconférence a été autorisée s'il n'était pas possible ou souhaitable que la personne concernée compare en personne sur le territoire de l'État Partie requérant:

Veillez fournir des informations sur les affaires récentes dans lesquelles vous avez présenté ou reçu une telle demande:

Non disponibles

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

208. Paragraphe 19 de l'article 46

19. L'État Partie requérant ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par l'État Partie requis pour des enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de l'État Partie requis. Rien dans le présent paragraphe n'empêche l'État Partie requérant de révéler, lors de la procédure, des informations ou des éléments de preuve à décharge. Dans ce cas, l'État Partie requérant avise l'État Partie requis avant la révélation et, s'il lui en est fait la demande, consulte ce dernier. Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, l'État Partie requérant informe sans retard l'État Partie requis de la révélation.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 46 de la loi No 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 46: Non utilisation des éléments de preuve à d'autres fins (Loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme)

L'utilisation dans des enquêtes ou des procédures autres que celles prévues dans la demande d'un Etat étranger des éléments de preuve que celle-ci contient est interdite sous peine de nullité desdites enquêtes et procédures, sauf consentement préalable de l'Etat étranger.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Veuillez fournir des informations sur la gestion d'affaires récentes dans lesquelles des éléments de preuve à décharge ont été révélés par les autorités de votre pays:

Non disponible

Veuillez fournir des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles des éléments de preuve à décharge ont été révélés par les autorités d'un Etat requérant:

Non disponible

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

209. Paragraphe 20 de l'article 46

20. L'Etat Partie requérant peut exiger que l'Etat Partie requis garde le secret sur la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter. Si l'Etat Partie requis ne peut satisfaire à cette exigence, il en informe sans délai l'Etat Partie requérant.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 45 de la Loi No 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 45: Demande de confidentialité (loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme)

Lorsque l'Etat requérant demande que l'existence et la teneur de sa requête soient tenues confidentielles, il y est fait droit. En cas d'impossibilité, l'Etat requérant en est informé sans délai.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes dans lesquelles il n'a pas été possible de respecter l'exigence de confidentialité:

Veillez fournir des informations sur la manière dont ces affaires ont été gérées:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

210. Alinéa a) du paragraphe 21 de l'article 46

21. L'entraide judiciaire peut être refusée:

a) Si la demande n'est pas faite conformément aux dispositions du présent article;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 30 de la loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme énumère les conditions dans lesquelles l'entraide peut être refusée.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 30: Refus de coopération (Loi 47/2008 du 09/09/2008)

La demande d'entraide ne peut être refusée que si :

2° elle n'émane pas d'une autorité compétente selon la législation du pays requérant ou n'est pas dûment envoyée;

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez refusé l'entraide judiciaire parce que la demande n'avait pas été faite conformément aux dispositions de cet article:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur d'autres affaires récentes dans lesquelles vous vous êtes vu refuser l'entraide judiciaire parce que la demande n'avait pas été faite conformément aux dispositions de cet article:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

211. Alinéa b) du paragraphe 21 de l'article 46

21. L'entraide judiciaire peut être refusée :

[...]

b) Si l'État Partie requis estime que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts essentiels ;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 30 de la Loi No 47/2008 du 09/09/2008)

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 30: Refus de coopération (Loi 47/2008 du 09/09/2008)

La demande d'entraide ne peut être refusée que si :

- 1° son exécution risque de porter atteinte à l'ordre public, à la souveraineté, à la sécurité ou aux principes fondamentaux énoncés dans la Constitution de la République du Rwanda;

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez refusé l'entraide judiciaire parce que vous estimiez que l'exécution de la demande était susceptible de porter atteinte à votre souveraineté, à votre sécurité, à votre ordre public ou à d'autres intérêts essentiels:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles vous vous êtes vu refuser l'entraide judiciaire parce que l'exécution de la demande était considérée comme susceptible de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels d'autres États Parties:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

212. Alinéa c) du paragraphe 21 de l'article 46

21. L'entraide judiciaire peut être refusée :

[...]

c) Au cas où le droit interne de l'État Partie requis interdirait à ses autorités de prendre les mesures demandées s'il s'agissait d'une infraction analogue ayant fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une procédure judiciaire dans le cadre de sa propre compétence;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 30 de la loi No 47/2008

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 30: Refus de coopération

La demande d'entraide ne peut être refusée que si :

- 3° les faits sur lesquels elle porte font l'objet de poursuites pénales, ont déjà fait l'objet de sanction ou d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée sur le territoire de la République du Rwanda;

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes, judiciaires ou non, dans lesquelles vous avez refusé l'entraide judiciaire parce que votre droit interne vous interdisait de prendre les mesures demandées:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les autres affaires récentes dans lesquelles vous vous êtes vu refuser l'entraide judiciaire parce que le droit interne de l'État Partie requis lui interdisait de prendre les mesures demandées:

Non disponible

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi est très récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

213. Alinéa d) du paragraphe 21 de l'article 46

21. L'entraide judiciaire peut être refusée :

[...]

d) Au cas où il serait contraire au système juridique de l'État Partie requis concernant l'entraide judiciaire d'accepter la demande.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 30 de la loi No 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ; 4,5 et 7.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 30: Refus de coopération (Loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme)

La demande d'entraide ne peut être refusée que si :

- 4° l'infraction visée dans la demande n'est pas prévue par la législation de la République du Rwanda ou ne présente pas de caractéristiques communes avec une infraction prévue par la législation de la République du Rwanda;
- 5° les mesures sollicitées ou toutes autres mesures ayant des effets analogues, ne sont pas autorisées par la législation de la République du Rwanda ou ne sont pas applicables à l'infraction visée dans la demande d'après la législation de la République du Rwanda;
- 7° la décision dont l'exécution est demandée n'est pas exécutoire sous la législation de la République du Rwanda;

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les autres affaires récentes dans lesquelles vous vous êtes vu refuser l'entraide judiciaire parce que celle-ci aurait été contraire au système juridique de l'État Partie requis concernant l'entraide judiciaire:

Si applicable et disponible, veuillez fournir les renseignements sur des récentes affaires judiciaires où vous avez refusé l'entraide judiciaire parce qu'elle serait contraire à votre propre système juridique tel qu'il concerne l'entraide judiciaire.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

214. Paragraphe 22 de l'article 46

22. Les États Parties ne peuvent refuser une demande d'entraide judiciaire au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales .

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Le Rwanda ne prévoit pas les questions fiscales comme motif de refus d'entraide judiciaire. L'exclusion de cette conditionnalité est particulièrement mentionnée dans l'article 37, avant - dernier alinéa.

Articles 30 et 37 e la loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 30 de la loi 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Motifs obligatoires de refus d'extradition

L'extradition ne peut être refusée au seul motif que l'infraction est considérée comme portant sur des questions fiscales.

En tout état de cause, l'extradition d'un citoyen rwandais ne peut être accordée.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, y compris des cas d'entraide judiciaire dans des affaires récentes touchant à des questions fiscales:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

215. Paragraphe 23 de l'article 46

23. Tout refus d'entraide judiciaire doit être motivé.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Article 30 dernier alinéa; loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 30: Refus de coopération (Loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le

financement du terrorisme)

Le Gouvernement de la République du Rwanda communique sans délai au gouvernement étranger les motifs du refus d'exécution de sa demande.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes y relatives:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

216. Paragraphe 24 de l'article 46

24. L'État Partie requis exécute la demande d'entraide judiciaire aussi promptement que possible et tient compte dans toute la mesure possible de tous délais suggérés par l'État Partie requérant et qui sont motivés, de préférence dans la demande. L'État Partie requérant peut présenter des demandes raisonnables d'informations sur l'état d'avancement des mesures prises par l'État Partie requis pour faire droit à sa demande. L'État Partie requis répond aux demandes raisonnables de l'État Partie requérant concernant les progrès réalisés dans l'exécution de la demande. Quand l'entraide demandée n'est plus nécessaire, l'État Partie requérant en informe promptement l'État Partie requis.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Le législateur rwandais n'a pas prévu de disposition relative au délai de traitement d'une demande de coopération

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

La disposition relative au délai de traitement d'une demande de coopération n'existe pas dans la législation rwandaise.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

La pertinence de la disposition doit d'abord être établi

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

217. Paragraphe 25 de l'article 46

25. L'entraide judiciaire peut être différée par l'État Partie requis au motif qu'elle entraverait une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire en cours.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Il n'existe pas dans la législation rwandaise de disposition relative à la possibilité de différer l'entraide judiciaire.

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Le pays n'a jamais été confronté à la nécessité

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

L'opportunité d'adopter cette disposition doit d'abord être examinée

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Par qui cette assistance est-elle fournie?

Experts en mise en application de la CNUAC

Si cette assistance est apportée dans le contexte d'un programme ou d'un projet, veuillez fournir une description, y compris les informations relatives au programme/projet, et joindre le ou les document(s) correspondant(s):

La prolongation et/ou le renforcement de cette assistance aideraient-ils votre pays à adopter la ou les politique(s) ou la ou les mesure(s) décrite(s) dans la disposition considérée? (cochez une seule réponse)

(P) Oui, en partie

218. Paragraphe 26 de l'article 46

26. Avant de refuser une demande en vertu du paragraphe 21 du présent article ou d'en différer l'exécution en vertu du paragraphe 25, l'État Partie requis étudie avec l'État Partie requérant la possibilité d'accorder l'entraide sous réserve des conditions qu'il juge nécessaires. Si l'État Partie requérant accepte l'entraide sous réserve de ces conditions, il se conforme à ces dernières.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Il n'existe pas dans la législation rwandaise de disposition relative à l'étude conjointe du refus de demande d'entraide judiciaire.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune information là-dessus

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Examen de l'opportunité de se doter de pareille disposition

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

219. Paragraphe 27 de l'article 46

27. Sans préjudice de l'application du paragraphe 12 du présent article, un témoin, un expert ou une autre personne qui, à la demande de l'État Partie requérant, consent à déposer au cours d'une procédure ou à collaborer à une enquête, à des poursuites ou à une procédure judiciaire sur le territoire de l'État Partie requérant ne sera pas poursuivi, détenu, puni ni soumis à d'autres restrictions de sa liberté personnelle sur ce territoire à raison d'actes, d'omissions ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État Partie requis. Cette immunité cesse lorsque le témoin, l'expert ou ladite personne ayant eu, pendant une période de quinze jours consécutifs ou toute autre période convenue par les États Parties à compter de la date à laquelle ils ont été officiellement informés que leur présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, la possibilité de quitter le territoire de l'État Partie requérant, y sont néanmoins demeurés volontairement ou, l'ayant quitté, y sont revenus de leur plein gré.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Aucune disposition n'existe dans ce sens.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune information n'est disponible sur les efforts déployés en cette matière

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Examiner l'opportunité d'adopter cette disposition

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

220. Paragraphe 28 de l'article 46

28. Les frais ordinaires encourus pour exécuter une demande sont à la charge de l'État Partie requis, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les États Parties concernés. Lorsque des dépenses importantes ou extraordinaires sont ou se révèlent ultérieurement nécessaires pour exécuter la demande, les États Parties se consultent pour fixer les conditions selon lesquelles la demande sera exécutée, ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les politique(s) ou autre(s) mesure(s) applicable(s).

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 47 de la Loi No 47/2008 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 47: Imputation des frais

Les frais exposés pour exécuter les demandes prévues au présent chapitre sont à la charge de l'Etat requérant à moins qu'il en soit convenu autrement.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez fournir des exemples d'arrangements récents relatifs à des affaires où les frais n'ont pas (seulement) été pris en charge par l'État requis:

Non disponibles

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

La loi est très récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

221. Alinéa a) du paragraphe 29 de l'article 46

29. L'État Partie requis:

a) Fournit à l'État Partie requérant copie des dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public a accès;

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Il n'existe pas de disposition spécifique en cette matière

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune information n'est disponible

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Examen de l'opportunité d'adopter cette disposition

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

222. Alinéa b) du paragraphe 29 de l'article 46

29. L'État Partie requis:

[...]

b) Peut, à son gré, fournir à l'État Partie requérant intégralement, en partie ou aux conditions qu'il estime appropriées, copie de tous dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public n'a pas accès.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Aucune disposition spécifique n'a été prévue par la législation rwandaise

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

Aucune information n'est disponible

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Examen de l'opportunité d'adopter cette disposition

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(ADV) Conseils juridiques

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

223. Paragraphe 30 de l'article 46

30. Les États Parties envisagent, s'il y a lieu, la possibilité de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux qui servent les objectifs du présent article, mettent en pratique ses dispositions ou les renforcent.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou arrangement(s) bilatéral(aux) ou multilatéral(aux), ou la ou les autre(s) mesure(s), applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Des accords d'extradition existent entre le Congo (RDC) et le Rwanda via la ratification de la Convention contre le génocide.

Il existe également des accords de coopération judiciaire entre les pays de la Communauté des pays des Grands Lacs.

Dans le cadre de la recherche de la paix dans les pays autour des grands Lacs , 11 pays ont signé un accords multilatéral qui renferme aussi la coopération judiciaire. IA travers le protocole de cet accord, les Etats membres s'engagent à coopérer en matière d'extradition, d'enquêtes et de poursuites judiciaires.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour conclure de tels accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

224. Article 47

Les États Parties envisagent la possibilité de se transférer mutuellement les procédures relatives à la poursuite d'une infraction établie conformément à la présente Convention dans les cas où ce transfert est jugé nécessaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et, en particulier lorsque plusieurs juridictions sont concernées, en vue de centraliser les poursuites.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Notre article 31 de la loi N0 47/2008 du 09/0/2008 prone la seule application de la procédure du Rwanda ou une autre procédure compatible avec notre procédure pénale que l'Etat requérant peut proposer.

Veuillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

La législation rwandaise n'admet pas l'application d'une procédure étrangère à moins qu'elle soit compatible avec la procédure pénale rwandaise.

Veuillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Pour le moment aucun transfert de procédure ne se justifie.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

225. Alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention. En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

a) Renforcer les voies de communication entre leurs autorités, organismes et services compétents et, si nécessaire, en établir afin de faciliter l'échange sûr et rapide d'informations concernant tous les aspects des infractions visées par la présente Convention, y compris, si les États Parties concernés le jugent approprié, les liens avec d'autres activités criminelles;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 28 de la loi 47/2008 relative à la prévention et à la répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme parle de la coopération entre Etats.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Disposez-vous d'une base de données permettant d'échanger des informations?

Veillez fournir, s'ils sont disponibles, des exemples d'affaires récentes dans lesquelles les autorités de détection et de répression de votre pays ont échangé des informations avec les autorités d'autres États Parties concernant des infractions visées par la présente Convention (veuillez décrire les aspects de ces infractions visés par les échanges d'informations):

Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur l'échange d'informations concernant des affaires récentes impliquant d'autres activités criminelles.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour établir ou renforcer des voies de communication avec les autorités, organismes et services de détection et de répression d'autres États Parties?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

226. Sous-alinéa b) i) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention. En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:
[...]

b) Coopérer avec d'autres États Parties, s'agissant des infractions visées par la présente Convention,

dans la conduite d'enquêtes concernant les points suivants:

i) Identité et activités des personnes soupçonnées d'implication dans lesdites infractions, lieu où elles se trouvent ou lieu où se trouvent les autres personnes concernées ;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez citer le ou les texte(s)

L' article 28 de la loi No 47/2008

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement

du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.
Le Gouvernement de la République du Rwanda communique sans délai au gouvernement étranger les motifs du refus d'exécution de sa demande.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes y relatives:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

227. Sous-alinéa b) ii) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention. En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

[...]

b) Coopérer avec d'autres États Parties, s'agissant des infractions visées par la présente Convention, dans la conduite d'enquêtes concernant les points suivants:

[...]

ii) Mouvement du produit du crime ou des biens provenant de la commission de ces infractions ;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 28 de la loi No 47/2008 du 09/09/2008

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes y relatives:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

228. Sous-alinéa b) iii) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement , conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention . En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

[...]

b) Coopérer avec d'autres États Parties, s'agissant des infractions visées par la présente Convention , dans la conduite d'enquêtes concernant les points suivants:

[...]

(iii) The movement of property, equipment or other instrumentalities used or intended for use in the commission of such offences;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Art. 28 de la loi No 47 /2008 du 09/09 /2008

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes y relatives:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

229. Alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement , conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention . En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

[...]

c) Fournir, lorsqu'il y a lieu, les pièces ou quantités de substances nécessaires à des fins d'analyse ou d'enquête ;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 28 de la loi 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme pose le principe de coopération entre Etats en ce qui concerne l'échange d'information, d'investigation et de poursuites. La fourniture de pièces ou de quantités de substances nécessaires à des fins d'analyse ou d'enquête sont aussi couverts par cet article .

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais,

arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

230. Alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention. En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

[...]

d) Échanger, lorsqu'il y a lieu, avec d'autres États Parties des informations sur les moyens et procédés spécifiques employés pour commettre les infractions visées par la présente Convention, tels que l'usage de fausses identités, de documents contrefaits, modifiés ou falsifiés ou d'autres moyens de dissimulation des activités;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Article 28 de la loi 47/2009 du 09/09/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Article 28: Coopération avec les autres États

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats* aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'analyses, de rapports ou de typologies se rapportant aux moyens et procédés employés pour commettre les infractions visées par la présente Convention:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

231. Alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention. En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

[...]

e) Faciliter une coordination efficace entre leurs autorités, organismes et services compétents et favoriser l'échange de personnel et d'experts, y compris, sous réserve de l'existence d'accords ou d'arrangements bilatéraux entre les États Parties concernés, le détachement d'agents de liaison;

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

L'article 43 de la loi No 47/2008 établit les rôles centraux que tiennent le Ministère ayant la justice dans ses attributions et l'Organe National de poursuites judiciaires dans l'entraide judiciaire.

le même article parle à la fin de l'échange d'experts.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Article 43 : Traitement des demandes

Le Ministère ayant la justice dans ses attributions, après vérification de la régularité de la demande, transmet ladite demande à l'Organe National de Poursuite judiciaire du lieu où les investigations doivent être menées ou du lieu où se trouve la personne dont l'extradition est demandée.

L'Organe National de Poursuite Judiciaires saisit les fonctionnaires compétents des demandes d'investigation et la juridiction compétente en ce qui concerne les demandes relatives aux mesures conservatoires, aux confiscations et à l'extradition.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'elles sont effectuées par un magistrat, un procureur ou par un fonctionnaire habilité.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez identifier/décrire les postes d'agents de liaison au sein de vos autorités de détection et de répression:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour faciliter l'échange de personnels et d'autres experts?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

232. Alinéa f) du paragraphe 1 de l'article 48

1. Les États Parties coopèrent étroitement , conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention . En particulier, les États Parties prennent des mesures efficaces pour:

[...]

f) Échanger des informations et coordonner les mesures administratives et autres prises, comme il convient, pour détecter au plus tôt les infractions visées par la présente Convention .

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez citer le ou les texte(s)

Le principe d'échange d'information, d'investigation et de poursuites est contenue dans l'article 28 de la loi No 47/2008.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Loi 47/2008

Article 28: Coopération avec les autres Etats

L'Etat Rwandais coopère avec les autres Etats aux fins d'échange d'information, d'investigation et de poursuite, visant les mesures conservatoires, les saisies et les confiscations des objets, fonds et biens liés au blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, aux fins d'extradition et d'assistance technique mutuelle.

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour échanger des informations et coordonner les mesures administratives et autres prises pour détecter au plus tôt les infractions visées par la Convention?

(N) Non

Laa loi est récente

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

233. Paragraphe 2 de l'article 48

2. Afin de donner effet à la présente Convention, les États Parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe entre leurs services de détection et de répression et, lorsque de tels accords ou arrangements existent déjà, de les modifier. En l'absence de tels accords ou arrangements entre les États Parties concernés, ces derniers peuvent se baser sur la présente Convention pour instaurer une coopération en matière de détection et de répression concernant les infractions visées par la présente Convention. Chaque fois que cela est approprié, les États Parties utilisent pleinement les accords ou arrangements, y compris les organisations internationales ou régionales, pour renforcer la coopération entre leurs services de détection et de répression.

Votre pays a-t-il conclu des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe avec les services de détection et de répression d'autres États Parties? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou arrangement(s) bilatéral(aux) ou multilatéral(aux), ou la ou les autre(s) mesure(s), applicable(s):

Veillez citer le ou les texte(s)

Il existe des accords bilatéraux en matière d'extradition. Pour les autres demandes de coopération la pratique consiste dans la négociation au cas par cas.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais,

arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Votre pays considère-t-il la présente Convention comme la base d'une coopération en matière de détection et de répression concernant les infractions visées par la présente Convention? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur la coopération en matière de détection et de répression fournie ou reçue en utilisant la présente Convention comme base légale:

Le cas échéant, veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur la coopération en matière de détection et de répression fournie ou reçue en ayant recours aux organisations internationales ou régionales:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Oui

234. Paragraphe 3 de l'article 48

3. Les États Parties s'efforcent de coopérer, dans la mesure de leurs moyens, pour lutter contre les infractions visées par la présente Convention commises au moyen de techniques modernes.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 26 de la loi No 47/2008 sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dispose que "Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de la République du Rwanda à moins que les autorités compétentes d'un autre Etat n'aient demandé qu'il soit procédé selon une procédure particulière compatible avec la législation de la République du Rwanda"

Par ailleurs l'article traite des techniques d'enquête spéciales qui portent notamment sur:

- 1° l'accès à des systèmes, réseaux et serveurs informatiques;
- 2° la mise sous surveillance ou sur table d'écoute de lignes de téléphone, de télécopie, de matériel de télécommunications ou de transmissions électroniques;
- 3° l'enregistrement audio-visuel d'actions, comportements ou conversations;

Il s'agit véritablement de techniques modernes même si le législateur n'a pas expressément utilisé ce terme.

Veillez joindre le ou les texte(s)

Loi No 47/2008 du 09/09/2008

Article 26: Techniques d'enquête spéciales

Afin d'obtenir des preuves relatives aux infractions prévues par la présente loi, la juridiction compétente peut exiger pendant une période donnée :

- 1° la surveillance des comptes bancaires et assimilés;
- 2° l'accès à des systèmes, réseaux et serveurs informatiques;
- 3° la mise sous surveillance ou sur table d'écoute de lignes de téléphone, de télécopie, de matériel de télécommunications ou de transmissions électroniques;
- 4° l'enregistrement audio-visuel d'actions, comportements ou conversations;

Article 31: Demande d'enquête et d'instruction

Les mesures d'enquête et d'instruction sont exécutées conformément à la législation de la République du Rwanda à moins que les autorités compétentes d'un autre Etat n'aient demandé qu'il soit procédé selon une procédure particulière compatible avec la législation de la République du Rwanda.

Un magistrat ou un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente de l'Etat requérant peut assister à l'exécution des mesures selon qu'il s'agit d'un magistrat ou d'un fonctionnaire qui les exécute.

- 5° la communication d'actes notariés et privés ou d'informations bancaires, financières ou commerciales.

La Juridiction Compétente peut également ordonner la saisie des documents mentionnés au point 5° de l'alinéa 1 du présent article.

Toutefois, ces démarches ne sont valables que s'il y a de fortes raisons de croire que les comptes, lignes téléphoniques, systèmes ou réseaux informatiques ou documents sont utilisés ou risquent d'être utilisés à un processus de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Veillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Pour l'instant, non.

235. Article 49

Les États Parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux en vertu desquels, pour les affaires qui font l'objet d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires dans un ou plusieurs États, les autorités compétentes concernées peuvent établir des instances d'enquête conjointes. En l'absence de tels accords ou arrangements, des enquêtes conjointes peuvent être décidées au cas par cas. Les États Parties concernés veillent à ce que la souveraineté de l'État Partie sur le territoire duquel l'enquête doit se dérouler soit pleinement respectée.

Has your country concluded bilateral or multilateral agreements that allow for the establishment of joint investigative bodies or has your country undertaken joint investigations on a case-by-case basis as described above? (Check one answer)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre le ou les accord(s) ou arrangement(s) bilatéral(aux) ou multilatéral(aux), ou la ou les autre(s) mesure(s), applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Ces accords n'existent pas. Les décisions en cette matière se prennent au cas par cas.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur toutes les enquêtes conjointes et instances d'enquête conjointes:

Veuillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour prévoir des enquêtes conjointes et des instances d'enquête conjointes?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

236. Paragraphe 1 de l'article 50

1. Afin de combattre efficacement la corruption, chaque État Partie, dans la mesure où les principes fondamentaux de son système juridique interne le permettent et conformément aux conditions prescrites par son droit interne, prend, dans la limite de ses moyens, les mesures nécessaires pour que ses autorités compétentes puissent recourir de façon appropriée, sur son territoire, à des livraisons surveillées et, lorsqu'il le juge opportun, à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration, et pour que les preuves recueillies au moyen de ces techniques soient admissibles devant ses tribunaux.

Votre pays a-t-il adopté et appliqué les mesures susmentionnées? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

L'article 26 de la loi No 47/2008 traite des techniques d'enquêtes spéciales et énumère certains supports de ces enquêtes mais se limite à la surveillance de type électronique.

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Loi No 47/2008

Article 26: Techniques d'enquête spéciales

Afin d'obtenir des preuves relatives aux infractions prévues par la présente loi, la juridiction compétente peut exiger pendant une période donnée :

- 1° la surveillance des comptes bancaires et assimilés;
- 2° l'accès à des systèmes, réseaux et serveurs informatiques;
- 3° la mise sous surveillance ou sur table d'écoute de lignes de téléphone, de télécopie, de matériel de télécommunications ou de transmissions électroniques;
- 4° l'enregistrement audio-visuel d'actions, comportements ou conversations;
- 5° la communication d'actes notariés et privés ou d'informations bancaires, financières ou commerciales.

La Juridiction Compétente peut également ordonner la saisie des documents mentionnés au point 5° de l'alinéa 1 du présent article.

Toutefois, ces démarches ne sont valables que s'il y a de fortes raisons de croire que les comptes, lignes téléphoniques, systèmes ou réseaux informatiques ou documents sont utilisés ou risquent d'être utilisés à un processus de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition

considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veillez donner des exemples d'application réussie de mesures internes adoptées pour se conformer à la disposition considérée, ainsi que d'affaires récentes, judiciaires ou non, y relatives:

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations (statistiques, types d'affaires, résultat sur les affaires judiciaires (civiles, administratives ou pénales) ou autres processus y relatifs. Veuillez fournir des chiffres annuels depuis l'année 2003 (ou les années antérieures, si ces chiffres sont disponibles):

Veillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires récentes dans lesquelles des livraisons surveillées ou d'autres techniques d'enquête spéciales ont été utilisées et admises devant les tribunaux:

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour que les autorités compétentes puissent recourir à des livraisons surveillées et à d'autres techniques d'enquête spéciales et pour que les preuves recueillies aumoyen de ces techniques soient admissibles devant les tribunaux?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

237. Paragraphe 2 de l'article 50

2. Aux fins des enquêtes sur les infractions visées par la présente Convention, les États Parties sont encouragés à conclure, si nécessaire, des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux appropriés pour recourir aux techniques d'enquête spéciales dans le cadre de la coopération internationale. Ces accords ou arrangements sont conclus et appliqués dans le plein respect du principe de l'égalité souveraine des États et ils sont mis en oeuvre dans le strict respect des dispositions qu'ils contiennent.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

Quels défis et problèmes rencontrez-vous dans l'adoption/l'application (complète) de la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes et fournissez une explication dans le champ "Commentaires")

(MYSYS) Spécificités de notre système juridique

Il n'existe pas d'accords bilatéraux ou multilatéraux en matière de techniques d'enquêtes spéciales.

Veillez fournir un exposé des efforts mis en œuvre à ce jour par votre pays pour appliquer la disposition considérée:

La nécessité de ces accords est évidente. Ils sont à prévoir.

Veillez décrire brièvement les mesures que devraient prendre ou l'action que devraient mener les autorités nationales ou autres (et le calendrier y relatif) afin d'assurer le plein respect de la disposition considérée:

Examiner l'opportunité de mise sur pied de ces dispositions.

Dans quel(s) domaine(s) parmi les suivants, une assistance technique, si elle était disponible, aiderait votre

pays à adopter ou à mieux appliquer la disposition considérée? (cochez toutes les réponses pertinentes)

(NO) Aucun besoin d'assistance

Une assistance technique est-elle déjà fournie dans l'un des domaines susmentionnés? (cochez une seule réponse)

(N) Non

238. Paragraphe 3 de l'article 50

3. En l'absence d'accords ou d'arrangements visés au paragraphe 2 du présent article, les décisions de recourir à des techniques d'enquête spéciales au niveau international sont prises au cas par cas et peuvent, si nécessaire, tenir compte d'ententes et d'arrangements financiers quant à l'exercice de leur compétence par les États Parties concernés.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(Y) Oui

Veuillez citer, résumer et joindre la ou les mesure(s) ou politique(s) applicable(s):

Veuillez citer le ou les texte(s)

Aucune disposition spécifique

Veuillez joindre le ou les texte(s)

Veuillez joindre un ou plusieurs résumés en anglais – obligatoire, si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) n'est/ne sont pas rédigé(s) dans l'une des langues suivantes: anglais, arabe, chinois, espagnol, français ou russe. Hautement souhaitable si le ou les texte(s) précédemment fourni(s) est/sont rédigé(s) en arabe, en chinois ou en russe.

Le cas échéant, veuillez fournir des copies des projets de loi ou autres mesures liés à la disposition considérée qui sont sur le point d'être adoptés:

Veuillez fournir les exemples de la mise en œuvre réussie des mesures domestiques adoptées pour être en conformité avec la disposition concernée, y compris les instances où ont été faites au cas par cas les décisions d'utiliser les techniques d'enquêtes spéciales au niveau international.

Avez-vous déjà évalué l'efficacité des mesures adoptées pour se conformer à la disposition considérée?

(N) Non

Auriez-vous besoin d'une assistance pour mener une évaluation? Dans l'affirmative, veuillez décrire le type d'assistance dont vous auriez besoin:

Non

239. Paragraphe 4 de l'article 50

4. Les livraisons surveillées auxquelles il est décidé de recourir au niveau international peuvent inclure, avec le consentement des États Parties concernés, des méthodes telles que l'interception de marchandises ou de fonds et l'autorisation de la poursuite de leur acheminement, sans altération ou après soustraction ou remplacement de la totalité ou d'une partie de ces marchandises ou fonds.

Votre pays est-il en conformité avec cette disposition? (cochez une seule réponse)

(N) Non

B. Autres dispositions

B. Autres dispositions

299. Informations complémentaires

Veuillez donner toute autre information qui, en l'état actuel des choses et au vu des aspects de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ou des difficultés rencontrées à cet égard, devrait selon vous être examinée par la Conférence des États parties.

Veuillez fournir toute autre information que, selon vous, il est important que la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption prenne en considération à ce stade, concernant les aspects ou les difficultés de l'application de la Convention autres que ceux mentionnés ci-dessus.